



HAL
open science

L'action dans la recherche et la recherche dans l'action : quelles imbrications ?

Thibaud Bagès, Margot Buzaré, Noémie Calixte, Marina d'Avdeew, Inès Delépine, Marie Fruiquière, Marie-Hélène Gauthier, Félix Gueguen, Pavel Kunysz, Philippe Lavigne-Delville, et al.

► To cite this version:

Thibaud Bagès, Margot Buzaré, Noémie Calixte, Marina d'Avdeew, Inès Delépine, et al.. L'action dans la recherche et la recherche dans l'action : quelles imbrications ?. Actes de la journée des jeunes chercheur×ses de l'Institut de Géographie de Paris, pp.97, 2024. hal-04560937

HAL Id: hal-04560937

<https://hal.science/hal-04560937>

Submitted on 26 Apr 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0
International License



Journée des jeunes chercheur·ses de l'Institut de Géographie 2023

**L'action dans la recherche
et la recherche dans l'action**
Quelles imbrications ?

Exposant·es

Marie Fruiquière (ENSA Strasbourg, UR AMUP, Unistra)

Léa Reville (EHESS, Géographie-Cités)

Marie-Hélène Gauthier (Université Le Havre Normandie, UMR CNRS IDEES 6266)

Ayité Claude Mawussi (ENPC, Laboratoire Ville Mobilité Transport)

Coline Poupeau (Centre Émile Durkheim, Université de Bordeaux)

Léo Raymond (Université Savoie Mont Blanc, EDYTEM)

Oriane Sebillotte (EHESS, Géographie-cités, ICM)

Pavel Kunysz (Université de Liège, NdrscrLab)

Margot Buzaré (Centre Émile Durkheim, Université de Bordeaux)

Invitée d'honneur : Camille Schmoll (EHESS, UMR Géographie-Cités)

Comité d'organisation

Marina d'Avdeew (UMR LGP), Thibaud Bages (Laboratoire Médiations - UMR Géographie-cités), Noémie Calixte (UMR Géographie-cités), Inès Delépine (UMR Géographie-cités), Félix Gueguen (UMR Prodig), Damien Le Lan (Laboratoire Médiations), Corten Pérez-Houis (UMR Géographie-cités), Pierre Sachot (LADYSS), Paul Siarry (Institut national d'études démographiques), Irene Valitutto (UMR Prodig).

Comité scientifique

Pauline Delage (CRESPPA), Philippe Lavigne Delville (UMR SENS), Emilie Guitard (UMR PRODIG), Laurent Lespez (UMR LGP), Juliette Maulat (UMR Géographie-cités), Jeremy Robert (Université Rennes 2), Claire Simonneau (LATTs), Jean Vettrano (CCFD Terre Solidaire).

SOMMAIRE

Introduction.....	5
Introduction de la journée par le Comité d'organisation.....	5
Session 1 – L'action publique et la recherche : positionnements et enjeux (Discussion : Juliette Maulat, UMR Géographie-Cités).....	7
Introduction par le Comité d'organisation.....	7
Illusionnisme, contorsion, jonglage ou équilibrisme : la métaphore circassienne d'une thèse en CIFRE – Marie Fruiquière (ENSA Strasbourg, UR AMUP, Unistra).....	7
La thèse en contrat CIFRE : s'associer, se dissocier, trouver sa place entre l'employeur et le terrain – Léa Reville (EHESS, Géographie-Cités).....	12
Discussion et questions.....	16
Session 2 – Sur le terrain : négocier sa place, s'engager (Discussion : Philippe Lavigne Delville, UMR SENS).....	20
S'engager pour négocier sa place sur le terrain de la mobilisation des chauffeurs de Yango à Abidjan (Côte d'Ivoire). Retour réflexif sur une enquête ethnographique engagée – Ayité Claude Mawussi (ENPC, Laboratoire Ville Mobilité Transport).....	20
La place sur le terrain et la négociation sous-jacente – Coline Poupeau (Centre Émile Durkheim, Université de Bordeaux).....	24
S'engager par-delà l'extractivisme scientifique. Gestion de la proximité et de la distance avec les acteurs de terrain – Léo Raymond (Université Savoie Mont Blanc, EDYTEM).....	28
Discussion et questions.....	34
Session 3 – Trajectoires militantes et stratégies de recherche : des regards réflexifs (Discussion : Jean Vettrano, CCFD-Terre Solidaire).....	49
De l'engagement à la recherche : positionnement, détours et construction réciproque – Oriane Sebillotte (EHESS, Géographie-cités, ICM).....	49
Comment en vient-on à la friche? Exploration des engagements de chercheur·euse·s pour/avec/sur leur terrain. – Pavel Kunysz (Université de Liège, NdrscrLab).....	54
Un militantisme dans la recherche ? Enquête en sociologue parmi des chercheur·e·s en génétique et amélioration des plantes – Margot Buzaré (Centre Émile Durkheim, Université de Bordeaux).....	62
Discussion et questions.....	66
Conclusion de l'invitée d'honneur : Camille Schmoll (EHESS, UMR Géographie-Cités).....	83
Introduction par le comité d'organisation.....	83
Annexes.....	92
Argumentaire de l'appel à communication pour la journée d'étude.....	92

Introduction

Introduction de la journée par le Comité d'organisation

Bonjour à toutes et à tous, bienvenue à la JIG 2023.

Nous voulons commencer par remercier la direction de l'École doctorale, le LabEx DynamiTe et les membres du comité scientifique pour nous avoir accompagné·e·s dans l'organisation de la journée. Nous souhaitons d'abord introduire les enjeux de cette journée, pourquoi nous avons ressenti la nécessité de mieux exploiter la relation entre recherche et milieu opérationnel. D'un côté cela part de la question de notre quotidien et notre posture, mais il nous semble urgent d'interroger la place qu'occupent les savoirs scientifiques dans les réponses apportées aux défis contemporains. Nous croyons essentiel de rester vigilants et vigilantes vis-à-vis des éventuelles instrumentalisation de la recherche. Devant tout ça, nous nous questionnons sur l'intérêt de s'engager dans ce temps fort de lutte que nous interrogeons selon notre pratique dans les milieux militants et en même temps dans notre pratique de recherche. Pour tout cela, nous proposons aujourd'hui un espace bienveillant d'échanges pour réfléchir aux pratiques, aux postures, et plus généralement aux questionnements qui peuvent se poser à partir des expériences des jeunes chercheurs et chercheuses qui sont en train de définir leur place, à la fois sur le terrain, dans le milieu académique et dans leur quotidien. Ces trois dimensions sont toujours présentes, il ne faut pas l'oublier, elles coexistent et nous nous interrogeons au quotidien sur leur articulation. Ce que nous espérons de cette journée, c'est qu'elle puisse être un espace pour nous aider à réfléchir à l'approche réflexive par rapport à notre pratique de recherche, et que ce soit aussi un espace de discussions collectives et d'échange sur nos expériences réciproques, mais aussi un moment d'échange et de réflexions plus larges sur l'engagement de la recherche en général.

Avant d'interroger ces imbrications entre le monde de la recherche et le monde opérationnel, le double d'enjeu de cette journée est d'analyser les multiples formes et formats que peuvent prendre ces dynamiques croissantes d'imbrications entre les milieux de la recherche et ceux de l'action, en pensant non seulement les implications épistémologiques, empiriques, méthodologiques et éthiques que ces imbrications peuvent causer aux chercheurs dans leurs pratiques. Les acteurs et actrices de la recherche semblent vouloir de plus en plus s'engager afin de comprendre, analyser, déconstruire, voire dénoncer et impulser des transformations profondes, aux côtés des différentes sphères de l'action, afin de s'intéresser à différents phénomènes, qu'il s'agisse non seulement de la question du dérèglement climatique, des enjeux liés par exemple aux séquelles de la colonisation, aux rapports de domination, de violences, basés sur la race et ou le genre, et ou encore des pratiques

extractivistes et prédatrices. De manière plus générale, la crise générée par le Covid-19 ainsi que les différents événements actuels liés aux flux migratoires mondiaux nous semblent des exemples qui illustrent bien cette exigence pressante de mieux mobiliser et intégrer les sciences humaines et sociales dans les grandes sphères de prise de décision. Ainsi dans la continuité de ces réflexions, ces imbrications soulèvent également de nombreuses questions quant aux rôles qu'occupent les chercheurs et chercheuses dans le débat public et politique, ainsi que dans les milieux militants – milieux qui nous semblaient également intéressants et importants d'interroger aujourd'hui. L'appel que nous avons diffusé a suscité de nombreuses communications et intérêts divers, ce qui nous semble montrer non seulement l'ampleur grandissante de ces questionnements au sein des milieux académiques, mais également la nécessité d'y consacrer une journée.

D'un point de vue pratique, nous avons décidé d'organiser cette journée en quatre moments. Ce matin, un premier panel interrogera la place des chercheurs et chercheuses relevant du dispositif Cifre, les Conventions industrielles de formation par la recherche, qui est un dispositif qui essaie de nouer des ponts entre la recherche et le milieu opérationnel, public comme privé. Trois doctorantes interrogeront leur position à la fois vis-à-vis de ce dispositif Cifre, et vis-à-vis de leurs terrains et leurs pratiques de recherche. Ensuite, la deuxième session de la matinée se propose de questionner les implications des stratégies d'engagement, de négociation, les stratégies d'ancrage et de mise à distance qui s'imposent aux chercheurs et chercheuses dans leur pratique du terrain, et avec toutes les questions que cela implique. Après la pause déjeuner, nous aurons un troisième panel qui sera l'occasion de discuter des implications souvent complexes que produisent les imbrications des sphères militantes, les pratiques et les logiques qui sont mobilisées, avec celles répandues dans le monde académique. Et enfin, pour le quatrième et dernier temps de cette journée, nous aurons le plaisir d'écouter la conférence de clôture de notre invitée d'honneur Camille Schmoll, géographe, directrice de recherche à l'EHESS, qui mettra en perspective les enjeux discutés lors de cette journée. Sans plus attendre nous allons commencer cette journée, et avant de commencer notre première session je vais donner la parole à Catherine Fournet-Guérin, directrice de l'Ecole doctorale pour le mot d'introduction.

Session 1 – L'action publique et la recherche : positionnements et enjeux (Discussion : Juliette Maulat, UMR Géographie-Cités)

Introduction par le Comité d'organisation

Nous allons entamer la première session consacrée au lien entre action publique et recherche, entre positionnement et enjeux. Plus spécifiquement, cette session a été établie au regard de trois présentations qui permettent de penser le dispositif Cifre (convention industrielle par la recherche) dans le cas d'une jeune recherche en géographie en tant que dispositif singulier. Plusieurs questionnements vont être proposés par ces trois présentations, à la fois l'origine de la recherche en entreprise ; la définition et le traitement de cet objet, le positionnement des chercheuses en l'occurrence ; l'objet de la recherche ainsi que l'incidence des résultats à la fois sur les processus de décision au sein des structures qui accueillent ces Cifre, et des pratiques opérationnelles. Pour ce faire, nous avons également le plaisir d'accueillir Juliette Maulat à nos côtés en tant que modératrice de cette session, maîtresse de conférences en urbanisme et aménagement à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne. Juliette a elle-même réalisé une thèse par le biais du dispositif Cifre, et a poursuivi par de nombreuses collaborations permettant d'acter ce lien entre action publique et recherche à travers des programmes comme Popsu métropole, ou bien encore d'ateliers professionnels via le Forum Vies Mobiles.

Illusionnisme, contorsion, jonglage ou équilibrisme : la métaphore circassienne d'une thèse en CIFRE – Marie Fruiquière (ENSA Strasbourg, UR AMUP, Unistra)

Tout d'abord un grand merci au comité scientifique, au comité d'organisation de cette journée à laquelle je suis ravie de participer. Je suis architecte-urbaniste de formation, je réalise actuellement ma thèse de doctorat en architecture et aménagement du territoire qui fait l'objet de ma communication aujourd'hui. C'est une recherche doctorale qui porte sur les reconfigurations spatiales des cimetières par des dynamiques qui sont dites de « transition écologique ». Plus spécifiquement, je m'intéresse à la manière dont ces transformations amènent à repenser la place des cimetières dans les processus urbains à plus large échelle, que ce soit au niveau stratégique et opérationnel. C'est donc une thèse qui est réalisée en Cifre. Aujourd'hui, je souhaiterais apporter plutôt un témoignage réflexif par rapport aux conditions de réalisation de cette recherche, afin de mieux observer les enjeux méthodologiques et épistémologiques qui sont posés par ce cadre qu'est la Cifre. C'est une intervention qui est prévue en deux parties, une très rapide d'abord sur la forme : rappeler

ce qu'est une Cifre et expliquer les spécificités qui sont liées à ma discipline. Et dans la deuxième partie, qui sera un petit peu plus longue, sur le fond : on verra comment dans mon cas la Cifre est devenue le support d'étude, jusqu'à devenir une recherche en immersion, voire une recherche-action à certains égards.

Créé en 1981, le dispositif Cifre est en fait apparu beaucoup plus tard en architecture. C'est lié aussi à la naissance du doctorat en architecture qui date de 2005, avec une première thèse en Cifre qui a été réalisée en 2007 dans cette discipline. Il faut savoir qu'en 2019, le Bureau de la Recherche Architecturale, Urbaine et Paysagère (BRAUP) avait recensé 79 thèses en architecture sur environ 1500 contrats Cifre, c'est assez peu sachant que la plupart des thèses Cifre en architecture sont réalisées dans des agences d'architecture, donc des structures privées. Ce qui n'est pas mon cas, puisque je travaille au sein d'une collectivité territoriale : il s'agit de la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg dans laquelle j'occupe le poste de chargée d'étude au sein du service funéraire. La Cifre était un dispositif qui était déjà connu au sein de l'Eurométropole puisqu'il y a d'autres doctorants en Cifre mais dans d'autres directions, et donc pas dans le service auquel je suis rattachée.

C'est en m'appuyant sur cette immersion que je construis cette deuxième partie. Quand je parle de métaphore circassienne, il ne faut pas bien sûr y voir une référence à la Circassie. C'est un adjectif qui est vraiment compris comme désignant le cirque, les arts du cirque, les gens du cirque, puisque je vous propose d'explorer cette imbrication entre support et objet de recherche via quatre figures. L'objectif étant d'illustrer ici la polymorphie de la Cifre et ses effets tant dans les outils que dans les contenus de la recherche qui est produite.

La première figure est celle du contorsionniste. Ce que je souhaite ici montrer c'est la flexibilité d'un sujet pour produire une recherche qui est adaptée au cadre institutionnel, et même politique dans le cadre d'une collectivité territoriale. C'est en quelque sorte se demander jusqu'où la recherche doit et peut être menée, dans le contexte qui est posé par la structure accueillante. Pour discuter de ça, il nous faut déjà revenir à la naissance de ce sujet de recherche. On est en 2020, donc en pleine pandémie de Covid-19 pendant laquelle il y a une surmortalité qui est constatée dans les métropoles. Plus largement, on est dans une période où on fait face à des mutations en anthropologie de la mort, avec de nouvelles pratiques qui commencent à apparaître, notamment des formes de sépultures nouvelles, qui s'appuient plus sur le végétal et qui affiche une portée environnementale ou écologique. Enfin, c'est l'année des élections municipales à Strasbourg, et c'est l'équipe politique Verte qui va remporter les élections. Chose assez exceptionnelle, cette équipe politique mentionnait dans sa profession de foi sa volonté de créer des espaces funéraires alternatifs. Profitant de ce contexte-là, je propose au service funéraire de construire un partenariat. C'est une proposition qui s'adresse aussi aux élus, même si dans le processus administratif qui va précéder le début du contrat Cifre, les élus ne seront pas associés aux discussions : je n'ai d'ailleurs jamais rencontré d'élus avant le début du contrat. C'est intéressant à ce niveau-là de voir qu'il y a eu assez peu d'ajouts et

d'ajustements du sujet en amont de la recherche. Les compléments qui ont pu être faits étaient liés aux problématiques du service dans l'extension de sa compétence au niveau métropolitain – j'en discuterai un peu après. Mais les questions de « transition écologique », qui étaient pourtant centrales dans le sujet, n'apparaissent pas à ce niveau-là. Finalement le sujet est déposé sans trop d'ajustement par rapport à ce qui était proposé à l'origine. Toutefois, après avoir intégré la collectivité, plusieurs éléments vont venir bouger les limites de la recherche et redéfinir un peu le sujet. L'intérêt pour la collectivité c'est que l'étude produite soit adaptée au contexte institutionnel, ou au moins qu'ils puissent dégager des retombées opérationnelles et tangibles. Au démarrage, le sujet de recherche était assez ambitieux puisque je souhaitais explorer plusieurs typologies d'espaces funéraires, que ce soit les cimetières, les funérariums, la chambre funéraire... Mais en intégrant le service je me rends compte que l'étendue de ses compétences se limite aux cimetières. Qui plus est, il y a une distinction qui est faite entre les cimetières de la Ville de Strasbourg, qui sont gérés et entretenus par ce service, et les cimetières sur les 32 autres communes de la métropole, où la compétence porte sur les créations et extensions de cimetières, mais qui n'est pas liée à la gestion de ces espaces. Quand j'arrive dans le service, plusieurs chantiers sont déjà en cours ou vont se lancer, mais ils n'intègrent pas tous des démarches alternatives, ils n'intègrent pas tous des nouvelles formes de sépultures, et surtout, pour un certain nombre d'entre eux, ils n'en sont qu'au stade de projet. Il faut savoir aussi que parmi les différentes typo-morphologies de sépultures alternatives, on n'en retrouve qu'une seule dans l'Eurométropole.

De fait, il y a une certaine nécessité pour la recherche d'élargir le terrain d'étude pour contextualiser ces cas strasbourgeois. Ces enquêtes de terrain prennent la forme d'un « benchmark », comme l'appelle le service, puisqu'ils ont une véritable attente des retours de ces visites en dehors de l'Eurométropole pour dessiner et formaliser leur propre projet à l'échelle de cette collectivité, y compris dans une mission de conseil du service funéraire à l'échelle de l'intercommunalité. On commence donc ici à percevoir le rôle que j'ai à jouer, d'une certaine manière, dans la construction de ce nouveau paysage funéraire à Strasbourg en fonction de ce que je leur rapporte de mes terrains, ce qui n'était pas forcément le but à l'origine. D'un point de vue de la recherche, ces investigations amènent à se questionner sur la place qui leur est donnée, leur pondération, leur hiérarchie vis-à-vis des terrains dans la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg, sachant que le type de données recueillies n'est pas le même. On est plutôt sur de l'observation participante sur l'Eurométropole, tandis que sur ces sites externes on est sur des démarches d'entretiens semi-directifs qui n'ont pas la même portée. On peut d'ailleurs naïvement se dire, dans le terrain de l'Eurométropole, vu qu'on est même immergé dans cet environnement de la collectivité, que la collecte des données sera facile. Mais la réalité est plus complexe, nécessitant en effet une certaine dextérité, à l'image d'un illusionniste.

On arrive ainsi à la deuxième figure, celle d'un illusionniste qui passe de la casquette de doctorant, à celle d'architecte-urbaniste, à celle de salariée de la métropole, et qui se demande si on doit se fondre dans la masse, si on doit changer de personnage, en interpréter plusieurs à la fois en fonction des interlocuteurs que l'on a en face de soi. Sur cette partie, je vais détailler plusieurs points, selon plusieurs interlocuteurs et les casquettes qui changent en fonction de ces derniers. Je vous propose de dézoomer progressivement. Partons du service : il faut tout d'abord se faire sa place dans un service qui n'est pas expert des questions architecturales et urbaines, donc qui ne partage pas le même vocabulaire. Il y a tout un apprentissage à faire dans un échange de pratiques, de savoirs et de savoir-faire, sachant que j'intègre un service où je n'assurerai pas les mêmes missions que mes collaborateurs et collègues. Le service est divisé en deux parties : une partie administrative qui assure la gestion des concessions funéraires dans les cimetières de la Ville de Strasbourg et le département opérationnel qui effectue la surveillance des opérations funéraires et assure l'entretien des cimetières de la Ville de Strasbourg. La mission métropolitaine est à ce moment-là principalement assurée par les responsables du service avec lesquels j'ai le plus d'échanges, qui me placent, involontairement d'une certaine manière, dans une position hiérarchique qui paraît supérieure par rapport à ces autres agents en plus du flou régnant autour du monde de la recherche. Bien que ça se soit atténué avec le temps, il y a donc eu au démarrage, une sorte de méfiance de la part de ces collègues qui pouvaient avoir l'impression d'être contrôlés, observés, par quelqu'un qui n'est pas vraiment interne à la métropole, en raison de mon rattachement à une université, à un laboratoire. Contrairement à d'autres témoignages de doctorant-e-s en Cifre, j'ai la chance de ne pas souffrir d'opacité ou de réticence dans l'accès aux données, puisqu'on pourrait très bien m'interdire l'accès aux informations sur les défunts, aux données financières qui sont relatives aux chantiers de création et d'extension.

Là où les difficultés se formalisent pour ma part, c'est davantage dans l'interaction aux autres directions et aux autres services, notamment ceux qui ont une expertise dans l'aménagement, la planification, la construction. Dans l'organigramme en réseau des services de la Ville et de l'Eurométropole, on voit que le service funéraire est dans une direction et dans un axe qui n'intègre aucune mission liée à ces questions. De fait, c'est l'un des services de la direction Architecture et Patrimoine qui assure une maîtrise d'ouvrage déléguée du service funéraire. Pour précisions, la maîtrise d'ouvrage correspond au commanditaire ; la maîtrise d'œuvre au concepteur. Cette délégation entraîne un manque de transparence dans l'accès aux données, aux équipes de maîtrise d'œuvre qui sont en charge des chantiers, et avec lesquels il aurait été intéressant pour la thèse d'avoir des interactions. C'est ma position ici en tant qu'architecte-urbaniste qui semble être un frein direct dans l'accès à ces données, puisque ça vient remettre en question involontairement cette maîtrise d'ouvrage déléguée. En fond, cela a pu entraîner des questionnements sur la (ré-)internalisation de la maîtrise d'ouvrage, voire de la maîtrise d'œuvre, dans le service funéraire.

Si l'on continue de prendre de la distance, c'est au niveau des politiques que d'autres tensions apparaissent notamment au niveau de la métropole. Je passerai assez vite sur ce point, simplement pour vous dire que dès qu'on touche à la compétence métropolitaine du service, c'est l'occasion pour certaines communes de s'exprimer sur leur positionnement politique face à cette grosse machine qu'est la métropole, et à laquelle je suis rattachée en tant que salariée. L'un des outils méthodologiques de la thèse repose notamment sur la réalisation d'un recueil d'information lancé sur l'ensemble des communes de la métropole. Ici ma position dans la collectivité a pu être un frein et en même temps un facilitateur : certaines communes ont volontairement répondu car sollicitées via mon adresse institutionnelle et non pas avec mon adresse universitaire, mais à l'inverse, d'autres se sont opposées à ce type de démarche. Malheureusement, on a beau agiter le drapeau blanc de la recherche et de l'intérêt scientifique, ça ne marche pas toujours.

Sans pouvoir le détailler davantage aujourd'hui, le dernier personnage de l'illusionniste se révèle enfin dans le rapport à une société civile, en partie militante sur ces thématiques, sollicitant des expertises pouvant rentrer en contradiction avec les valeurs de la structure partenaire mais aussi personnelles.

En ce sens, la figure du jongleur questionne le passage théorique entre la recherche et l'opérationnel, surtout dans une dimension se rapprochant d'une recherche-action. Le propos s'articule notamment autour de l'observation participante qui, dans mes axes de recherche, se matérialise sous différentes formes. Bien que ce n'était pas le but au début de la recherche, les interventions que j'ai dans le service participent au processus décisionnel qu'il nous faut prendre en compte, analyser pour avoir un regard réflexif. Contrairement à un anthropologue qui essaie souvent de se fondre dans son terrain, un doctorant Cifre a un statut qui est contractuellement différent de nos collaborateurs et qui peut fausser d'une certaine manière les résultats qu'on obtient.

Finalement, la dernière figure est celle de l'équilibriste qui, pour faire le lien avec le jongleur précédemment, passe d'outils de recherche aux outils opérationnels. L'équilibre réside notamment dans le rythme d'une recherche où doivent se concilier des enjeux et des temporalités qui ne sont pas les mêmes et où les logiques d'action diffèrent. Toutes les parties sont théoriquement censées respecter certains engagements. L'institution accepte notamment de recevoir un regard réflexif, sans abuser dans les missions qui sont déléguées au doctorant : en l'occurrence, il m'arrivera parfois d'assurer des missions de suivi de chantier pour des projets ne concernant pas directement mon sujet de recherche. D'autre part, le laboratoire assure un encadrement scientifique tout en respectant l'engagement du doctorant et ses missions dans la structure partenaire. Il s'agit là de comprendre les matériaux de recherche et de première main qui sont peut-être de nature différente de ceux qu'on peut trouver dans une recherche fondamentale. Enfin, le doctorant lui-même doit être capable de s'intégrer dans l'institution et d'en respecter les codes.

Les positionnements sont parfois divergents entre la recherche et l'opérationnel, d'autant plus dans une collectivité territoriale où il m'arrive de craindre l'instrumentalisation politique de la recherche. S'inscrivant dans un calendrier et un échiquier politique dès son démarrage, les positionnements politiques ont pu être un frein dans la collecte des données. Alors d'autres chercheurs qui parlent des temps courts de l'opérationnel et des temps longs de la recherche, j'en ai ici une perception inverse dans une machine comme l'Eurométropole où les processus sont parfois incompressibles en termes de temporalité. Je vois pourtant en filigrane le sablier de la Cifre qui s'écoule et des données que je n'arrive pas à collecter en raison de cette inertie.

Finalement, il existe une autre temporalité dont on parle assez peu : c'est celle de l'après Cifre. Si je ne suis pas en mesure de vous en parler aujourd'hui, j'ouvre ici les questionnements sur les liens qui existent encore entre le laboratoire et l'institution, notamment si le doctorant n'y est pas embauché de manière pérenne à la suite. Dans ce cas, quelle est la reconnaissance dans le milieu académique pour l'expérience acquise dans le milieu institutionnel, et inversement ? Finalement que se passe-t-il lorsque le funambule arrive au bout de ligne ?

Je vous remercie.

La thèse en contrat CIFRE : s'associer, se dissocier, trouver sa place entre l'employeur et le terrain – Léa Reville (EHESS, Géographie-Cités)

Je suis doctorante en sociologie urbaine. Je réalise ma thèse en Cifre avec la Ville de Paris, et plus précisément au sein de la Direction du Logement et de l'Habitat, et au sein du Service d'Administration Des Immeubles, qu'on appelle communément le SADI. Je suis également au laboratoire Géographie-cités sous la direction de Camille Schmoll. Mon sujet de thèse porte sur la ville refuge au prisme de l'urbanisme temporaire, et interroge la mise à disposition provisoire de bâtiments publics pour l'accueil et l'hébergement des personnes exilées. Dans le cadre de cette recherche, mon terrain est structuré en deux temps : le temps long de la Cifre, durant lequel je réalise des entretiens auprès des agents des différentes directions de la Ville, ainsi que des observations participantes, donc des réunions, visites d'architecture, comités de pilotage ; et le temps court des études de cas, que je réalise au sein de plusieurs centres d'accueil et d'hébergement d'urgence sur le territoire parisien.

Pour revenir sur le dispositif Cifre qui est mis en œuvre par l'ANRT, il permet au doctorant de bénéficier d'une expérience professionnelle dans le cadre de la thèse, de construire des partenariats entre le monde de la recherche et les secteurs socio-économiques. Il consiste à être employé par une structure pour réaliser une mission de recherche en lien avec les activités de l'employeur. Donc, par

sa spécificité, il présente des avantages certains en termes de développement de compétences professionnelles, de réseau de collaboration, d'environnement de travail et d'accès aux données utiles à la recherche. Cependant, selon les missions qui peuvent nous être confiées, il met aussi en relief la frontière épistémologique entre être employé, donc effectuer un travail non manuel pour son employeur, et être salarié ou financé, donc recevoir un salaire pour son travail, ce qui met aussi en relief la frontière entre autonomie de la recherche et intégration dans un service professionnel. La thèse en Cifre pose la question de la perception de la recherche par les acteurs non académiques et oblige les doctorants et doctorantes à renégocier constamment leur place au sein des structures d'emploi, mais aussi au sein des laboratoires et auprès de tout autre interlocuteur lié au travail de recherche.

L'objectif de cette intervention est de vous illustrer la manière dont la thèse interroge l'autonomie de la recherche et de son objectivité, et met en tension la position d'étudiante-chercheuse sur le terrain. Je souhaite ainsi mettre en perspective les enjeux de la recherche en partenariat, que ce soit aux échelles administratives, associatives ou scientifiques. Ce sera aussi l'occasion, dans un second temps, d'explorer l'identité de terrain qui émerge des différentes postures que je peux expérimenter sur le terrain et qui permettent de traduire, dans le cadre de mon sujet, les décalages et les contradictions entre les besoins des gestionnaires associatifs des centres d'accueil et d'hébergement d'urgence, et le travail administratif, à différentes échelles. Ces postures fournissent des clefs de compréhension des rapports socio-politiques qui se nouent autour des espaces temporaires que sont les centres d'accueil et d'hébergement d'urgence à Paris.

Je vais d'abord revenir sur la Cifre en administration publique qu'on peut interroger comme une forme de recherche-action. Tandis que les thèses en Cifre à la Ville de Paris sont présentées comme un dispositif d'action publique en soutien à la recherche et à l'éducation, la thèse est dans le même temps pensée comme un support aux politiques publiques. Quelle est dès lors la marge d'action pour les doctorants et les doctorantes dans ce cadre d'interdépendance scientifique et politique ? La difficulté réside dans la définition des missions de travail qui ne doivent pas théoriquement sortir du cadre du sujet, tout en étant des moyens d'action pour la Ville et des moyens d'action aussi pour les doctorants et les doctorantes plus immédiats que la thèse en elle-même, son texte, ses résultats et ses implications sur le long terme. Pour revenir à ma situation, je suis au sein de la direction d'administration des immeubles, le SADI et, en termes de missions, j'ai été désignée comme référente CHU, centres d'hébergement d'urgence. J'ai donc la charge d'un tableau de référencement de l'ensemble des centres d'accueil et d'hébergement d'urgence au sein des bâtiments dont la Ville est propriétaire. Cette mission est très en lien avec mon sujet de thèse, elle m'identifie comme une personne ressource pour le SADI et elle donne du sens à la fonction d'employée plutôt que seule salariée ou financée. Dans cette perspective, la recherche en Cifre mobilise notamment des méthodes d'enquête participative, aux réunions, comités de pilotage, visites de terrain, qui deviennent

à la fois des outils de travail et des éléments de terrain. Cependant, ça interroge aussi l'objectivité de la recherche, et l'équilibre entre investissement professionnel et distance scientifique. Par exemple, à la Ville, mon travail a pu être pensé comme un espace de diffusion et de visibilité des pratiques administratives. Quand j'ai souhaité impliquer mes collègues par un accès à mes écrits scientifiques, j'ai constaté que des modifications étaient souvent demandées pour mettre l'accent sur l'activité du SADI. Les séminaires scientifiques tout comme les tables rondes qui sont parfois organisées par les associations et auxquelles j'ai participé apparaissent comme des outils de médiatisation pour un service administratif qui n'a pas de guichet public. Dans le même temps, je suis considérée comme une porte-parole chargée de représenter le SADI et la Ville de Paris. Afin d'échapper à cette assignation statutaire, il m'a été nécessaire de mettre à distance mon statut d'employée et de limiter mon rattachement à la Ville au statut d'étudiante financée. La dimension opérationnelle du service a également participé à complexifier mes relations d'enquêtrice à enquêtés au sein de la Ville puisque mes enquêtés sont également des collègues, et les entretiens peuvent parfois prendre l'allure de réunions, ou même d'interviews, à teneur politique. Pourtant, les services de la Ville de Paris ne sont pas imperméables aux méthodologies scientifiques, en particulier au SADI qui organise mensuellement des webinaires pensés comme des formations internes autour de certaines actions, définitions ou projets phares. Cet outil m'a notamment permis de présenter mes travaux et de vulgariser ma démarche scientifique tout en formulant des recommandations indirectes en termes d'usage conceptuel et définitionnel. Par exemple, j'ai fait une intervention sur le terme de CHU qui est utilisé génériquement pour désigner différents dispositifs d'accueil et d'hébergement, dont des accueils de jour, des distributions alimentaires, et pas seulement de l'hébergement. Cette intervention a fait émerger une délibération interne qui a permis d'inclure davantage de profils et de dispositifs au sein d'une ancienne délibération, qui consistait à fixer à cent euros le loyer versé par les associations d'aide aux sans-abris occupant des bâtiments de la Ville. Dans cette perspective, la Cifre peut être pensée en tant que recherche-action dès lors qu'on se saisit des perméabilités, qui sont parfois imperceptibles, entre le terrain et le monde de la recherche.

Dans une autre mesure, la seconde partie de mon terrain auprès des associations gestionnaires et des centres d'accueil et d'hébergement d'urgence a emmêlé davantage ma posture de doctorante dans diverses représentations de la recherche et de la Ville de Paris. Par exemple, cet éducateur en CHU m'a dit en cours d'entretien : "vous leur direz ça, à la Ville, que c'est difficile pour nous, si le CHU ferme mi-septembre ça va être très compliqué pour la rentrée des enfants, les changer d'école, les intégrer dans une nouvelle classe, et cætera". Tantôt source d'information, tantôt messagère, mes interactions avec les travailleurs et travailleuses en associations sont souvent déterminées par mon rattachement à la Ville et la perception qu'ils ou elles en ont. Parfois aussi, je suis reçue avec méfiance dès lors que l'association a une forte identité militante, avec un rejet assumé des institutions. Il s'agit bien ici de me dissocier de la Ville en précisant que « je ne suis pas employée mais seulement financée, en tant qu'étudiante ». Je vais par exemple écrire avec mon adresse du

laboratoire, et pas celle de la Ville. Pour l'une de mes études de cas au sein d'un CHU géré par Emmaüs Solidarité, j'ai notamment été amenée à conclure un partenariat avec l'association grâce à l'Ouvroir de sciences sociales potentielles, l'Ouscipo de l'EHESS. C'est un dispositif qui a été créé en 2014, inspiré des *legal-clinics* anglo-saxonnes, et qui favorise le développement de partenariats entre les étudiants et les chercheurs de l'Ecole des hautes études en sciences sociales et les acteurs de la société civile. La charte de partenariat proposée par l'Ouscipo m'a permis de faire correspondre mes intérêts scientifiques avec la culture partenariale et institutionnelle de l'association. Si Emmaüs est habituée des collaborations avec la Ville, les acteurs associatifs m'ont en premier lieu perçue comme un relais de l'administration parisienne. Là, la charte a rétabli mon statut d'étudiante, tout en légitimant ma présence sur le terrain. Le rôle de partenaire-étudiante permet également de réduire les effets des entretiens et des observations, participantes ou non, sur la relation avec les personnes enquêtées : il met de la distance en tant que personne extérieure à la structure, dans le même temps qu'un lien de confiance peut être mis en place. Il réduit aussi les comportements normalisés pour correspondre à une certaine représentation de la Ville, qui reste propriétaire du bâtiment. Enfin, l'identité de partenaire dans son imprécision permet de naviguer entre l'observation participante ou non participante selon les situations, et donc de multiplier les perspectives de recherche. L'enjeu reste quand même celui de trouver l'équilibre entre détachement et participation, de conserver une forme de critique sociologique tout en rendant compte de situations réelles *in vivo*, non transformées par ma présence et les identités de terrain qui peuvent m'être attribuées.

Sur la question des identités de terrain – j'en viens à la dernière partie de ma présentation – elles peuvent être considérées comme un élément d'enquête en soi. Pour reprendre la formulation de Pierre Bourdieu, il s'agit « d'objectiver le sujet objectivant », en particulier dans un contexte de recherche participante puisqu'en effet la manière dont je suis identifiée sur le terrain se fait le reflet des jeux d'acteurs propres aux situations observées. Tandis que je suis considérée comme un relais, un point de contact entre les associations et la Ville, ce statut est significatif d'une rupture dans la communication entre ces différents types d'acteurs. A titre d'exemple, les termes du travailleur social, cité précédemment, démontrent que les acteurs de la Ville sont chargés de déterminer les dates d'occupation des bâtiments, mais ils ont une connaissance limitée des publics accueillis et de leurs spécificités - en l'occurrence les familles et les enfants qui ont une date de rentrée à l'école. A l'inverse, c'est également le signe que les travailleurs et les travailleuses associatifs au cœur de l'urgence n'ont pas accès à certains échelons administratifs et acteurs décisionnels. Leurs principaux interlocuteurs institutionnels sont situés à l'échelle locale, les mairies d'arrondissement, et ils sont spécialisés dans certains domaines d'accompagnement des personnes accueillies, comme les écoles justement, ou encore l'Ofpra. Les directions de la Ville, telles que la Direction du Logement et de l'Habitat mais aussi une autre direction très présente sur ce sujet, la Direction des Solidarités, sont, pour leur part, absentes de leur travail au quotidien quand bien même elles déterminent structurellement leurs conditions de travail, du budget de fonctionnement à la temporalité des

dispositifs d'accueil et d'hébergement. Les modalités de prolongation ou de fermeture d'un dispositif déterminent finalement et paradoxalement des rapports de dépendance entre les associations locataires et la Ville propriétaire des bâtiments occupés, sans contact d'ordre social entre les parties. Dans ce cadre, je m'insère en tant que doctorante Cifre dans un contexte de négociations constantes : d'une part avec les agents administratifs qui m'obligent parfois à retenir certaines informations auprès des associations – je ne dois pas, par exemple, divulguer les dates de prolongation tant que ça n'a pas été arbitré à l'échelle de la Ville, ou les dates de fermeture – et d'autre part, je suis aussi en négociation avec les associations qui, dans une situation d'incertitude me réclament des informations privilégiées, et tentent aussi de défendre leurs intérêts, en louant par exemple la qualité de l'accueil ou la nécessité de rester dans un quartier en particulier. Finalement, la thèse en Cifre nécessite de définir les contours d'une réciprocité dans la relation avec le terrain, tandis qu'elle place les doctorants dans un jeu d'équilibriste. C'est donc un dispositif qui mérite d'être interrogé pour ses implications sur le travail de recherche, et je laisserai le soin à la dernière intervenante de prolonger et préciser ces réflexions.

Discussion et questions

Introduction de la discussion par Juliette Maulat

Merci à toutes les trois pour vos interventions. Je vais essayer d'être brève pour pouvoir aussi laisser la salle poser des questions. Encore merci pour vos interventions qui éclairent les spécificités du rapport entre recherche et action dans le cadre de dispositifs Cifre, qui sont un mécanisme de financement spécifique. On constate maintenant qu'on commence à avoir un certain recul sur ces expériences Cifre. Cela fait une vingtaine d'années que ce dispositif existe et il y a eu déjà des premières productions de textes réflexifs en lien avec les enjeux de positionnement, les enjeux épistémologiques, méthodologiques, que vous avez évoqués. Les publications existantes concernent des domaines disciplinaires différents, et donnent des outils aux doctorants en situation de Cifre pour comprendre ce qui se joue dans leur rapport au terrain. Même s'il y a déjà eu différents travaux réflexifs sur ces questions, vos trois expériences de thèses qui sont très différentes permettent d'amener aussi de nouveaux éclairages. J'en ai noté trois.

D'abord, on voit bien que dans vos trois cas de recherche, le cadre de financement de la recherche impose des ajustements entre les intentions et le projet de recherche initiaux, et les attentes des acteurs qui financent cette recherche. Notamment Marie, vous avez montré comment ça a pu avoir des conséquences sur la méthodologie et la définition de l'objet de la recherche.

Deuxièmement, toutes les trois, vous avez abordé en des termes un peu différents les difficultés liées au fait d'avoir plusieurs casquettes. Vous êtes dans des positions à la fois de salariées et en même

temps de doctorantes, qui vous amènent à une position intermédiaire où vous pouvez être à la fois assimilées à l'institution mais aussi potentiellement instrumentalisées par ces institutions mais également par les autres acteurs. Léa, vous montrez bien ces formes d'instrumentalisation, le mot est peut-être un peu fort, tout du moins d'utilisation par les acteurs de votre posture. Ce qui est intéressant dans vos exposés est que vous montrez aussi comment vous mettez toutes en place, des stratégies, des tactiques pour contourner certaines difficultés, comme par exemple en changeant les adresses mails que vous utilisez pour contacter les acteurs.

Enfin, un troisième point. Toutes ces analyses des rapports entre recherche et action, et dans les exposés ça transparaît, posent bien entendu la question de la spécificité ou de la scientificité de ces dispositifs de recherche embarquée. On voit que, sur ce point, on retrouve aussi des débats, des réflexions plus larges sur les recherches en situation d'observation participante, qui posent la question de la résistance des questions et du protocole de recherche dans ces situations, mais également de ce qu'apprennent la résistance du terrain ou les rapports que vous pouvez avoir avec les acteurs de vos terrains sur votre objet de recherche lui-même. Et je trouve que dans le cas de Léa, la dernière partie de votre exposé sur ce point était vraiment éclairante, sur ce que ça enseigne concernant l'objet de la recherche et ce que ça dit des rapports entre acteurs.

Je vais vous poser une question à chacune.

Marie, c'était un exposé très intéressant. Vous avez commencé à aborder la question des effets de la situation de recherche sur votre dispositif et votre objet (et ses contours en particulier). Je me demandais si vous aviez d'autres exemples de conséquences de cette situation particulière de financement sur le contenu et la conduite de votre recherche ? Cela peut inclure aussi des implications sur le corpus théorique, les questionnements. Dans quelle mesure cela a fait bouger vos questions. De façon similaire à Léa, qu'est-ce que vous apprennent aussi les difficultés d'accès au terrain - vous avez évoqué des oppositions de certaines communes à répondre à votre questionnaire - sur l'objet même de votre recherche et les modalités de gouvernance, de gestion de ces espaces funéraires ou les possibilités de développement de modèle alternatif d'aménagement de ces espaces ? Qu'est-ce que ces difficultés d'accès au terrain vous apprennent sur votre objet de recherche ?

Deuxième question pour Léa. J'ai trouvé votre exposé très éclairant. Vous mentionnez avoir mis en place un dispositif inspiré des *legal clinics*. Est-ce que vous pouvez en dire plus sur ce dispositif ?

Discussion avec la salle et les intervenant·es

Marie Fruiquière – Merci beaucoup pour vos questions et vos retours par rapport à nos présentations. Me concernant, sur les effets de cette situation en Cifre sur l'objet, je vais essayer d'y aller crescendo. Au tout début, ma recherche était beaucoup plus centrée sur des questions

anthropologiques. À son stade embryonnaire, la recherche été initialement censée être une mise en miroir entre la France et la Chine, puisque j'avais étudié les espaces funéraires dans le contexte chinois. Le sujet portait davantage sur l'évolution des pratiques funéraires et la prise en compte des questions environnementales dans les pratiques de deuil, et leurs répercussions dans les espaces qui y sont associés. La pandémie a été un critère déterminant dans le fait que le terrain chinois était inaccessible, recentrant le sujet sur le terrain français. Je parlais effectivement d'un objet qui s'est recentré aussi puisqu'on est parti de typologies multiples dans le sujet présenté, déposé au service funéraire et à l'ANRT. Je parlais de différentes typologies d'espaces funéraires, ce qui, au final s'est beaucoup recentré parce que je n'avais pas accès aux informations qui concernaient les crématoriums et les chambres funéraires. Ça a été un effet de la Cifre comme terrain d'étude et d'immersion qui a fait que l'objet de recherche s'est ajusté aux données disponibles, et également dans le corpus qui correspond aux entretiens. Etant donné que le sujet était teinté plus d'une approche anthropologique, j'avais l'intention de mener des entretiens plus à destination de la société civile et des acteurs militants, notamment des associations et des coopératives funéraires qui commencent à se développer et à fleurir un petit peu partout sur le territoire, dont à Strasbourg. Au vu de mes implications dans les différentes réunions, et notamment dans l'accompagnement à la maîtrise d'ouvrage, à la maîtrise d'œuvre et à la création et extension de cimetières, cette partie anthropologique a été un peu réduite au profit de l'étude des processus décisionnels et de la manière dont les questions environnementales sont prises en compte dans ces actions qui transforment les cimetières. Ce sont vraiment les interactions que j'ai eues au sein du service qui ont fait que l'objet et la recherche se sont petit à petit décalés sur un autre sujet que ce qu'il était à la base.

Léa Reville – Sur l'Ouscipo, l'Ouvroir de sciences sociales potentielles, merci de me poser la question car ça me permet de présenter un petit peu le dispositif puisque c'est un dispositif qui est propre à l'EHESS mais qui est en fait ouvert aux étudiants en master et aux doctorants. Ce dispositif permet de créer des liens et des partenariats entre les étudiants chercheurs et, généralement, les « acteurs de la société civile ». Pour les partenaires, ce sont majoritairement des associations mais ça peut aussi être des entreprises, des collectivités, et cætera. Au sein du dispositif, ils soutiennent des recherches individuelles d'étudiants, mais ils mènent aussi des enquêtes collectives auprès de leurs partenaires, ce qui renforce un peu les liens entre la recherche et le monde opérationnel, et tout ça se base sur une charte de partenariat. La charte m'a aidée dans la recherche car elle stipule que le partenaire doit garantir la liberté scientifique des travaux réalisés, doit garantir l'accès aux données, préciser aussi les éléments de confidentialité. Il y a un véritable échange puisque le doctorant, lui ou elle est tenu·e de faire une restitution au partenaire, sur un format généralement court. J'ai déjà eu recours à cette charte dans le cadre de mon master, et effectivement cette restitution est intéressante parce qu'elle inscrit vraiment le lien avec le partenaire dans la durée, puisque la restitution, comme la thèse, vient bien après le moment du terrain. Donc c'est une forme de retour au terrain qui est très intéressant, et puis ça mobilise aussi la réflexivité des acteurs à qui on a affaire. C'est vraiment un

mode de partenariat qui est intéressant en tous les cas pour les étudiants et qui est propre à l'EHESS.

Question de la salle – Merci pour vos présentations, ça fait complètement écho aussi à ce que j'ai pu vivre de ma Cifre, et je voulais savoir quelle place cela va prendre dans votre manuscrit ? Je ne sais pas où vous en êtes dans la rédaction, je voulais savoir si vous y consacrez un chapitre, si vous y revenez tout au long de votre développement sur les imbrications justement entre votre statut de salariées et de doctorantes. Merci encore pour vos présentations.

Marie Fruiquière – Merci beaucoup pour votre question. C'est davantage dans la partie méthodologique que ça se retrouvera. Je pense y documenter les effets sur le corpus qui a été constitué et sur la manière dont ont été conduits certains entretiens par exemple, selon les interlocuteurs à qui j'ai eu affaire, selon sa position dans l'Eurométropole ou en dehors. Pourtant, il m'a déjà été conseillé de placer certains éléments d'explication de la Cifre en annexe, ce que je trouve personnellement dommage car ces conditions de recherche ne sont pas sans effet sur les résultats. La question n'est pas encore tranchée, mais effectivement pour moi c'est dans cette partie méthodologique que ça devrait ressortir.

Léa Reville – Je vais avoir un petit peu la même réponse, mais en même temps je viens tout juste de finir mon terrain, donc je n'en suis pas vraiment à ce stade. Mais je trouve ça essentiel, parce que la thèse en Cifre a tellement d'implications sur le terrain. Ces questions d'identités de terrain ont un impact sur les résultats, les données, et je ne vois pas comment on peut faire l'impasse sur le fait de développer toutes ces questions, au moins dans la partie méthodologie .

Session 2 – Sur le terrain : négocier sa place, s’engager (Discussion : Philippe Lavigne Delville, UMR SENS)

On va reprendre notre journée avec une deuxième session qui s’intitule « sur le terrain, négocier sa place, s’engager », qui sera animée par Philippe Lavigne Delville, directeur de recherche l’IRD, anthropologue rattaché à l’UMR SENS à Montpellier. Il nous fera le plaisir de discuter ce deuxième panel qui s’intéresse donc plutôt aux implications et aux stratégies d’engagement, de négociation, d’ancrage et de mise à distance que les chercheurs en sciences sociales doivent mettre en place dans leurs pratiques du terrain.

S’engager pour négocier sa place sur le terrain de la mobilisation des chauffeurs de Yango à Abidjan (Côte d’Ivoire). Retour réflexif sur une enquête ethnographique engagée – Ayité Claude Mawussi (ENPC, Laboratoire Ville Mobilité Transport)

Merci aux organisateurs pour la préparation de cette journée d’étude. Je suis content de pouvoir présenter mes résultats ici. Je suis Ayité Claude Mawussi, je suis sociologue-urbaniste, et en fait ma thèse porte sur les jeux d’acteurs autour de l’émergence de plateformes de VTC en Afrique de l’Ouest francophone, donc je travaille sur Abidjan, Dakar et Lomé. Je vais vous présenter une partie de mes travaux, et donc d’un terrain que j’ai fait en mars dernier. Fin février j’ai fait un terrain à Abidjan pour faire des entretiens avec les acteurs de cet écosystème-là. Donc quand je parle de VTC, je parle des plateformes comme Uber, comme Heetch, et comme Yango qui est russe, qui est, en Afrique de l’Ouest francophone, la plateforme qui est la plus présente, qui est très agressive aussi dans sa publicité, dans son emprise sur ces terrains là. Donc j’arrive pour une deuxième mission de terrain pour faire des entretiens auprès des différents acteurs pour comprendre les jeux d’acteurs, les luttes, les ressources de ces rites là. Et en fait ce qui n’était pas prévu dans mon protocole, je tombe sur une mobilisation des chauffeurs de ces plateformes-là. Un peu dans l’hésitation, je me dis : est-ce que je couvre ça ? Est-ce que je l’intègre finalement à mon dispositif d’enquête ? C’est donc un incident de terrain, puisque ce n’était pas prévu de base dans mon protocole, mais ça rentrait dans les jeux d’acteurs et les mobilisations qu’il pouvait y avoir. Seulement, je ne pouvais pas le prévoir, donc je n’avais pas forcément prévu un protocole dessus. Donc c’est finalement un peu une sorte de bricolage méthodologique que j’ai construit. Donc, pour rappel, la mobilisation que j’ai observée, c’est celle d’un collectif qui s’appelle UCOPRO, donc Union des conducteurs professionnels de VTC en Côte d’Ivoire, qui comptait sur sa plateforme WhatsApp plus de 1500 membres, ce que je ne savais

pas officiellement puisque ça venait d'être créé. Et donc c'était un contexte particulier puisqu'au moment où j'arrive, il y avait eu un an avant des mobilisations des chauffeurs de taxi locaux qui n'étaient pas contents de l'activité des VTC, et donc qui ont poussé le gouvernement en moins de deux mois à produire une réglementation. Et donc au moment où j'arrive, cette réglementation devait être mise en application sous 48 heures et il y avait un flou sur un certain nombre d'éléments qui a fait que - et du coup combiné à d'autres griefs de ces chauffeurs-là ont vis-à-vis de la plateforme - ils ont mis en place cette mobilisation. Le deuxième élément c'est qu'en fait la régulation qui était proposée prévoyait la mise en place d'un logo qui sera apposé sur les véhicules qui font du VTC, et, sans que l'Etat ait pris une décision de produire ce logo, la société Yango a produit elle-même un logo pour faire sa publicité. Donc ce n'est pas la réglementation et les gens n'étaient pas contents parce que sous 48 heures, s'ils ont ce logo, les policiers vont pouvoir les identifier facilement dans l'espace public, et donc vont pouvoir les amender.

Je reviens un peu sur le contexte d'émergence de ces plateformes-là dans le cas typique d'Abidjan. Abidjan, c'est un marché finalement très particulier puisqu'au début des plateformes qui ont commencé à exercer, ce n'est pas du tout Uber ni des plateformes internationales, ce sont plutôt des jeunes africains qui ont fait des études aux Etats-Unis ou en France et qui sont rentrés pour mettre en place des applications. Seulement, le modèle ne correspondait pas à la réalité du terrain, ils étaient dans un marché plutôt luxe, ce qui ne correspondait pas forcément à la demande sur le terrain. Ces plateformes comme *Africab* ou d'autres plateformes n'ont pas tenu sur le temps. Donc c'est Yango, qui est une plateforme créée par la société Yandex - Yandex qui est l'équivalent de Google Maps russe, qui a cette plateforme-là et qui du coup exerce depuis 2017-2018 à Abidjan et dans d'autres métropoles en Afrique de l'Ouest. Il y a également Uber, Heetch, mais Yango est le premier sur ce marché-là. Alors, Yango rentre sur ce marché de façon très très agressive, avec des prix et des commissions, ils pratiquent d'ailleurs les prix d'éviction. Quand je parle de prix d'éviction, c'est par exemple dans le cas du Ghana Uber pratiquait 5% de commission sur la course, et quand Yango est arrivé, il pratique 8% de commission sur la course pour les chauffeurs, donc vous voyez un peu le décalage. Et donc finalement aussi une entrée agressive parce qu'ils ont accepté tous les modèles de véhicules, par exemple des C1 (petite voiture citadine) qui du coup travaillent comme des VTC. Ce travail agressif pour rentrer sur le marché a des incidences sur les conditions de travail des chauffeurs, donc beaucoup de nombre d'heures de travail, des sanctions qui impliquent beaucoup de choses. Les plateformes interviennent également dans ce contexte urbain-là, donc toujours dans la limite de ce que je viens de dire, en faisant des promesses aux chauffeurs, leur promettant qu'ils seront libres, qu'ils seront leur propre patron, et cætera, comme ils font dans d'autres contextes. La promesse de devenir propriétaire de leur véhicule. Et en fait il y a tout un travail sur les réseaux sociaux où ils parlent énormément de gains, de bonus pour les chauffeurs qui travaillent. Face à ça, ce qui va s'observer sur le temps long, c'est une sorte de désillusion en fait. Sur les commissions, au début Yango ne pratiquait pas de commissions, et puis après petit à petit il y a eu 5%, 13%, puis 18%.

Et parallèlement à ça, les bonus que les chauffeurs avaient ont été plus ou moins supprimés au fil du temps. Et il y a donc une désillusion, parce que d'une part il y a un déséquilibre entre la manière dont la plateforme traite le client avec les chauffeurs : à partir du moment où un client exprime un grief, même si ce n'est pas justifié, la plateforme bloque directement les chauffeurs. Il y a des charges qui sont élevées, des sanctions, des peines de retenues sur les salaires notamment. Et aussi la saturation du marché, parce que plus la plateforme fait une publicité sur le fait que vous pouvez gagner énormément d'argent en étant chauffeur, plus il y a de chauffeurs, et plus le nombre de clients qu'un chauffeur peut avoir va diminuer. On voit ça dans un extrait d'un entretien d'un chauffeur avec qui j'ai fait un entretien en 2023. Donc des rêves déçus parce que du coup ces chauffeurs avec ces promesses se disaient : dans deux-trois ans en faisant des calculs, je serai propriétaire de trois véhicules, je pourrai exploiter d'autres chauffeurs et me faire de l'argent. Enfin une sorte de bourgeoisie montante. Et du coup ces rêves-là se trouvent déçus parce que les choses ne vont pas dans le sens de ce qu'ils ont prévu.

Je reviens un peu en arrière pour montrer cette photo. C'est la photo de la première mobilisation qu'ils ont faite. Donc je ne l'avais pas prévu, j'allais en fait faire un entretien avec un responsable de Yango, et quand j'arrive au siège social je trouve ces chauffeurs-là rassemblés. Je les ai approchés et leur ai posé la question de ce qu'il se passait, et donc ils m'ont raconté tous les problèmes qu'ils avaient. Je me suis dit : bon, de toutes les façons, ce n'est pas bien possible de monter à l'étage, je ne suis pas sûr que le monsieur va me recevoir, donc je vais bricoler un entretien pour savoir ce qui se passe, pourquoi les chauffeurs se mobilisent, qui ils sont, et cætera et cætera. Je fais un premier entretien dans ce contexte-là. Et puis j'ai entendu certains chauffeurs qui ont commencé à dire : oui, c'est un envoyé du gouvernement, ils sont venu pour s'informer. Donc ils disent que je suis envoyé par le ministère du Transport, par le ministère du Numérique, ou encore par la presse pro gouvernement pour avoir des informations sur ce qu'ils étaient en train de faire, et cætera. Et en fait, j'ai failli me faire agresser par un monsieur pendant que je faisais l'entretien avec deux ou trois responsables du collectif. Mais pour moi c'était un matériau important, ce n'était pas prévu dans le protocole et finalement ça rend compte de ces mobilisations-là. En rentrant à la maison avec ce premier entretien, je me suis posé la question de est-ce que je continue l'enquête ou pas, et si je continue, comment je fais ? J'ai failli me faire agresser, qu'est-ce que je fais par la suite ? Donc je vais définir comment j'ai construit ça après, mais du coup mon travail a été un travail vraiment plutôt ethnographique, où j'ai participé aux réunions que les chauffeurs ont fait. Et d'ailleurs les trois responsables que j'ai rencontrés le premier jour de la mobilisation m'ont dit : dimanche on fait une réunion, donc le lendemain on fait une réunion dans une école, tu peux venir. J'ai donc participé à ces réunions-là, j'ai pu faire un focus-groupe avec les chauffeurs après une réunion. Ils m'ont également intégré à leur groupe WhatsApp, et j'ai suivi aussi régulièrement leur page Facebook. Et après mon départ du terrain, puisque c'était trois semaines de terrain, je faisais après régulièrement, toutes les deux semaines, des entretiens avec un certain nombre de personnes que j'avais identifié pour poursuivre

le terrain sur le temps. Face à ces oppositions, au fait qu'ils m'identifiaient comme un membre du gouvernement, j'ai essayé de construire un dispositif méthodologique qui me permettait à la fois de les mettre en confiance et de pouvoir continuer mon entretien. Ce que j'ai fait c'est que, comme les responsables m'ont invité le lendemain, quand je suis arrivé j'entendais tous les gens qui murmuraient, d'autres chauffeurs qui disaient : toute la stratégie qu'on va construire, il va aller en parler à Yango. Il y en avait aussi d'autres qui m'identifiaient à la plateforme Yango, qui disaient que je travaillais pour eux. Et donc ce que j'ai essayé de leur expliquer, c'est qu'en fait moi je suis juste un étudiant à Paris, parce que je me suis aussi rendu compte que dire doctorant c'était trop compliqué, ou chercheur, et cætera. Donc je disais simplement que j'étais étudiant et que du coup moi j'avais observé le même processus dans d'autres contextes, et que si ça les intéressait je pourrais leur présenter en fait comment d'autres chauffeurs se sont mobilisés dans d'autres contextes. Ce premier travail-là de communication m'a permis de les rassurer, même si tout au long de l'enquête il y a des gens qui sont revenus sur « on ne sait pas qui il est, c'est un étranger... ». C'est justement ce montage-là qui m'a permis de pouvoir faire mon enquête. Je retrouvais dans la revue de littérature que j'avais déjà faite sur deux ans, en essayant de couvrir dix ans de recherche. J'essayais en fait de leur présenter ce que d'autres personnes similaires dans d'autres contextes, tout en n'étant pas dans une posture de prescription. C'est ce qui s'est passé dans tel ou tel contexte, ça peut éventuellement les inspirer, mais je ne disais pas « il faut faire ci, il faut faire ça ». Et toujours dans la limite de cette confiance que j'ai essayé d'instaurer, j'avais essayé quand je suis retourné sur le terrain en juillet de leur présenter le travail d'analyse que j'avais fait sur le matériau, de sorte qu'ils puissent voir finalement à quoi ça pouvait aboutir, que ce n'est pas ce qu'ils craignaient.

Ce travail aussi part d'un point de vue théorique, donc dans ce contexte-là je me suis retrouvé finalement engagé, alors que ce n'est pas forcément ma posture de base dans ma thèse. Je suis donc allé chercher des appuis théoriques, notamment les travaux de H. Lefèbvre et de D. Harvey. Pourquoi ces deux auteurs ? Déjà, c'est des auteurs que j'avais déjà travaillés, mais en fait dans l'approche un peu programmatique de ces auteurs-là, il y a aussi cette ambition de faire en sorte que la recherche soit au service de la société. A la fois ça me permettait de justifier et d'analyser mes objets, mais aussi ça me permettait de justifier ma posture dans ce contexte-là. En tout cas la forme de théorisation qui correspondait à ce que j'avais engagé sur le terrain renvoie finalement aux travaux de Harvey qui ont théorisé un certain nombre de choses sur la mobilisation face non pas directement aux plateformes, mais à la libéralisation, la néolibéralisation. Quelques éléments réflexifs sur ce travail-là. Je me suis retrouvé confronté, une fois que j'ai réussi à instaurer cette confiance-là, à l'enjeu de la gestion de ma distance ou de ma proximité avec ces acteurs. Parce qu'en fait à un moment j'ai réussi à me fondre, et du coup il y avait des sollicitations qui finalement ne rentraient pas dans ma casquette de chercheur. Un deuxième élément c'est que, quand bien même j'ai expliqué que c'était juste de la recherche et que ce n'était pas forcément pour une action pour améliorer leur quotidien, il y avait quand même des gens qui me disaient « ouais, allez dire à Yango que... »

ou « allez dire au gouvernement que... », et cætera, et cætera. Donc il y avait ce premier élément-là, et le deuxième élément sur lequel je n'ai pas de conclusion, mais je m'interroge aussi sur la temporalité de la publication sachant qu'après ces mobilisations-là, la plateforme a décidé non pas d'améliorer, mais de durcir encore plus leurs conditions. Et comme c'est finalement la posture de cette plateforme russe dans le contexte africain et leur réaction par rapport aux mobilisations, je pose la question de la temporalité de la publication. Est-ce que publier très vite les résultats, ce travail-là, ne porterait pas préjudice à ces chauffeurs. Je m'interroge aussi également par rapport au statut de l'enquête ethnographique dans une sorte de microcosme dans le contexte du RGPD. Quelle valeur de ce type de données, comment, jusqu'où peut aller la mobilisation ? En tout cas je m'interroge et je suis preneur d'autres personnes qui ont peut-être travaillé sur des choses beaucoup plus proches, et comment elles prévoyaient la manière de rendre ça dans la publication, dans l'écrit. Et puis peut-être un dernier point, je suis très bien conscient que ce que je vous ai présenté, par rapport à la littérature, a forcément influencé la direction qu'a pu prendre la mobilisation. En revanche, je n'ai pas trouvé d'autre moyen de faire cette enquête qui pour moi me semblait cruciale dans le travail que je faisais, et du coup je suis intéressé également, s'il y a d'autres personnes qui ont eu des pratiques similaires, pour en discuter. Merci beaucoup.

La place sur le terrain et la négociation sous-jacente – Coline Poupeau (Centre Émile Durkheim, Université de Bordeaux)

Merci beaucoup, merci aux organisatrices et organisateurs de cette journée. Bonjour à toutes et à tous, et merci de m'écouter. Ma communication s'inscrit dans le premier axe de l'argumentaire de cette journée d'étude, et je vais présenter certains aspects méthodologiques de ma thèse en sociologie qui est toujours en cours, je suis en cinquième année. En guise d'introduction, je vais revenir sur le contexte de ma recherche qui porte donc sur une recherche-action. Ma thèse questionne les changements en contexte scolaire, et elle porte sur la manière dont les acteurs éducatifs vont transformer l'ordre scolaire local établi. Quand je parle d'acteurs éducatifs, cela concerne l'ensemble de la communauté éducative, donc les enseignants, les conseillers et conseillères principales d'éducation, les AED, donc les surveillants et surveillantes, les agents d'entretien, les chefs d'établissements, bref, toutes les personnes que j'ai rencontrées et avec qui j'ai échangé. Donc je m'interroge sur comment ils et elles créent de l'innovation dans le but d'améliorer une situation initiale qui a été reconnue comme problématique.

Pour traiter de ces questions-là, ma thèse se base sur une expérimentation visant à améliorer le climat scolaire dans dix collèges. Je passe vite sur le cadrage théorique, mais je mobilise la sociologie de l'éducation et notamment aussi la sociologie des organisations, et je me base

principalement sur des travaux qui considèrent l'établissement scolaire comme un échelon local d'action où les pratiques et les interactions des acteurs en son sein vont réorienter, vont modifier leur espace local dans lequel ils travaillent. Ma thèse, comme ça a été dit, a été financée par un contrat Cifre durant les trois premières années. Cette Cifre est née grâce à la Maison des adolescents de Loire-Atlantique, qui a proposé une action sur l'amélioration du climat scolaire dans les collèges nantais dans le cadre d'investissements pour la jeunesse, les fameux Programmes d'investissement d'avenir. Pour ce faire, la Maison des ados a fait appel à un cabinet de sociologues privé pour conduire ce projet, et cette entreprise a proposé de financer une thèse en sciences sociales qui porterait sur cette expérimentation, avec en plus pour conditions que le doctorant ou la doctorante ait des connaissances et des compétences en animation volontaire, et des connaissances sur le milieu scolaire à la fois théoriques évidemment, mais aussi pratiques - ce qui du coup était mon cas. Je vais axer là sur cette double posture intervenante et apprentie chercheuse.

Donc l'organisation de cette étude était portée par des sociologues du cabinet, une chargée de mission de l'Education nationale, une coordinatrice de projets de la Maison des ados, et moi-même. Donc ça demandait évidemment la mobilisation du coup des communautés éducatives, des acteurs éducatifs sur le terrain et également des élèves, et des associations complémentaires à l'école. Et une chose importante à retenir, c'est que les établissements scolaires, en tout cas les chefs d'établissements, étaient volontaires, s'étaient portés volontaires pour cette expérimentation. La convention qui liait les établissements avec l'entreprise porteuse du projet avait été discutée en conseil pédagogique, donc en réunion avec les acteurs, et validée en conseil d'administration. Je vous présente rapidement mon terrain, c'est une recherche-action en milieu scolaire qui a duré de 2018 à 2022. Les collèges étaient donc des collèges publics avec des profils variés, par exemple il y en avait quatre qui étaient situés en zone d'éducation prioritaire. L'échantillon global concernait 3800 élèves et 400 personnels. Et l'effectif des élèves accueillis pouvait varier aussi de 300 à 700 élèves, et les établissements étaient confrontés à des problématiques de climat scolaire variables, mais pas non plus catastrophiques. Je vous parle du type de financement parce que ça peut avoir son importance, on l'a vu aussi dans les communications précédentes, notamment quand on se questionne sur les imbrications entre la recherche et l'action. Dans mon cas il y a eu une double contractualisation de la recherche, d'abord entre l'entreprise porteuse du projet et la Ville de Nantes qui est le financeurs, et ensuite entre les établissements scolaires et l'entreprise porteuse du projet – ce qui a créé quelques tensions dans des enjeux de méthode par exemple, entre moi et le cabinet de sociologues.

Cette expérimentation a une double visée, à la fois académique parce qu'on va produire des connaissances, on cherche à produire des connaissances autour des capacités de changement de l'ordre scolaire et des connaissances aussi sur le vivre-ensemble dans les établissements. Et aussi une visée transformative en améliorant le climat scolaire et le sentiment de bien-être des jeunes - c'était le but. Donc le fait de vouloir développer à la fois des savoirs scientifiques et ainsi

accompagner au changement sous-entend en fait que j'ai une double posture à la fois de chercheuse et d'intervenante. Je n'ai pas rencontré de difficultés dans cette double posture, au contraire même, je me suis sentie assez valorisée et très vite acceptée sur le terrain par les enseignants et les enseignantes notamment. Je mettais effectivement mon statut d'intervenante avec mes compétences, mes connaissances, dans de l'animation de groupes, donc je mettais plutôt cette casquette en avant au début de la recherche. Et au cours des trois années, j'ai dû peu à peu laisser tomber cette casquette et prendre celle d'apprentie-chercheuse, ce qui a posé des difficultés surtout vis-à-vis de l'employeur qui avait besoin de main d'œuvre et de continuer à œuvrer pour cette expérimentation, alors que moi je souhaitais m'autonomiser pour faire mon terrain de thèse, faire ma thèse. Bref, à la fin de l'expérimentation, quand elle s'est terminée je suis retournée sur le terrain quelques mois plus tard, j'ai fait des entretiens longs d'explicitation d'environ deux heures avec chaque chef d'établissement, et les acteurs se sont montrés critiques soit envers le projet, soit envers les porteurs du projet, soit envers l'institution scolaire. Ce qui me fait penser quand même qu'ils étaient assez en confiance pour me confier du coup ces choses-là, l'entretien étant bien sûr enregistré.

Dans cette partie je vais revenir sur les moyens, les méthodes utilisées pour sensibiliser et intéresser les acteurs éducatifs à la recherche-action afin qu'ils prennent part au projet. L'expérimentation s'est conduite en trois phases classiques aussi dans les expérimentations : une enquête exploratoire la première année ; le déploiement et le suivi des actions ; et ensuite une évaluation globale et une restitution finale. La méthodologie de l'expérimentation a mobilisé des outils quantitatifs et qualitatifs. L'enquête quantitative impliquait l'utilisation d'un questionnaire qui était adressé aux 3800 élèves et aux 400 personnels. C'est un questionnaire qui est issu des enquêtes locales climat scolaire, qui provient de la mission nationale de lutte contre les violences à l'école, notamment dirigée par Éric Debarbieux. Donc c'est un questionnaire d'une cinquantaine de questions, et ça nous permet en fait d'obtenir un indice de climat scolaire, un indice de bien-être et de victimation, ça nous permet d'avoir une image de l'établissement à ce moment-là. Et la partie qualitative s'appuie sur des nombreuses heures d'observation, et d'entretiens réalisés au sein des établissements scolaires. Et il y a eu notamment l'usage aussi de la cartographie, je vais y revenir une partie suivante, donc l'usage de la cartographie qui a été répétée auprès de toutes les classes de 5^{ème} des dix établissements qui participaient à l'étude. J'ai quasiment assisté à toutes ces cartographies, et j'en ai mené aussi la plupart. Donc j'ai développé cette partie qualitative dans ma thèse, ce qui m'a conduit à réaliser une ethnographie scolaire avec des heures et des heures d'observation, des entretiens d'explicitation, et des échanges aussi informels, vu que j'étais présente quasi quotidiennement dans les établissements. Donc l'entrée sur le terrain elle était déjà négociée et acceptée par les chefs d'établissements, mais c'est la mise en œuvre des actions qui allait demander le plus de stratégie et d'adaptation, à la fois pour les chercheurs mais aussi pour les acteurs éducatifs. Donc il fallait que « ça prenne », c'était une expression qui revenait sans arrêt en réunion de préparation, et aussi dans les réunions avec les chefs d'établissements pour nous introduire sur le terrain. Donc après l'analyse

des questionnaires qui avaient été adressés aux jeunes et aux adultes dans la phase de diagnostic, la phase exploratoire, nous avons présenté les résultats dans chaque collège en plénière, où on avait invité tous les acteurs du collège, même les parents, les agents d'entretien, et cætera. Donc ça, ça a vraiment été un temps fort au cours duquel il a fallu quand même adapter son discours et sa posture. Si j'ai le temps plus tard, je reviendrai sur un ou deux exemples où ça n'a pas fonctionné, où il y a eu des incompréhensions, des choses qui ont été mal formulées, et du coup ça a vraiment annulé toute action par la suite dans ces établissements. Donc après cette présentation descendante en plénière, on a proposé aux personnes présentes de se mettre en petits groupes et de travailler sous forme de World Café, donc c'est une méthode active en fait où les gens participent et mettent des post-it sur des thématiques, et où vraiment ils notent ce qu'ils ont envie de faire pour améliorer telle situation. Ce temps d'échanges a vraiment marqué un tournant dans la conduite du projet. Il a d'abord replacé le travail autour du climat scolaire au cœur des préoccupations des établissements, la majorité d'ailleurs a réinscrit après dans leur projet d'établissement ce travail-là sur le climat scolaire par exemple. Et cela a montré aussi l'importance de travailler sur l'identification d'un bien commun, c'est ce que Françoise Cros appelle la traduction dans le processus d'innovation scolaire. L'usage de la cartographie est vraiment quelque chose d'intéressant. Ça a permis d'impliquer les acteurs dans le processus du projet, et ça a révélé aussi des nouvelles pistes de recherche et d'action très intéressantes. Donc la cartographie, je vous ai mis un exemple là, on a distribué la carte de l'établissement aux élèves, et on leur a demandé de colorier en vert là où ils se sentaient bien, en rouge où ils ne se sentaient pas bien, et en orange là où leurs sentiments étaient variables. On a pris ces cartes, on les a amalgamées, et on est revenus après dans une seconde heure de classe pour faire un débat avec les élèves sur la base de ces cartographies. Il y avait la présence obligatoire du professeur principal à ce moment-là, c'était sur les heures de classe, donc ça les intéressait, ça leur a montré des choses qu'ils ne connaissaient pas sur les usages des élèves dans certains lieux de l'établissement, sur leur sentiment de bien-être aussi, ou de mal-être.

Ce qui m'a particulièrement intéressée, ce sont les pistes de recherche que ça a soulevé. Je prends l'exemple du problème des sanitaires, exemple très éloquent dont je pourrais parler pendant très longtemps. On a vu en fait que les élèves exprimaient un fort sentiment de mal-être, c'est le premier sujet dont débattaient les élèves quand on parle de bien-être dans les lieux du collège, c'est le premier sujet qui ressortait systématiquement. Et donc ce qui a été très intéressant avec ces cartographies, c'est que ça a révélé un double usage qu'avaient ces jeunes de ce lieu-là. Évidemment pour satisfaire leurs besoins physiologiques primaires, pas seulement aller aux toilettes, mais aussi boire, parce qu'il faut savoir qu'ils ont pas le droit dans la majorité des établissements de venir avec une bouteille d'eau en cours. Et ensuite, ils ont révélé, et c'est le point le plus intéressant, des usages sociaux dans les toilettes, se retrouver entre pairs, donc surtout pour les plus grands, les 4^{ème} et 3^{ème}. Utiliser leurs téléphones, qui est par ailleurs interdit dans les établissements depuis quelques années. Se retrouver au chaud l'hiver, parce qu'ils n'ont pas le droit d'aller dans le hall d'entrée pour se mettre

à l'abri. Bref, ils ont des usages sociaux, des usages aussi en termes d'autonomie, ils veulent être à l'écart de l'adulte, donc tout ça c'était très intéressant en termes de pistes de recherche. Donc on voit l'importance avec cet outil-là qui est qualitatif et qui questionne par le bas les expériences et les ressentis des élèves dans ces lieux-là, donc ça permet d'aller au plus près de leurs expériences et de leurs ressentis.

Je conclus que je ne peux pas dire s'il y a une spécificité inhérente au milieu scolaire dans la manière d'interagir entre la recherche et l'action, toujours est-il que c'est un terrain foisonnant où l'accueil d'une personne extérieure dans une démarche de recherche était facile, d'abord peut-être par le sujet aussi, le climat scolaire, qui est de plus en plus à la mode. Et aussi parce que, en tout c'est mon hypothèse, même si les enseignants et enseignantes tiennent à leur autonomie, ils ont l'habitude de voir entre des observateurs et des observatrices dans leur classe, et pour beaucoup d'entre eux ils sont déjà dans une démarche de questionnement, de recherche et d'amélioration qui fait partie de leur quotidien. Toutefois, le temps scolaire a ses particularités. Il y a d'abord les difficultés qui sont liées à l'agenda, qui peuvent freiner durablement les projets, sans parler du Covid évidemment. Il faut aussi du temps pour installer la confiance et l'adhésion des personnes, c'est ce qui ressort dans de nombreuses recherches sur les processus d'innovation scolaire. C'est aussi un facteur qui est pointé du doigt quasiment systématiquement dans les entretiens avec les adultes quand on parle du projet. Je l'ai pas mis, mais il y a aussi le manque d'autonomie qui est souvent déploré par les enseignants vis-à-vis du projet en lui-même, où ils ont besoin de plus d'adaptations pour mettre en place vraiment les réformes autour du bien-être et du climat scolaire. Et au bout de trois ans, du coup les derniers entretiens on sent qu'il y a un sentiment d'épuisement et même voire des fois de déception surtout vis-à-vis de l'évaluation, mais aussi un petit peu de lassitude. Alors je me demande si ce n'est pas un effet dû à la multiplicité des recherches-actions dans le milieu scolaire quand même, qui est un moyen de faire appliquer des réformes et des décrets. Donc c'est à la fois un lieu de recherche-action foisonnant, et de l'autre il y a les difficultés de l'évaluation et un épuisement au bout de quelques années de projets qui s'est fait ressentir. Merci.

S'engager par-delà l'extractivisme scientifique. Gestion de la proximité et de la distance avec les acteurs de terrain – Léo Raymond (Université Savoie Mont Blanc, EDYTEM)

Merci beaucoup. Je mène une recherche sur la manière dont les paysans français et colombiens, animés par un certain désir de proximité avec la nature, agencent, organisent spatialement leurs fermes, et notamment comment ils retravaillent dans ce cadre-là avec les éléments de la nature, et notamment l'arbre. Donc je me pose beaucoup la question de quelle est la place de l'agroforesterie

dans ces deux fermes. Donc il y a forcément une grosse part d'analyse spatiale, beaucoup de travail autour de la cartographie - j'y reviendrai rapidement après – et il y a évidemment, c'est ce qui nous concerne là, toute une démarche qui mêle participation observante, entretiens qualitatifs.

Très rapidement, déjà pourquoi le choix de deux terrains, un en Colombie et un en France dans les Alpes du Sud, dans les Alpes Maritimes. C'est tout simplement une forme de pragmatisme, j'avais commencé à travailler en master avec les paysans colombiens, ça datait d'avant le master, mais mon master a été avec des paysans colombiens. Et ensuite quand j'ai voulu déposer un projet de recherche de thèse, on m'a demandé à l'université en France, on m'a conseillé, suggéré que ce serait bien pour avoir des financements d'avoir aussi un terrain français. Donc on est tombé directement dans la question du contorsionnisme : comment j'allais pouvoir comparer deux terrains qui me semblaient très éloignés, avec des pratiques très différentes. Je suis arrivé par bricolage, pour être franc, à une analyse croisée, la pertinence de l'analyse croisée, c'est-à-dire trouver des similitudes dans les différences, et des différences dans les similitudes. Et aussi, rapidement, le cadre théorique traite beaucoup de la notion proximité-distance, et notamment de la place de l'arbre dans les fermes, et je vais utiliser le même cadre théorique pour parler de mon rapport au terrain. Donc premièrement, de l'angoisse au terrain, je reprends en fait un titre qui est « De l'angoisse à la méthode » de G. Devereux, qui est très intéressant, et tout ça pour déjà poser que mon rapport au terrain, là je le réfléchis très à posteriori dans le sens où je considère avoir été largué sur le terrain sans forcément de préparation préalable. Je me rappelle très rapidement, et c'est assez drôle parce qu'il y a un cours en ce moment-même, et on en parlait déjà l'année dernière sur l'entretien qualitatif, donc je me rappelle aussi ce genre de cours un peu théorique en licence, avec des phases où nos profs nous avaient demandé de faire une enquête dans les murs de l'université à ce moment-là, mais c'est tout, pas vraiment de discussions sur la posture du chercheur, pas vraiment de discussions non plus approfondies en terme de méthode. Donc voilà, j'arrive la première fois en Colombie sur le terrain, et je me rends compte qu'en fait ce n'est pas du tout aussi naturel que ce que j'avais prévu, tout simplement parce que je suis confronté directement à ce couple distance-proximité avec les acteurs du terrain, et je sens très rapidement leur sentiment de gêne. Donc on ne va pas faire une psychanalyse des chercheurs aujourd'hui, mais en fait je pense que la question de la méthode et de l'éthique par rapport au terrain elle relève un peu aussi de ça quand même, dans le sens où pourquoi, à un moment donné, j'ai ce sentiment de gêne en arrivant sur le terrain. Je le simplifie sur trois aspects : d'abord je suis confronté tout simplement à l'image que je me fais des paysans mais aussi à l'image que les paysans se font de moi, et très rapidement dans des territoires ruraux qu'on va appeler la marge de l'Etat colombien, je sens bien qu'il y a une omniprésence de la figure du touriste, de l'institutionnel, du chercheur. On ne sait pas trop, je navigue un peu entre les trois. On m'associe un peu à ces trois images, et puis aussi à l'image du *gringo*, qui est un détournement du terme qui était utilisé pour qualifier des soldats états-uniens en Colombie, et tout simplement ça je le porte sur moi parce que je suis blanc. On m'appelle *el mono*, ce qui renvoie à ma couleur de cheveux qui n'est

pas aussi brune que celle des colombiens, et je suis plutôt grand. Et donc très rapidement en fait on est confronté à cette image-là qui nous renvoie à celle de l'autre, tout simplement.

Ensuite je me rends compte que ma préparation au terrain était quasiment inexistante. Je m'étais dit que j'allais étudier le rapport au territoire de ces paysans, j'avais fait une trame d'entretien que j'avais imprimée sur une feuille A4, mais tout simplement dans les discussions avec les paysans je n'ai jamais sorti cette feuille A4. Je ne me suis jamais senti à l'aise dans un face à face autour d'une table avec les paysans, et surtout j'avais l'impression que je les forçais d'une certaine manière à une forme de relation de pouvoir où j'étais là pour poser des questions, et en ressortir des réponses que j'allais ensuite, donc cette donnée que j'étais venu récolter, acquérir sur le terrain, j'allais ensuite la prendre, partir avec, retourner en France, et capitaliser dessus pour avoir tout simplement un diplôme et une reconnaissance par les pairs, si on peut résumer le diplôme à ça. Et finalement en travaillant avec ces paysans, notamment ils me parlaient beaucoup des projets extractivistes qui avaient lieu dans les territoires, et en fait je faisais beaucoup de parallèles entre les manières de faire et d'être de ces projets extractivistes et mes manières à moi potentiellement de faire de la recherche. Et j'en suis arrivé à cette conclusion que c'était très intéressant parce que dans la description qu'ils faisaient, jamais je me suis retrouvé en face de quelqu'un qui menait un projet extractiviste dans ce territoire-là, on me parlait toujours d'entreprises, d'institutions, de techniciens de telle entreprise, de telle institution, et je n'ai jamais mis un visage sur quelqu'un qui avait ces pratiques extractivistes. Je voyais juste les conséquences des projets extractivistes sur le territoire, et je trouve que la force des paysans dans ce cas-là ça a été de me faire une description de ce que j'appelle une *figure sans visage*, dans le sens où ces traits qu'ils me dessinaient, ces descriptions de ces projets extractivistes, elles étaient tout à fait, je pouvais tout à fait en faire des parallèles avec ma manière de rentrer en relation avec le terrain. Et ça m'a amené en fait à une forme de réflexivité sur la manière que j'avais de faire mon terrain et de faire ma recherche. Donc comment y remédier ? J'ai pris le parti de prendre - mais c'est à posteriori que je dis ça, il faut être bien clair, il faut être honnête aussi intellectuellement - tous les sentiments que j'avais, de les transformer pour pouvoir moi me sentir bien sur le terrain, et dans la manière de me sentir bien sur le terrain, j'estimais que les paysans pouvaient aussi se sentir mieux dans la relation qu'on pouvait avoir ensemble. Donc il y a cette grande question qu'aujourd'hui je me pose : est-ce que c'était une stratégie un peu cynique ? Est-ce que c'était une méthode, ou une simple manière d'être ? Je ne vais pas y répondre là maintenant, mais pour moi, la manière de me sentir bien avec le terrain, elle est beaucoup passée par la question de l'engagement.

Pour commencer, quand je suis arrivé sur le terrain, on a un peu l'air d'un idiot. On a beau avoir lu tout ce qu'on pouvait avant, on arrive et on se confronte à la réalité du terrain. Et donc quand on ne connaît pas, pour moi c'était un sentiment de gêne de ne pas connaître vraiment l'histoire des paysans, et cætera. Donc je suis beaucoup rentré et je me suis beaucoup conforté dans des lectures en amont, tout simplement essayer de saisir ce contexte avant d'y arriver, et puis même en y étant, essayer de grignoter un peu partout toutes les informations pour mieux cerner qui étaient ces

paysans, l'histoire de leur territoire, et *cætera*. Ensuite, la deuxième chose c'est qu'on arrive sur le terrain avec toute l'hospitalité que ça suppose en milieu rural. Il n'y a pas d'hôtel, il n'y a rien, donc on est logé chez les gens, et d'un seul coup on se dit : mais qu'est-ce que je fais, comment je vais pouvoir me rendre utile en fait ? Tout simplement parce que je ne me voyais pas être les mains dans les poches, juste faire de l'observation, ou imposer la nécessité de faire des enquêtes directement. Donc très rapidement j'ai bien senti qu'en tant que géographe j'avais une forte utilité, notamment par le biais des cartes. Donc là on voit une production de carte, c'est l'assassinat de leaders sociaux par rapport aux usages du territoire, et notamment aux activités extractivistes, donc c'était un peu une demande des paysans de voir s'il y avait... Dans leurs discours il y avait une corrélation entre la présence d'une activité extractiviste, du conflit armé, et l'assassinat des dirigeants sociaux. J'ai voulu le vérifier, et en le vérifiant je produis la carte, et la carte elle est devenue un objet de pouvoir tout simplement pour les paysans et les associations avec lesquelles je travaillais. Donc s'engage une forme de don et de contre-don, dans le sens où j'ai une certaine utilité par mes connaissances et technique de cartographie. Je fais des analyses politiques de la situation de chaque territoire dans lequel je travaille, et *cætera*, et ça je leur en rends compte.

En France, la relation avec les paysans s'engage aussi dans une forme de don et de contre-don, dans le sens où j'habite dans la vallée et je travaille dans une association dans le territoire que j'étudie aussi, et cette association accompagne les paysans dans le montage de projets. Donc directement je suis – tout à l'heure quelqu'un parlait des personnes ressources –, là c'est directement le cas. L'autre manière de me faire la place sur le terrain, et là encore une fois c'est à posteriori, ça s'est engagé entre guillemets naturellement, mais je l'ai conscientisé quand quelqu'un de la guérilla, avec qui je travaillais également, m'a dit que pour connaître la réalité des paysans, il fallait se mettre dans leurs bottes. Et en fait c'est vraiment ça, sur le terrain, dans une situation où encore une fois on est immergé de fait, puisqu'on habite avec les paysans, puisqu'on travaille avec eux, je me suis dit qu'il fallait utiliser cette immersion, la conscientiser et réfléchir à quels étaient les avantages et les inconvénients méthodologiques et même éthiques de cette immersion. Et c'est vrai que je me suis beaucoup retrouvé dans les travaux d'ethnographie éactive et de participation observante, où on est là en tant que chercheur pour vivre le terrain. On n'est pas seulement là en tant qu'observateur, on est vraiment acteur du terrain, soit parce qu'on participe dans cette relation de don et de contre-don, ou tout simplement parce qu'en fait on n'est pas immergé, on vit avec les paysans dans mon cas, et on échange avec eux. Donc derrière cette ethnographie éactive, il y a aussi le sentiment qu'on habite le terrain et qu'en retour on est habité par le terrain, dans le sens où là encore il faut être aussi... Je pense que le meilleur moyen de rentrer en relation avec le terrain c'est aussi d'être sincère, et tout simplement en étant avec les paysans, au bout d'un moment on acquière que ce soit des gestes, un langage technique, une manière de voir. Même dans l'allure, c'est rare que je me balade avec une chemise en étant avec les paysans, ce n'est pas très commode pour travailler souvent. Mais même une manière de penser et de voir les choses. Donc à travers cette immersion il y

a toute la question de l'enjeu de la proximité qui débouche avec ça, et pour moi ça a été, cette proximité et le fait de vivre sur le terrain, ça a été une solution de facilité parce que ça me permettait en contrepartie de faire disparaître la matérialité de l'enquête, au sens où en ne faisant pas des entretiens face à face autour d'une table, mais plutôt en jouant sur le registre de l'informalité - en maintenant aussi une forme de flou sur le cadre de la recherche, parce qu'on parlait tout à l'heure aussi de toutes les casquettes, c'est vrai que je n'ai pas forcément dès le début posé vraiment le cadre. Je travaille sur ça, c'est ça que je veux observer de vous, et *cætera*, ça je ne me suis pas senti forcément à l'aise en le faisant. Mais finalement ça a aussi permis d'avoir d'une certaine manière une relation un peu plus naturelle, moins cadrée, et de pouvoir un peu naviguer dans tout ça. Le partage de la quotidienneté aussi, ça a été pour moi quelque chose de très important, le fait de faire avec les gens, c'est sûr qu'on ne fait pas qu'observer et discuter de notre sujet de recherche, mais ça nous permet en fait de percevoir et de comprendre un contexte de pratiques et de discours, et de pouvoir ensuite recadrer vraiment les discours et les pratiques qui touchent à notre sujet de recherche dans ce contexte un peu plus large. Donc il faut effectivement naviguer dans un flot de gestes et de paroles qui est très important, ce qui pose aussi des problèmes en termes d'analyse après parce qu'on se retrouve avec une quantité d'informations très compliquée à gérer. Mais voilà, pour moi ça a été plutôt positif.

Ensuite, une des autres choses que j'ai pu apprendre dans cette manière *d'habiter* le terrain, c'est tout simplement que le temps de l'enquête ne nous appartient pas exclusivement, dans le sens où c'est vrai que l'entretien en face à face ou dans des dispositifs un peu plus normés, un peu plus cadrés, il y a une question de rythme et de tempo qui est quasiment imposée par le chercheur qui demande à faire un entretien et qui ensuite déroule un peu l'entretien avec les questions, *et cætera*. Là, dans ce cadre-là, en fait dans l'informalité, tout simplement on est obligé de faire avec les paysans. Donc on fait une sieste après avoir récolté les tomates, on répare les machines avant de discuter, et ça fait partie aussi du terrain. Il faut savoir l'accepter, mais ça suppose aussi que l'université, le cadre institutionnel de l'université le permette, donc d'avoir des terrains longs, et de se dire qu'il faut prendre le temps, accepter que des fois sur le terrain, il faut accepter de ne rien faire, et que ce temps fait aussi partie d'une espèce d'assimilation silencieuse du terrain et de ses réalités. Alors vous allez me dire avec tout ça, l'enjeu de la proximité, on a presque l'impression d'être dans une forme de promiscuité, où il n'y a plus de distance entre le chercheur et les enquêtés, mais pourtant il faut quand même, et c'est le but de la recherche que d'avoir une forme de décentrement sur son objet et son sujet de recherche. Et du coup c'est vrai que la proximité ça peut être un avantage, mais ça peut être aussi un risque, tout simplement parce qu'il faut aussi avoir à l'esprit qu'on est pris dans des rapports de pouvoir énonciatif, dans le sens où les discours des acteurs, mais aussi les pratiques, c'est une forme de régime de visibilité au sens où elle nous donne à voir certaines choses, on fait passer des messages, on en occulte d'autres, et ça il faut y penser. Personnellement, par exemple quand j'étudie le rapport des paysans à la forêt, il faut bien penser que quand les

paysans me parlent de la gestion forestière qui leur paraît optimale, ils font aussi une critique sous-jacente de l'industrialisation de la forêt, et derrière ça se jouent en fait des rapports de pouvoir avec les gestionnaires forestiers, avec les gestionnaires d'espaces naturels, et il faut bien comprendre que le chercheur il est un peu à l'intermédiaire. Tout à l'heure quelqu'un parlait de ça, de porte-voix des VTC – on est un peu dans cette position-là et il faut en avoir conscience et il faut se positionner. Dans le sens où il n'y a pas de bonne posture, il faut juste être conscient de ce qu'on fait et le dire. Donc ma position ça a été plutôt de dire que ma recherche elle est intéressante non pas pour juste répéter le discours des acteurs, mais bien pour essayer d'apporter une forme de décentrement, donc en croisant les regards par diverses méthodes, et que c'est ce décentrement du regard qui va aussi enrichir la vision des paysans. Si dans mon travail de thèse je ne reproduis que ce qu'ils savent déjà, ça ne les intéresse pas plus que ça, si ce n'est qu'ils auront conforté un peu leur position publiquement à travers la recherche. Mais ce n'est pas forcément au fond ce qui m'intéresse ni ce qui pourrait les intéresser.

Et la dernière chose que je tenais à dire, c'est que cette réflexion sur la relation du chercheur avec le terrain, elle a aussi souvent dérivé non pas sur la question de l'acquisition de la donnée, où j'ai toujours essayé de m'éloigner cette figure que je représentais de l'extractivisme scientifique – donc pas seulement sur la question de l'acquisition de la donnée, mais aussi sur la question de la valorisation de la donnée, dans le sens : pourquoi et pour qui on communique aujourd'hui ? On le voit bien, on communique là, à part le CCFD qui est là, je ne crois pas qu'il y ait d'autres organisations de la « société civile ». On communique quand même pour nos pairs, et c'est vrai que dans la réflexion que je souhaite avoir aujourd'hui, je pousse même l'extrême en disant : mais la restitution, à qui on va la faire ? Si c'est une restitution à des chercheurs qui n'ont jamais mis les pieds sur mon terrain, c'est très bien on va pouvoir évaluer la méthode scientifique, mais en même temps comment on restitue aussi aux acteurs de terrain le travail. Et aujourd'hui j'ai un problème avec l'université dans ce sens-là, c'est que j'aimerais que la restitution par exemple de mon travail de thèse se fasse sur les terrains, et qu'on ne demande pas aux paysans de devoir être là en visio ou en présentiel à l'université. C'est un peu cette forme de juste retour de la recherche au terrain. Et ça s'est aussi matérialisé dans l'idée que pour moi la recherche ce n'est pas un exercice solitaire, c'est plutôt une solitude peuplée où je dois une grande partie de mes réflexions aux discussions que j'ai eues avec les acteurs de terrain, pas seulement avec les paysans, et que si on la conçoit comme un exercice collectif, comme un moment de partage, il faut aussi réfléchir à cette restitution, donc à la restitution de la thèse, il y a cet exercice-là, mais aussi quelle forme prendra cette restitution. Et pour moi, je trouve que la réflexion autour de l'image universelle et accessible, c'est encore en questionnement, on n'en est pas là, mais on sait bien aujourd'hui que l'écrit, faire des mémoires qui font 300 pages, ce n'est pas toujours accessible pour tout le monde. L'image n'est pas non plus forcément accessible pour tout le monde pour tout un tas de raisons, mais pour moi il y a une vraie réflexion à avoir sur la diversité des moyens et des médias pour pouvoir socialiser, ou partager du moins, le travail de la

recherche. Ça peut passer par le travail de cartographie, par des "muraux". Bon là ce que vous voyez à votre droite, c'est un préalable à un "mural", c'est tout un travail de dessin avant de faire une peinture sur le mur d'une école. Donc ça c'est tout le fruit d'un travail autour de la table avec les paysans, comment eux ils perçoivent le territoire, mais du coup ça reste projeté sur le mur d'une école, au-delà des trois ans de la thèse. Et ensuite dans les Préalpes il y a un travail autour d'un reportage photos qui permet de mettre en avant un petit peu les pratiques paysannes, et d'avoir une réflexion là-dessus.

Et je finirai sur ça, c'est un assemblage de photos où je me suis posé la question tout simplement à qui je devais la recherche, et je crois qu'on la doit en grande partie au terrain, mais aussi au cadre institutionnel qu'on a, c'est-à-dire nos directeurs de recherche et toutes les personnes qui d'une forme ou d'une autre nourrissent notre réflexion. Merci.

Discussion et questions

Introduction de la discussion par Philippe Lavigne Delville

Merci beaucoup de m'avoir invité à discuter cette session qui est très riche et pose de nombreuses questions importantes dès lors que l'on s'interroge, en tant que chercheur ou chercheuse, sur ses rapports aux acteurs enquêtés et son insertion dans l'espace social étudié, que ce soit du fait de sa conception de la recherche et de sa place dans la société, ou plus prosaïquement du fait des nécessités de l'accès au terrain. Les chercheurs en sociologie ou anthropologie s'interrogent de longue date sur le type de relations qu'ils créent et qu'ils entretiennent avec leurs différents interlocuteurs, à la fois les individus et les groupes sociaux qui sont les objets de la recherche, mais aussi les différentes institutions où ces acteurs sociaux travaillent, passent une partie de leur temps, celles qui agissent dans les espaces de vie des espaces enquêtés, celles qui commanditent la recherche, celles qui acceptent de l'accueillir, celles qui éventuellement peuvent se sentir mises en danger par ses résultats. Et on voit bien à travers ces trois communications que, même si cela ne fait pas directement partie de leur objet d'étude, les chercheurs en géographie sont eux-aussi obligés de réfléchir à leur position institutionnelle et ses implications, de faire de la sociologie des institutions et de la sociologie de la recherche, pour comprendre les contextes institutionnels, plus ou moins complexes, dans lesquels se déroule leur recherche, le rôle qu'ils souhaitent jouer et ceux qu'on voudrait éventuellement leur faire jouer. On voit aussi des formes très différentes de l'engagement auprès des acteurs concernés par la recherche. Cet engagement peut émerger en tant qu'opportunités liées au terrain, comme pour Ayité Mawussi. Il peut être partie intégrante de la conception de la recherche, dans un dispositif de recherche-action complexe avec de nombreuses institutions partie prenante, comme pour Coline Poupeau. Il peut résulter d'un engagement personnel

par rapport aux acteurs avec lesquels on échange au quotidien, dans un contexte institutionnel, très souple, voire très informel, comme pour Léo Raymond.

Il me semble que ces trois communications illustrent bien le fait que même un chercheur externe est toujours partie prenante de l'espace social qu'il étudie, au moins pendant un certain temps, que ce soit explicite ou non, et qu'il faut réfléchir à ce que cela signifie et implique. Le simple fait d'être là modifie – à des degrés divers - le déroulement des interactions sociales que l'on observe. Les acteurs locaux vous affectent des identités ou des assignations que vous ne maîtrisez pas, ou que partiellement. Certains vont chercher à vous coopter, d'autres à se protéger. Il y a le rôle plus ou moins actif que le chercheur ou la chercheuse souhaite jouer, mais aussi ceux qu'on lui fait jouer, ceux qu'il arrive à jouer. Ces liens durent aussi au-delà du temps du terrain, jusque dans l'écriture. Les interrogations d'Ayité Mawussi sur l'écriture et les effets de l'écriture sont très intéressantes, parce que finalement, le fait que les écrits circulent, soient lus, parfois repris de façon plus ou moins sélective, soient instrumentalisés éventuellement, fait qu'on reste acteur de ce jeu même longtemps après avoir quitté le terrain et cessé d'y être présent physiquement. C'est évidemment très bien que les résultats de recherche circulent jusque dans l'espace social étudié, mais d'une certaine manière, cela pose des problèmes supplémentaires à l'écriture, et pas seulement dans un contexte de recherche-action où le lien avec les interlocuteurs et les utilisateurs de la recherche, et le principe de la restitution, sont présents dès le début.

Un deuxième point aussi me semble très clair à écouter ces trois communications. Les finalités et les logiques de la recherche fondamentale externe et celles des recherches partenariales au service de l'action diffèrent. Entre ces deux archétypes, il y a de nombreuses situations intermédiaires. Le terme « recherche-action » ne dit rien des proportions de l'une et de l'autre. Mais surtout ce n'est pas seulement une question de position sur un gradient. Il y a de multiples combinaisons différentes en fonction d'au moins deux critères centraux. D'une part, la finalité de la production de connaissances, entre publications académiques et accompagnement du changement, que ce soit en termes d'influence sur les rapports sociaux ou sur les politiques publiques ou d'utilité pour les acteurs enquêtés dans leur maîtrise de leur devenir. D'autre part, le cadre institutionnel et partenarial dans lequel la recherche se déploie, entre le chercheur qui travaille de façon informelle, et les dispositifs partenariaux sophistiqués, avec de multiples acteurs, et de multiples contrats et flux financiers entre eux. Chacune de ces combinaisons posent des problèmes méthodologiques et éthiques spécifiques.

Les différentes questions et dilemmes soulignés dans les communications font écho à ce qu'on a appelé le tournant réflexif en anthropologie, qui résulte de cette prise de conscience de la façon dont la personnalité et l'histoire personnelle du chercheur, mais aussi la place – choisie ou assignée - que l'on occupe et le rôle – volontaire ou non – que l'on joue dans les espaces sociaux étudiés, influe sur la recherche et ses résultats, ce qui interroge les postures de recherche, la façon dont on établit et gère les relations d'enquête. Cette réflexivité est encore plus indispensable lorsque le chercheur ne se positionne pas seulement en tant qu'observateur externe, mais participe davantage à la vie sociale

du groupe étudié, parfois jusqu'à la pleine participation. Lorsque d'autres acteurs ou institutions agissent dans ces espaces et produisent des savoirs, et que les savoirs produits par le chercheur peuvent les relativiser ou les mettre en cause. Lorsque, au sein même du dispositif de recherche, d'autres acteurs, d'autres institutions sont légitimes pour participer à l'analyse des situations et l'interprétation des faits étudiés, avec l'avantage de pouvoir mobiliser leurs savoirs et d'enrichir la compréhension, mais aussi le risque de qu'ils cadrent trop les questionnements ou les interprétations. Et enfin lorsque le chercheur ou la chercheuse veut, ou doit, jouer plusieurs rôles, observateur et acteur successivement ou dans le même temps.

La posture du chercheur et sa façon de penser la recherche peuvent ainsi être un premier point de discussion. Il n'y a pas de bonne ou de mauvaise posture en soi. Comme l'ai dit justement Léo Raymond, il s'agit avant tout de trouver sa propre bonne posture, celle qui nous correspond. Il y a en effet des postures morales et politiques variées par rapport au rôle de la recherche et à l'engagement du chercheur dans la société. Il y a des rapports variés aux institutions et à la « commande ». Il y a des positions physiques différentes par rapport à l'espace étudié, dedans, à l'extérieur, un pied dedans, un pied dehors, qui ont aussi des implications méthodologiques. Et puis on ne choisit pas toujours, parce que les recherches connaissent des contraintes de financement, des contraintes institutionnelles, des contraintes d'accès au terrain. On ne choisit pas toujours librement la position dans laquelle on se retrouve dans une recherche donnée. Il s'agit donc bien de mesurer les enjeux spécifiques à ces différentes positions, de réfléchir à la place qu'on occupe, aux relations avec les institutions, aux implications politiques et pratiques des commandes en cas de recherche sous contrat, etc. Et ensuite d'essayer d'organiser au mieux les conditions de mise en œuvre de la recherche, d'en négocier les modalités, de savoir tirer profit de la position qu'on occupe pour en tirer parti et essayer d'en minimiser les biais. Cela peut aussi amener à redéfinir ou préciser le périmètre de la recherche et ses objectifs, parce qu'on ne peut pas tout faire dans n'importe quelles conditions. Il peut y avoir des choses auxquelles on n'a pas accès, des sujets dont on ne peut pas parler ou pas n'importe comment, des durées de recherche qui ne permettent pas de vraiment traiter certaines questions. Il faut pouvoir en prendre acte, dans la définition des objectifs de la recherche et dans la politique du terrain, tout d'abord, pour conserver une démarche scientifique. Mais aussi à la fin, pour stabiliser cette fameuse problématique finale, celle qui structure la rédaction de la thèse, et qui est toujours différente de celle de départ, en particulier du fait du déroulement de la recherche et du matériau disponible.

Un deuxième point de discussion pourrait porter sur les conditions pratiques du terrain et de l'enquête, et la façon d'établir et de gérer les relations d'enquête, comment on entre et se fait accepter, comment on reste, comment on sort. On pourrait penser que plus facile pour un doctorant ou une doctorante de faire sa thèse dans des contextes de recherche-action où tout a déjà été négocié, signé etc. Mais Coline Poupeau nous a montré dans sa communication que cela n'était pas forcément plus simple pour autant. Car l'accord du proviseur des collègues ne signifie pas forcément

celui des professeurs, et si les relations sont mauvaises entre eux, cela peut même compliquer la légitimation du chercheur et du questionnement de recherche. Dès lors qu'on prend conscience des interactions multiples avec les acteurs objets ou partenaires de la recherche, qu'on considère la recherche comme un échange, il est normal de réfléchir à ce que signifie la recherche aux yeux de ces interlocuteurs, aux conditions de leur intérêt ou a minima de leur consentement à y participer, à la laisser se dérouler, et aussi aux biais éventuels. Cela pose de nombreuses questions évoquées dans les communications : celle de l'utilité éventuelle de la recherche pour ces acteurs, celle des contreparties que l'on peut donner en échange de l'acceptation des autres à vous voir là et du temps qu'ils vous consacrent, celle de l'utilisation des données et de la confidentialité, etc. En effet, produire des cartes, comme Léo, apporter des informations comme Ayité Mawussi peuvent être effectivement des contreparties, des contre-dons légitimes, avec toutes les questions que cela pose sur les impacts : est-ce que ça biaise ou pas ma recherche, jusqu'où puis-je m'impliquer, est-ce que je dois modifier mon objet de recherche ? Tout cela renvoie à ce qu'on appelle le pacte ethnographique en anthropologie, qui correspond au contrat, explicite ou pas, que l'on on passe avec les différents acteurs.

Un premier enjeu est de pouvoir entrer sur le terrain, de s'y faire accepter. Un second est de pouvoir y rester, face aux événements, aux éventuels blocages ou crises. Comment renégocier les objectifs de la recherche et son déroulement si l'on rencontre des obstacles ? Jusqu'où ne pas aller trop loin pour conserver l'exigence de rigueur et d'indépendance indispensables ? Un troisième est de sortir de l'espace social dont on a été partie prenante pendant quelques semaines ou quelques mois. Comment est-ce qu'on redéfinit les relations après le terrain ? Jusqu'où les conserve-t-on, avec qui et comment ? Autrefois, dans des contextes exotiques, on reprenait le bateau ou l'avion et après le terrain, les gens étaient loin et on était dans son bureau à réfléchir et à écrire, en interaction avec d'autres chercheurs. Maintenant cette distance-là n'existe plus, on fait des allers-retours, il y a WhatsApp, les interlocuteurs vous appellent pour donner des nouvelles de la famille ou en demander, pour informer des derniers événements, pour solliciter une aide, etc. La sortie n'est plus aussi nette, on peut suivre à distance des enquêtes, ce qui est un atout, au risque de ne pas clore l'enquête, de ne pas reprendre la distance interprétative nécessaire. Et puis il y a toute la question de la restitution, de la façon de rendre disponibles les résultats de la recherche, parce que ça a aussi des enjeux importants, comme Léo Raymond le soulignait, et pas seulement dans des dispositifs de recherche-action comme pour Coline Poupeau.

Une troisième point possible de discussion, c'est la tension entre objectif de production scientifique, de connaissances académiques et objectif d'utilité sociale ou « pour l'action », avec la question de l'éventuelle division du travail au sein d'une équipe : ce n'est en effet pas la même chose lorsque cette ambition est portée directement par le chercheur ou le doctorant, ou si le chercheur ou le doctorant s'inscrit dans un programme plus large avec d'autres acteurs, d'autres sociologues comme dans le cas de Coline Poupeau, qui prennent en charge cette question de la restitution, de la

communication, de la traduction en savoirs actionnables. Deux points sont importants à cet égard. Tout d'abord, il faut accepter que les savoirs qui sont les plus utiles pour l'action, pour les acteurs concernés, ceux qui permettent d'enclencher des prises de conscience, qui font bouger les représentations ou les pratiques, qui enclenchent des dynamiques de changement, ne sont pas forcément les savoirs académiques. De ce fait, les logiques de production et de validation des savoirs ne sont pas les mêmes selon la finalité qu'on leur donne. Cela pose la question de la place de la production de savoirs répondant aux exigences académiques dans des dispositifs qui se veulent, à des degrés divers, de recherche-action, de leur articulation éventuelle à d'autres formes de production de savoir (réflexions collectives) et de leurs modalités de restitution/traduction auprès des acteurs engagés dans l'action ou dont la contribution est nécessaire pour les dynamiques de changement souhaitées.

Voici donc trois thèmes qui me semblent intéressants à discuter à partir des trois communications. Je vais terminer avec une question plus précise à chacun d'entre elles.

Pour Ayité Mawussi, il me semble que ce serait intéressant d'explicitier quel est le périmètre de votre recherche, ce qu'elle inclut et ce qui est a priori en dehors, parce que cela influe sur la place de cet événement de mobilisation par rapport à votre objet de recherche, et donc ce que vous allez en faire, selon que vous considérez que c'est central ou périphérique pour comprendre les enjeux des relations entre les chauffeurs et l'entreprise. Si c'est périphérique, que cela n'est qu'une façon d'éclairer ce que vos enquêtes vous avaient permis de comprendre sur ce sujet, alors quelques entretiens ou un suivi à distance peuvent suffire. Mais si ça devient une partie même de l'enquête, si la question des mobilisations fait partie dès le départ de votre questionnement sur les rapports entre chauffeurs et l'entreprise, ou si vous décidez de l'intégrer parce que c'est une super opportunité, alors, l'investissement en production de données doit être plus important. Cette mobilisation a été une très bonne opportunité pour établir une relation avec ces acteurs en début de terrain, il fallait effectivement la saisir, ce que vous avez fait. La question devient dès lors : est-ce seulement ou surtout une occasion pour vous légitimer sur le terrain, de développer et renforcer vos relations d'enquête, ou bien est-ce que ça déplace aussi votre objet de recherche ? Est-ce que cette question des mobilisations devient un objet à part entière ? Dans ce cas, il faut la problématiser, et il y a plein de questions derrière, qu'il faut approfondir. C'est ma première question. La seconde porte sur votre participation aux discussions du syndicat. Vous avez dit que vous utilisiez le fait d'être partie prenante des discussions, des réunions, pour apporter vos propres connaissances quand c'était pertinent, tout en essayant effectivement de ne pas trop biaiser – ce qui n'est potentiellement problématique que si vous voulez utiliser ce matériau. Du coup, comment faites-vous sur WhatsApp ? Est-ce que vous intervenez aussi sur les échanges WhatsApp, et de quelle façon ?

Pour Coline Poupeau, vous êtes partie prenante d'une expérimentation qui visait à lutter contre les violences à l'école, et vous avez couplé recherche et intervention dans un montage assez complexe. A la lecture du résumé et à l'écoute de l'intervention, il me semble qu'une des difficultés de ce type de

positionnement, c'est le vocabulaire et les mots qu'on utilise. Parce que le langage par lequel les acteurs parlent du problème et cherchent à y répondre n'est souvent pas celui d'une recherche scientifique, où on a besoin de construire l'objet, donc d'utiliser des concepts, des mots précis, alors que le langage opérationnel est plein de jargon, et c'est normal. « Investissement pour la jeunesse », « entreprise porteuse », et même « climat social », il faut creuser un petit peu pour voir que c'est la question des violences, enfin une partie de la question des violences à l'école qui est la question sur laquelle porte la recherche-action. C'est une difficulté parce que si vous êtes une chercheuse extérieure, vous faites votre travail de construction d'objet, vous raisonnez dans les cadres des sciences sociales, et vous restituez dans ce cadre-là, avant tout à des pairs. Si vous êtes les deux à la fois, chercheuse et animatrice du changement, vous devez jongler et traduire en permanence d'un registre à l'autre. Comment traduire le langage des institutions et leur jargon en description précise, d'abord (« violence à l'école » et pas « climat social »), et ensuite en concepts ? Comment retraduire dans l'autre sens lorsqu'il s'agit de restituer les résultats d'une façon qui doit à la fois être compréhensible par les acteurs, donc pas trop éloignée de leur cadre de référence, pas trop jargonneuse de leur point de vue, et en même temps suffisamment précise et rigoureuse d'un point de vue scientifique ? On l'a aussi vu ce matin, c'est important pour discuter de recherche-actions de bien préciser le montage, l'histoire, la négociation, qui doit participer à quoi. De qui vient la demande ? Est-ce que les acteurs dont on attend un changement sont à l'origine de la recherche-action, et sinon, comment ont-ils été impliqués, à quels stades ? Dans votre cas, on a le sentiment qu'il s'agit en fait d'une association qui a eu l'opportunité de répondre à l'appel à proposition et qui est allée chercher des collègues prêts à jouer le jeu. Sur un autre plan, j'ai trouvé l'exemple de la cartographie du collègue particulièrement intéressant, vous montrez bien comment cela fait émerger des choses nouvelles, plus proches des représentations des élèves et de leur vécu quotidien, et qui n'auraient pas forcément émergé sinon. Cela pose une question intéressante : s'il s'agit d'enclencher des démarches de réflexion, de prise de conscience, d'initiatives, de changement, quelles formes de production de connaissances sont les plus opératoires ? Dans votre expérience, est-ce que les formes classiques d'enquête - diagnostic initial, enquêtes de victimisation, questionnaire, etc. – ont finalement été importantes pour le changement ? Est-ce qu'elles sont nécessaires et jusqu'où ? Le World café et le fait de mettre les gens en situation d'échanger entre eux n'ont-ils pas été finalement plus productif ? Et inversement, comment transformez-vous ce qui se dit dans ces ateliers cartographiques, dans ces World café, en matériau de recherche ? Si vous êtes en position d'animation, comment faites-vous pour être à la fois en position d'animation et en position d'observation ?

Et pour Léo Raymond, votre recherche doctorale se déroule dans un cadre informel revendiqué, avec une exigence éthique sur la recherche fondée sur l'échange qui vous amène à avoir une approche très ethnographique, et même à refuser le principe des entretiens même semi-structurés. Ce qui me pose une question sur la façon dont vous transformez ces observations du partage de la vie

quotidienne en matériau : tenez-vous un journal de terrain détaillé ? Par ailleurs, si j'ai bien compris dans les Alpes, vous n'êtes pas dans la même position qu'en Colombie puisque vous êtes agent de développement local, vous travaillez dans une association, ce qui structure les formes d'interactions que vous avez avec les paysans. Il y a forcément moins de partage quotidien, des espaces d'interactions et d'observations plus limités. On se demande du coup si et jusqu'où ça conditionne la partie des représentations auxquelles vous avez accès ? Vous soulignez aussi l'importance de la prise de distance après la forte proximité, qu'est-ce que cette phase de prise de recul vous a amené à changer dans votre compréhension, votre analyse ? En quoi cela a-t-il déplacé la vision que vous aviez de la situation, des enjeux ? Est-ce que cela a suscité des débats avec vos interlocuteurs au cours des restitutions, aussi bien en France qu'en Colombie ?

Discussion avec la salle et les intervenant.e.s

Ayité Claude Mawussi – Merci pour cette discussion très intéressante. Je reprécise justement le contexte de mon travail. Finalement ce qui m'intéresse ce n'est pas le VTC, mais en fait la réaction d'un écosystème qui préexistait à l'arrivée du VTC. Quand je parle d'écosystème VTC, c'est à la fois l'écosystème des taxis locaux, et le régulateur par rapport à l'arrivée du VTC. Donc en fait il y a deux échelles dans le jeu d'acteurs, donc à la fois un jeu d'acteurs dans un segment particulier, et jeu d'acteurs entre différents segments. Donc à la fois comment réagissent... En fait, ce travail sur les mobilisations, je le faisais déjà, mais en regardant comment ces chauffeurs-là résistaient dans le quotidien aux injonctions de la plateforme, aux algorithmes. Et donc en fait c'est un degré de plus dans cette analyse-là. Il me semble que comme ça c'est beaucoup plus clair. Alors sur WhatsApp, quel statut j'avais ? Donc en fait au début, à la première réunion à laquelle j'ai participé, les leaders de cette mobilisation, ont expliqué aux chauffeurs qui vont m'intégrer à la plateforme. Ce que j'ai fait, c'est qu'entre samedi où j'ai fait les entretiens improvisés, et le dimanche j'ai pris un numéro local que j'ai mis sur WhatsApp, et donc en fait ils m'ont intégré au groupe WhatsApp. Donc en fait j'avais cette possibilité-là de... je ne m'exprimais pas en fait, j'observais juste, et ça me permettait aussi de ne pas être repéré, donc d'avoir finalement un cadre naturel où les gens n'ont pas forcément réagi. Et du coup, chaque deux semaines en fait, tout ce que j'avais pu observer ou ce que j'avais pu lire les soirs ou les matins quand j'avais un peu de temps, les entretiens en fait je, je posais les questions aussi en fonction de ça, je construisais... Donc je posais mes questions : qu'est-ce qui s'est passé ? Qu'est-ce que vous avez fait comme action ? Et cætera, pendant deux semaines, et du coup je revenais sur des points précis qui m'avaient intéressé, sur des flyers ou des actions, voilà. Merci.

Coline Poupeau – Merci pour toutes vos questions. Même si j'ai terminé cette Cifre et cette expérimentation, je suis encore aux prises avec ces questions-là, je démarre l'écriture. Et donc merci

parce que ça me permet encore de réfléchir, et de voir que je n'ai pas encore clairement écrit en fait cette partie réflexive sur mon positionnement dans cette expérimentation. Effectivement, on ne parle pas du tout le même langage, même avec les sociologues qui sont plutôt du côté experts, et donc il y a des enjeux aussi de financement que moi je n'avais pas, je ne devais pas forcément rendre des comptes au financeur, donc forcément ça crée des... pas des tensions, mais en tout cas on ne parlait pas la même langue. J'ai dû me socialiser au monde de l'entreprise clairement. On ne dit pas extrait d'entretien, on dit verbatim. On ne dit pas enquête exploratoire, on dit diagnostic. Donc c'est vrai que pendant la première ou la deuxième année, j'avais un peu l'impression de perdre le langage sociologique. Alors je suis rattachée à l'université de Bordeaux, mais du coup mon terrain est Nantais, et je pense que cet éloignement géographique aussi a joué dans... J'ai dû déménager à Nantes, et il y a eu un contexte aussi plus personnel qui a fait que j'ai eu un peu du mal, et j'ai eu besoin de quelques mois pour me socialiser à la fois au monde de l'entreprise, et aussi me raccrocher au monde de la recherche qui se situe à Bordeaux. Donc c'est vrai que quand je prenais le train, j'avais l'impression de changer un peu de peau et de reprendre mon côté apprentie-sociologue. Après, les lectures m'ont vraiment aidée, notamment les écrits d'Anne Barrère sur la montée des dispositifs, où elle explique la présence des innovations dans le monde scolaire et leurs liens avec des expérimentations, des recherches-actions. Voilà, de lire aussi des travaux ça m'a aidée. Après, oui j'ai plein de regrets sur le montage de la Cifre, sur la manière dont vraiment on cadre administrativement et contractuellement, on contractualise aussi la recherche. Bref... Pour la question sur la cartographie, sur le World café, ces manières de questionner à la fois le terrain, mais aussi les embarquer dans le processus de recherche-action, pour moi c'est... donc comment est-ce que j'ai fait pour traduire cela en matériau ? Déjà j'ai systématiquement pris des notes d'observation, des notes de contexte, c'est assez classique. Des notes de contexte sur l'ambiance, en essayant de différencier ce qui était vraiment des faits que j'observais, et plus aussi mes ressentis dans les différents établissements. Ce qui me permettait de voir par exemple si j'arrive et que je sens qu'il y a beaucoup de tensions, de bruit, en fait dans tous les établissements c'est un petit peu la même chose. Finalement est-ce que c'est vraiment des tensions, est-ce que c'est vraiment ça, ou est-ce qu'en fait c'est la vie d'un établissement, et que c'est comme ça en fait que les élèves agissent et se socialisent. Pour les cartographies, oui j'ai mené beaucoup de cartographies. J'avais la chance d'avoir avec moi la porteuse du projet qui était Maison des adolescents, qui a aussi une formation dans l'animation et cætera, et donc je lui avais demandé quand c'était moi qui menait d'être au fond de la salle et de noter au maximum mot à mot ce qu'elle entendait. Après moi dans ma posture, au moment des débats avec les élèves je notais aussi beaucoup de choses au tableau, et après je prenais en photo à la fin le tableau. Voilà, j'ai mis en place des stratégies classiques de chercheur, chercheuse, et c'est comme ça que j'ai pu traduire ça en matériau. Et sur la question du World café, c'était vraiment pour impliquer les personnels, même si du coup moi j'étais dans ces petits ateliers, et en fait je notais dans mon carnet ce que les enseignants racontaient, notamment les questions de justice scolaire, il y a des

mots qui revenaient souvent, des petites expressions qui revenaient souvent, et ça je le notais. Voilà, pour répondre. Merci en tout cas pour ces questions.

Léo Raymond – Sur la question de comment je traduis la donnée dans l'analyse, effectivement en étant tout le temps immergé dans le terrain, je ne me balade pas forcément avec un carnet, donc je ne note pas sur le coup forcément ce qu'on me dit. Il y a sûrement beaucoup de choses qui se perdent en chemin, mais la force de l'immersion c'est qu'on revient des fois sur les sujets, et puis il y a cette assignation d'attente dont je parlais tout à l'heure, qui permet en fait de recadrer certains discours que j'ai bien notés, que j'ai en tête dans un contexte plus général. Ne serait-ce que par exemple pourquoi ils en arrivent à travailler avec les arbres, pourquoi ils revendiquent une forme d'agriculture paysanne, et cætera ? ça vient de leur perception aussi qu'ils peuvent avoir des institutions, de la ville, du capitalisme, de tout un tas d'autres sujets qui sont annexes, mais en même temps directement reliés à la question de l'arbre. Bon je ne vais pas m'étaler sur le sujet. Ensuite, voilà je note tout ce que je peux sur un carnet. Ensuite j'utilise aussi, je vais faire un petit détour sur la question de la carto parce que j'aime beaucoup l'analyse spatiale. Représenter en fait pourquoi ils vont avoir tel arbre à tel endroit, pourquoi ils ont fait une plantation là, pourquoi ils ont ouvert la forêt à tel endroit. Et c'est vrai que souvent j'imprime des photos que je prends par drone qui me permettent en fait d'avoir non pas une vue écrasée par satellite, mais une vue un peu oblique, et donc de remettre du relief et aussi de l'humain dans la cartographie. Mais ça m'est aussi arrivé d'utiliser quand je n'avais pas le drone qui a été payé par le travail et a aussi servi à la recherche. Et du coup ces photos-là je les ai utilisées un peu comme de la photo-interprétation avec les paysans, dans le sens où je les ai positionnés dans une forme de co-analyse. En fait l'idée c'était de les faire parler sur quelque chose qui parlait en soi, l'image, et donc qu'ils m'expliquent, et qu'ensemble, dans une forme de discussion, on essaie de mettre sur le papier pourquoi ils avaient tels usages d'espaces arborés à tel endroit. Donc ça, ça m'est arrivé. Quand je disais que je ne faisais aucun entretien autour d'une table, c'est vrai et c'est faux à la fois. Aucun entretien dans le sens, vraiment formalisé. J'ai beaucoup de photos satellite qui sont remplies de tâches de café, de fromage et cætera, parce que souvent on le fait autour d'un repas de manière très spontanée, ou alors on va le faire parce qu'on fait une visite de ferme autour d'une activité, et je dégaine un peu la photo, et les mains pleines de terre on parle dessus. Mais voilà, le côté informel pour moi il est très important, et le côté nourriture, repas, parce que c'est un côté convivial qui par la force des choses crée de la relation et de la confiance. Donc voilà, j'utilise ces deux formes de données, ce qu'eux vont représenter ou me dire, et je le replace dans un contexte de lecture, d'analyse. Donc ça c'était la première chose, et ensuite la deuxième question vient de m'échapper, mais sur la question de l'engagement, de comment je sors du terrain, je ne suis pas encore nécessairement dans cette phase-là, je pars faire mon dernier terrain en Colombie. Je parlais du temps long tout à l'heure, en plus d'y aller en avion, ça me semble idiot de travailler sur les impacts du changement climatique sur l'agriculture et d'y contribuer bêtement parce

que l'université me demande de le faire dans un temps relativement imparti. Je ferme la parenthèse. Donc sur la question de l'aménagement de la sortie, c'est une grande question que je me suis beaucoup posée puisque j'habite sur mon terrain préalpin, et chez moi où j'habite, mon lieu de vie, c'est aussi un lieu de passage des paysans, qui viennent, qui s'arrêtent boire un café. On fait des réunions chez moi parce qu'on n'a pas forcément d'autre lieu de réunion, et cætera. Je ne suis pas vraiment agent de développement local, ce n'est pas du tout la posture que j'ai dans le sens où je n'ai pas de bureau, et je considère que mon bureau c'est les deux vallées dans lesquelles je travaille. Donc je suis la majorité du temps chez les agriculteurs-même, ou en train de discuter avec des élus, des habitants ou d'autres associations pour d'autres questions, parce que je ne travaille pas que sur la question de l'agriculture et de la forêt. Mais du coup, effectivement je suis toujours, entre guillemets, un peu perturbé par les entrées et les sorties à la maison, donc j'ai décidé de m'éloigner du terrain sans m'éloigner, dans le sens où je déménage à l'autre bout de la vallée, tout simplement. Il y a 40 minutes de route entre les deux, donc je vais vivre chez des paysans que je connais, qui font partie aussi de la thèse, mais c'est un endroit qui est au bout d'une piste et qui n'est plus un lieu de passage nécessairement. Donc ma sortie, elle s'est faite comme ça, et puis elle s'est faite aussi tout simplement parce que je pense que la confiance que je peux avoir dans les relations avec les paysans, ça a été aussi un socle pour moi pour amener ce décentrement du regard, dans le sens où je n'avais pas forcément peur du regard qu'ils allaient poser sur mon travail. Et je me disais dans tous les cas il faut que je sois honnête aussi avec eux, dans les discours et pratiques qu'ils me mettent en avant. C'est ce que je disais tout à l'heure, ils veulent mettre en avant certaines choses, et il y a des choses qui ne sont pas forcément mises en avant, et du coup mon travail c'est aussi de mettre ça sur la table. Et je pense que l'amitié, d'une certaine manière – c'est Devereux qui parlait d'amour avec le terrain - c'est aussi ce socle pour se dire, voilà, notre relation elle ne dépend pas de ces relations professionnelles terrain-chercheur, et à un moment donné parce qu'on a cette base de confiance on peut aussi amener du débat et du conflit. Et c'est vrai que des fois j'ai des débats qui sont très... pas houleux, mais on n'est pas du tout d'accord sur la manière de faire, que ce soit dans la ferme, ou la manière qu'ils ont de s'engager sur le territoire, ou des relations avec d'autres acteurs, et cætera. Et ça on le met sur la table, on en débat. Ça me sert aussi comme matériau pour ma propre recherche, mais voilà, à un moment donné, une fois que ma place n'était plus en jeu entre guillemets, ça m'a aussi libéré dans mes relations avec les paysans.

Question de la salle – J'ai une question pour Léo. On a parlé de la sortie du terrain, et je voulais une précision sur l'entrée dans le terrain, parce que vous dites que vous maintenez un flou sur votre présence et sur le cadre de la recherche. Je pense qu'il y a derrière aussi un problème d'éthique en fait, vous vous introduisez comment sur le terrain ? Les gens savent que vous êtes chercheur, ou pas du tout ?

Léo Raymond – Oui, en fait c'est compliqué de répondre en 15 minutes parce que dans mon cadre de recherche de thèse c'est beaucoup plus clair que quand je suis rentré pour la première fois sur mon terrain colombien, et de comment je suis entré sur mon terrain préalpin pour la première fois. Au début il n'y avait pas de terrain en fait, tout simplement j'arrive en Colombie, j'avais dans l'idée d'analyser les relations entre l'Etat, la guérilla et les paysans, et comment ça faisait territoire. Je rentre en contact avec une association, je participe à une assemblée générale de cette association-là...

Question de la salle – Vous vous présentez comment en fait ?

Léo Raymond – Je me présente en tant qu'étudiant, je suis en fin de licence, je n'ai pas commencé mon master, je suis un peu dans l'entre deux mais je suis étudiant. De toute façon c'est la casquette en Colombie qui est la plus facile parce qu'effectivement doctorant, chercheur, et cætera, ce n'est pas toujours très simple la différence. Et on me dit : qu'est-ce que tu peux nous apporter ? Je rigole et je réponds : je peux faire de la carto. Donc voilà, c'est comme ça que c'est un peu le laisser-passer, la carto, la première fois. Ensuite sur mon terrain pré-alpin, je suis en train de construire mon projet de recherche, il y a une offre d'emploi qui sort, j'y réponds, et du coup pendant un an je travaille pour cette association pour laquelle je continue à travailler. Et c'est au fur et à mesure de la construction du projet de recherche et des discussions avec les financeurs qu'on décide que là où je travaille en ce moment deviendra mon terrain. Ça n'était pas un terrain. Donc j'ai d'abord été présenté comme quelqu'un qui travaillait dans le cadre de cette association citoyenne, mais qui n'a pas de bureau. C'est un cadre un peu informel là aussi d'une certaine manière, et avec les paysans au début... pendant la phase de construction de la recherche, c'est vrai que c'est resté d'abord plus ou moins flou, parce que je n'avais pas de projet de recherche, je n'avais pas de financement. Je n'allais pas dire que j'étais doctorant et que je travaillais sur tel sujet, je n'avais pas de financement. Et c'est au fur et à mesure, aussi bien en Colombie qu'en France...

Question de la salle – Je pense que la question du financement, enfin je veux dire il y a plein de gens qui ont fait leur thèse sans financement en allant sur le terrain, ce n'est pas le financement qui va faire le chercheur.

Léo Raymond – Non non, mais dans le sens où j'ai d'autres activités à côté, et ces autres activités c'est ma casquette principale. Donc je me présente d'abord en tant que salarié de cette association-là, et je travaille avec eux. Et au fur et à mesure du projet de recherche, la casquette de chercheur arrive aussi sur la table. Donc elle se clarifie en fait dans les processus. Je ne me présente

pas au début comme ça, mais petit à petit cette casquette arrive sur la table, et dans tous les cas on oscille un peu entre les deux avec les paysans, en France du moins, on est toujours entre la casquette du salarié, donc personne ressource, et la question du chercheur. Et en Colombie on est clairement dans la posture de chercheur, donc là c'est beaucoup plus clair. Et même moi, une fois que j'avais plus confiance en moi aussi dans la manière de rentrer en relation avec les paysans, j'ai clarifié le sujet de recherche, qu'est-ce que j'étais venu voir, qu'est-ce qui m'intéressait de voir, sur quoi je travaillais, sur quoi ça allait déboucher en terme de production aussi, *et cætera*. Et du coup il y a une relation beaucoup plus apaisée aussi, puisque le cadre flou permettait de toucher plein de sujets, mais en même temps il fallait naviguer tout le temps, et là du coup c'est beaucoup plus apaisant.

Question de la salle – Bonjour, je m'appelle Léa, je suis docteure en géographie et urbanisme, et aujourd'hui je suis animatrice pour un programme de recherche qui est une recherche-action partenariale avec l'université, qui s'appelle le Popsu (Plateforme d'observation des projets et stratégies urbaines), et je suis employée pour la plateforme Grand Paris. La question que je me pose et que je vous pose, elle rejoint celle qui a été soulevée de l'utilité sociale, et je dirais même de l'utilité politico-sociale, qui est associée au travail de recherche. J'ai l'impression qu'il y a une forme de malaise face à l'idée d'une recherche qui serait futile, et qui n'apporterait rien. Et ma question c'est : est-ce que c'est à nous de déterminer l'utilité de la recherche, ou est-ce qu'on pourrait laisser nos interlocuteurs de terrain, mais aussi financeurs, décider de ce qu'ils prennent et de ce qu'ils ne prennent pas de la recherche, et en fait se décharger un peu de cette question de l'utilité ?

Léo Raymond – Je tente quelque chose. Effectivement c'est une très bonne question, dans le sens où moi j'y suis arrivé, pour cette question de la représentation de ce que pouvait être l'extractivisme scientifique, je me suis dit : à qui je sers en fait ? On est quand même payés par des financements publics, on consomme d'une certaine manière un peu de temps au terrain, aux acteurs de terrain. Et c'est vrai que ma position, ma manière d'être bien sur le terrain, c'est de me dire je vais rechercher un minimum d'utilité. Donc au moins de mettre sur la table toutes ces relations un peu de conflit entre les gestionnaires forestiers et les paysans à propos de ce que doit être la gestion forestière, de ce que doit être le territoire. Pareil avec les gestionnaires d'espaces protégés. Je ne suis pas en train de dire que tel ou tel acteur fait mieux qu'un autre, mais l'idée c'était de poser à plat ce panorama, et là les acteurs décident eux-mêmes de ce qu'ils en font. Pour moi, d'avoir une photo à un instant T de ces relations de pouvoir entre acteurs, c'est juste la production de mon travail, après ils se l'approprient, ils ne se l'approprient pas, d'une certaine manière ça m'échappe. Je ne vais pas aller lutter pour tel ou tel acteur au sein d'une institution directement, ce n'est pas forcément ma position. A côté par contre, effectivement, toutes les connaissances que je peux acquérir à propos de la gestion paysanne

de leurs fermes, ça on va l'utiliser pour le montage de projets par exemple. Donc en fait il y a une utilisation de la connaissance scientifique à des fins pratico-pratiques derrière. En fait, il n'y a pas une seule posture, en tout cas dans mon cas. En Colombie, c'est vrai que c'était beaucoup plus, c'est beaucoup plus militant d'une certaine manière, dans le sens où mon travail est directement approprié par les paysans comme une manière de revendiquer leur place face aux gestionnaires des espaces protégés. Et ça j'en ai conscience, je le sais, et ça me permet aussi d'avoir un peu du recul par rapport à ça, dans le sens où les discours qu'ils vont véhiculer sur leur manière, leur bonne manière de gérer l'environnement, je sais qu'elles s'inscrivent dans des relations de pouvoir sur leur pérennité en termes de présence dans le territoire. Et que du coup c'est toujours un discours vis-à-vis de l'Etat, vis-à-vis des gestionnaires. Je ne sais pas si ça va comme bricolage de réponse...

Ayité Claude Mawussi – Merci pour cette question. Moi ça me permet de revenir sur comment j'en suis arrivé à faire ma thèse. En 2017 j'ai fini mon premier master en sociologie, et on me proposait de faire une thèse sur Ibadan sur la question des transports. Sauf que dans mon mémoire j'avais travaillé sur la mobilité de ceux qui habitent les périphéries, et je me suis rendu compte que c'est ces personnes qui ont des problèmes, notamment sur Lomé au Togo, et je me suis rendu compte que si c'est personnes-là ont des problèmes de mobilité c'est parce que l'urbanisation a précédé la planification. Une planification qu'on n'a pas exécutée, et les gens se sont retrouvés dans les périphéries sans ressources urbaines, au sens de services du quotidien, de proximité, et sont obligés de se déplacer. Et donc je me suis posé deux questions : est-ce que je fais une thèse en continuité de ce sujet-là pour arriver à la même conclusion au bout de trois ans, ou est-ce que du coup je vais chercher des outils plus pratiques pour avoir peut-être un impact sur l'action. Donc je suis parti faire un master de prospective territoriale puis un master d'urbanisme avant de faire ma thèse. Donc c'est pour dire qu'on n'est pas obligé dans une thèse de dire telle chose peut être utile pour telle association, pour telle structure. Mais je pense qu'à un moment, enfin je ne sais pas, pour moi la question s'est posée de : oui je fais de la recherche, je passe du temps à faire des entretiens, retranscrire, à écrire, faire des colloques, être financé... Quand il y a des gens qui vont se taper deux heures de temps, de bricoler pour aller travailler pour un salaire qui n'est même pas le smic. Enfin voilà, la question s'est posée pour moi comme ça, mais dans la pratique, non pas que je ne m'interroge pas, mais je ne me dis pas que telle partie peut servir à tel élément. Après je sais que concrètement, par exemple toute la partie que j'ai fait sur la structuration du marché du VTC peut par exemple servir à l'Etat pour la régulation par exemple. J'en suis conscient, et après s'ils s'en servent, tant mieux, mais... Enfin je ne sais pas. Juste pour parler de comment j'en suis arrivé à ce questionnement-là, et puis voilà.

Coline Poupeau – Du coup en étant insérée dans une recherche-action où il y avait quand même dans le cahier des charges l'idée de déterminer des outils probants ou des pratiques probantes que l'on peut disséminer sur tout le territoire, même transformer en formation parce qu'après ce soit des pratiques un peu plus communes, et cætera, donc évidemment que j'étais financée en partie par le cabinet de sociologues qui avait prévu ça, j'étais dans cette démarche-là malgré moi en fait. Parce qu'après quand j'ai réussi à me dégager un petit peu de cette Cifre et à mener mon propre... Je l'ai mal dit ! à mener ma propre enquête, et à me réapproprier tout le matériau accumulé pendant ces trois-quatre ans de Cifre. Enfin dans ma thèse je ne me dis pas quelles sont les bonnes pratiques qui favorisent le climat scolaire, je ne dis pas d'ailleurs que tel établissement a un mauvais climat scolaire ou un bon climat scolaire, mais je questionne les capacités de changement et d'action des acteurs vraiment en contexte local professionnel. Et voilà, je ne me rends pas simplement compte de ce que vont dire les acteurs, mais je vais aussi proposer une analyse sur le changement simplement en contexte scolaire, et voilà, je ne vais pas plus loin que ça.

Ayité Claude Mawussi – J'ai une question pour Léo. Quand vous avez montré une cartographie des leaders qui ont été tués, est-ce que ça ne vous fait pas peur ? Moi je me suis retrouvé face à ça quand j'ai entendu des chauffeurs me dire... enfin, me mettre la pression. Alors j'ai tenu à faire l'enquête quand même en me disant je vais jongler, je vais essayer de les mettre en confiance. Mais comment gérer peut-être la peur de ces groupes, je ne sais pas si ils sont terroristes ?

Léo Raymond – Ils sont classés comme groupes terroristes, que ce soit les guérillas ou les groupes paramilitaires. On sort peut-être un peu du cadre, mais personnellement je n'ai jamais eu peur, j'ai plutôt eu peur pour les gens avec qui j'étais sur le terrain, tout simplement parce que, on ne va pas se mentir, le passeport français donne une forme de protection. Avoir un français dans le territoire, pour en avoir discuté avec la guérilla, il n'y avait aucun risque qu'il y ait une attaque sur moi personnellement, que ce soit de la part de la guérilla ou d'autres groupes... Alors aucun risque, on peut enlever le mot aucun – il y avait moins de risque d'attaque sur moi que sur des paysans. Donc la peur elle n'était pas pour moi, pour mon intégrité physique, mais elle a été dans plusieurs situations, dans des cas où on a été contrôlés par l'armée, dans des cas où j'étais des territoires paramilitaires avec des paysans associés du coup par l'Etat et les paramilitaires à la guérilla, tout simplement. Et du coup c'est quand même visible quand je suis présent sur le territoire, et du coup je rends visible certaines personnes dans le territoire, certains leaders d'associations, et le danger en fait il est plus sur eux. Et là on bascule sur une autre question dont on ne parle pas quand on parle de la théorie de comment on va faire du terrain, c'est la gestion émotionnelle avec les acteurs de terrain, en contexte de guerre qui plus est, et effectivement j'ai eu à dealer avec certaines choses puisque des gens avec qui j'ai travaillé ont été assassinés – pas parce que j'étais là hein, mais du coup pour leur travail de

dirigeants sociaux. Et ça il faut l'encaisser, il y a des liens d'amitié qui se créent et qui sont arrêtés brutalement par la violence, et ça on ne nous y prépare pas. De toute façon je pense que toute préparation théorique sur ce sujet n'est pas une préparation. Mais voilà, la peur elle était plus dans ce cadre-là quand je travaillais vraiment sur des questions de conflits armés très fortes. Aujourd'hui en Colombie en tout cas, cette question du conflit armé, elle est toujours présente, mais je ne travaille plus directement avec la guérilla sur ces questions-là.

Session 3 – Trajectoires militantes et stratégies de recherche : des regards réflexifs (Discussion : Jean Vettrains, CCFD-Terre Solidaire)

De l'engagement à la recherche : positionnement, détours et construction réciproque – Oriane Sebillotte (EHESS, Géographie-cités, ICM)



© Oriane Sebillotte

Merci au comité d'organisation et au comité scientifique de me donner l'opportunité de communiquer aujourd'hui. Je suis doctorante depuis octobre 2022 à Géographies-cités. Je suis en début de thèse et je vais donc plutôt parler de mon parcours avant et du début du terrain [de thèse]. Ma thèse porte sur l'effet de l'organisation des Jeux Olympiques 2024 sur les campements et les squats de personnes migrantes dans l'agglomération parisienne. Elle fait suite à mon sujet de mémoire qui portait sur la reconfiguration des campements en Ile-de-France entre 2020 et 2022.

Ces deux sujets sont issus d'un engagement associatif. Le sujet de mémoire a aussi été choisi pour une raison pragmatique puisque j'ai commencé en 2020 le Master Migrations, au moment des confinements et on m'a encouragée à prendre un sujet qui serait assez facile d'accès. Donc, ça fait suite à mon engagement associatif depuis 2016 dans l'association Paris d'Exil, qui milite avec et qui soutient les personnes migrantes dans l'accès à leurs droits, et pour l'évolution de ces droits. Lorsque je suis entrée en master, ça faisait déjà quelques années que j'étais dans le milieu associatif. Ça coïncidait avec des réflexions sur les limites de l'engagement, notamment le fait d'être pris par les

urgences, de ne pas avoir le temps de mener forcément des grosses campagnes de plaidoyer, etc., d'être confrontée à des situation qui était un peu sans issue, et un contexte législatif et policier qui rendait plus complexe le terrain. Je me disais que déjà c'était très intéressant en soi de faire de la recherche, et que c'était aussi une façon de contextualiser un peu un sujet que je connaissais depuis quelques années, d'avoir une autre approche, de prendre du recul sur ce sujet et sur ce terrain. Et donc ça m'amène à cette question aujourd'hui : dans quelle mesure cette implication a des effets sur la manière de mener une recherche, mais aussi sur celle de militer.

J'ai ce parcours qui fait que je ne peux pas trop deviner en quoi ça modifie la manière de faire de la recherche, mais je le découvre au fur et à mesure. Je pense qu'il y a des questionnements qui se retrouvent beaucoup quel que soit le parcours préalable [en recherche ou dans le milieu associatif], parce que sur le terrain on est confrontés tous à peu près aux mêmes questions. Ça fait écho à des discussions qu'on a eu ce matin. Donc tout d'abord ce qui m'a frappée, c'est qu'il y a une continuité dans les pratiques et les positionnements entre le milieu associatif et le milieu de la recherche. Les questions de réflexivités sont très présentes, il y a de très forts enjeux de positionnement de la part des personnes associées à des associations et des militant·es sur le terrain, de réfléchir aux relations asymétriques, aux enjeux de pouvoir, aux schémas de domination, etc., et elles se posent la question du positionnement sur le terrain.

Il y a aussi une même démarche de compréhension et de production de connaissances, avec beaucoup de recherches qui sont menées dans le milieu associatif, avec les mêmes outils que ceux de la recherche, dans des enquêtes qui ne sont pas de la recherche-action, mais plutôt des enquêtes hybrides, menées à la fois par des gens du milieu de la recherche et du milieu associatif.

Démarches de compréhension et de production de connaissances

- Mieux comprendre et connaître pour mieux agir
- La recherche comme outil de plaidoyer
- Enquêtes hybrides, exemple : *Les oubliés du droit d'asile* (Action contre la faim et al., 2021)



- ❖ du 1er au 15 juin 2021
- ❖ 5 lieux, 9 associations
- ❖ plus de 80 bénévoles mobilisés et formés
- ❖ 525 questionnaires quantitatifs réalisés
- ❖ 95 entretiens qualitatifs



© Oriane Sebillotte

Là, par exemple, c'est une enquête qui s'est déroulée en 2021, qui était commanditée par neuf associations, mais coordonnée par une doctorante [Pauline Doyen, Inalco, CESSMA, fellow ICM], et avec des bénévoles formé·es par des doctorant·es, et avec l'association ACF (Action contre la faim) qui s'occupait aussi de toute la partie quantitative, donc des questionnaires etc. Et finalement c'est une recherche qui a eu beaucoup d'enquêté·es, beaucoup de résultats. Il y a cet intérêt de comment les associations avec leur ancrage terrain, et la forte mobilité que peuvent avoir les bénévoles, les interprètes, etc., peuvent aussi être une ressource pour le milieu de la recherche. Quand les deux s'allient, il y a une autre utilité des outils. Par exemple, c'est individuel, mais pour l'association Paris d'Exil j'avais commencé en 2019 à faire des illustrations pour sensibiliser et visibiliser les situations sans avoir recours à la photo et à la vidéo, aussi pour avoir une sorte de "mise à distance".



Continuité des outils, de la sensibilisation à l'analyse

- Des représentations visuelles pour sensibiliser
- Des outils méthodologiques employés pour l'analyse et la restitution des données ethnographiques (Ruffiner et Vinck, 2019)

© Oriane Sebillotte

C'est vraiment un outil plutôt de plaidoyer, de sensibilisation, et quand je suis rentrée en master j'ai réalisé que c'était aussi des outils méthodologiques qui permettent d'analyser, et c'est devenu une vraie partie de ma méthodologie, parce que ça permet – au-delà juste de la restitution des données de terrain – ça permet aussi de les analyser. Et cela correspondait aussi à une question d'éthique, parce que ces dessins permettent de ne pas arriver avec un appareil photo, qui parfois peut être intrusif sur ce terrain-là. Ça permet aussi de protéger l'anonymat des enquêté·es à travers d'autres formes de documentation. Donc ça c'est plutôt l'aspect recherche, mais aussi associatif. Pour les associations, en choisissant les focales, en se posant la question de qu'est-ce qu'on représente, de comment on le représente, ça permet de ne pas véhiculer à chaque fois les mêmes images de campements un peu essentialisantes et qui peuvent être stigmatisantes.

Mais entre le milieu de la recherche et le milieu associatif il y a quand même une finalité propre à chacun qui nécessite de se repositionner et de se réajuster, c'est ce que j'ai un peu découvert

pendant le master, et là beaucoup avec le terrain de thèse. Notamment sur les pratiques d'enquêtes, on a parlé ce matin des questions de temporalité, souvent on dit que la temporalité de la recherche est très longue et que du coup ce n'est pas la même temporalité que le milieu associatif. Mais, à l'inverse, typiquement sur la question des relations d'enquêtes, les personnes enquêtées, il faut assez vite poser des questions, avoir des contacts pour faire les entretiens, etc., ce qui va à l'encontre d'une formation associative qui est de ne surtout pas être intrusif, de faire attention justement au "don, contre-don", comment les personnes nous perçoivent et comment du coup en posant les questions elles se sentent obligées de répondre. Donc vraiment il y a un équilibre à trouver entre une éthique associative et les obligations de l'enquête.

Après, ça aussi ça a été dit, c'est un peu inévitable, mais la perception qu'ont les personnes sur le terrain de qui ont est et l'identité qui nous est assignée, on n'en sort pas. Et le fait de venir du milieu associatif et avoir des réflexes associatifs, de donner des informations, de donner des conseils, etc., ça nécessite de se repositionner à chaque fois, de se rappeler que pour mener une enquête il faut poser des questions, et il faut sortir de la posture associative. Et ça aussi ça a été un enjeu au début de réussir à comprendre, de réussir sortir de la position « confortable » pour moi du terrain sur lequel j'étais depuis longtemps, et sur lequel j'avais une façon d'accéder, d'interagir, etc., et de comprendre comment je pouvais transformer ça, enfin en tout cas, réussir à trouver un équilibre pour aussi réussir à poser les questions qui m'intéressent pour mon sujet de thèse.

Ça pose aussi d'autres questions, mais là je ne sais pas comment ça va se résoudre ou pas, mais c'est l'accès aux institutionnels. Le fait d'être identifiée comme quelqu'un qui vient du milieu militant – je pense qu'il y a toujours moyen de quand même trouver des entretiens – mais ce n'est pas la chose la plus évidente à faire parce qu'on est assigné à cette position-là. Et à raison aussi, enfin je n'en ai pas discuté avec eux, mais j'imagine que par exemple une personne de la Préfecture de région ne voudrait pas forcément me donner certaines informations en entretien, parce que si elle a connaissance de ma position sur le terrain elle se dirait que je pourrais passer ces informations aussi aux associations. Éthiquement je ne le ferais pas, mais je comprends aussi que ce soit plus délicat pour eux.

Ça m'amène à la distance, qui a été aussi évoquée par Léo. Pour le coup, étant depuis longtemps sur ce terrain, peut-être que je me trompe, mais j'ai l'impression qu'il y a une forme de banalisation du regard. C'est-à-dire que je suis tellement habituée à ce que je vois que du coup je ne saisis plus ce qui peut être étonnant. J'ai développé un truc pour essayer de contourner ça, c'est de demander aux personnes qui viennent d'arriver sur le terrain ce qu'elles pensent, comment elles se sentent sur le terrain, pour essayer de me rappeler aussi qu'est-ce qui était étonnant pour moi quand je suis arrivée. En même temps, je trouve ça intéressant parce que ça permet d'aller chercher encore plus loin, grâce au fait qu'il y a déjà tellement de choses qui ont été banalisées.

Ça aboutit aussi à cette question de l'extractivisme – alors moi je ne l'ai pas dit comme ça, j'ai parlé d'utilitarisme. Le fait de venir avec cette posture de recherche sur un terrain connu, ça fait que les personnes connues au préalable deviennent des potentielles enquêtées. Des événements auxquels on est habitué deviennent un terrain d'enquête. Et donc, il y a une forme de mise à distance qui donne parfois un sentiment d'utilitarisme. Et il y a un équilibre à trouver pour réussir à temporer

entre l'implication sur le terrain qui peut être un peu forte en tant que militante, qui nécessite de prendre du recul pour ne pas retomber dans les travers des urgences, qui ont fait que quand je suis allée vers la recherche je me suis dit : super, ça va me permettre justement de prendre de la distance, du recul. Et en même temps cette mise à distance devient très forte d'un coup. Les événements deviennent des événements à regarder, à observer, à analyser, et non plus des éléments sur lesquels, comme dans le milieu associatif, il faut réagir, construire un plaidoyer à partir de ça. Donc c'est deux pôles que là je suis en train de découvrir, comment les agencer et ne pas me perdre dans l'un ou dans l'autre.

C'est aussi que le fait de connaître les dispositifs, les leviers à utiliser, à activer, ça permet de porter des plaidoyers qui sont peut-être plus construits, mais ça mène aussi à –par exemple quand je discute avec des médias, eux vont demander pourquoi est-ce qu'il y a ces personnes qui sont envoyées vers tel endroit ? J'aurais envie, maintenant que je connais mieux les dispositifs, l'historicité de tout ça, j'aurais envie de tout expliquer, et je vois bien que ça ne fonctionne pas, que ce n'est pas ça qu'ils attendent. Et donc ça c'est aussi un des enjeux, la parole militante et la parole de la recherche, ce n'est pas du tout la même chose. Je pense que l'équilibre des deux est très intéressant, comment on allie ces deux pôles? L'articulation des deux approches est très intéressante. Ça fait écho à ce que Florent Chossière appelle « l'heuristique de l'inconfort » dans sa thèse. Ce qui fait malaise sur le terrain, qui est inconfortable. Pour moi cette double position que j'essaie de comprendre, sur laquelle j'essaie de réfléchir, elle me pousse à être réflexive et à aller plus loin dans toutes ces questions-là.

C'est aussi que je pense que le fait d'avoir une formation associative avant, ça permet un contre-don pour les enquêté·es qui n'est pas négligeable, en pouvant donner des conseils, des informations. Typiquement, dans les entretiens les personnes sont tout le temps en demande de conseils sur les procédures, et ça c'est aussi quelque chose à négocier. À la fin de l'entretien, si jamais la personne a des questions relatives à ça, et qui ne fait pas partie des questions que moi je pose, je peux les orienter, je connais les acteur·rices, les dispositifs, ça me permet ce contre-don.

Et après l'autre partie, ce n'est pas un don, mais je trouve que le fait d'avoir une activité militante à côté de ma recherche, ça me permet de moins me sentir piégée dans ce sentiment d'extractivisme, d'utilitarisme. Ça atténue la question des résultats et de la temporalité de la thèse. Je vais dans des associations faire des choses qui ne rentrent pas dans le terrain de recherche mais qui me permettent de me dire que j'ai une action [par exemple de plaidoyer] par ailleurs pour les personnes sur le terrain, et que ce n'est pas juste leur donner des infos.

Comment en vient-on à la friche? Exploration des engagements de chercheur·euse·s pour/avec/sur leur terrain. – Pavel Kunysz (Université de Liège, NdrscrLab)

Présente au nom d'un collectif composé par Cécile Mattoug (Université de Nanterre, Lavue, Larep, Ressources), Luca Piddiu (Université de Genève), Estelle Grandbois-Bernard (UQAM) et Joris Maillouchon (UQAM)

Bonjour. Merci de cet accueil. Pour me présenter très rapidement, je suis architecte et sociologue et je suis en finalisation d'une thèse en architecture à l'université de Liège. Je suis aussi, on peut le dire dans ce contexte je pense, coprésident de la fédération LGBTQIA+ de Wallonie, et d'une association régionale de défense du droit à la ville et du débat urbain. Ce sont trois casquettes que j'articule d'une façon ou d'une autre. Aujourd'hui je représente effectivement ces cinq chercheuses et chercheurs avec qui on a travaillé, en collaboration avec un collectif de dix autres chercheurs et chercheuses, pour aborder cette question des liens entre recherche et engagement dans un terrain particulier qui est celui des friches urbaines.

Alors en effet, si les friches ont longtemps été des objets de recherche technique, depuis les années 1980 elles sont de plus en plus intégrées dans le champ des études socio-environnementales. Dans celles-ci, les auteurs et autrices mettent souvent en valeur la biodiversité de ces figures-là, on pense notamment à Gilles Clément, mais aussi une forme de socialité, une forme d'organisation, une politique spécifique, qui sont propres à des luttes socio-environnementales.

Une part de ces auteurs et autrices se font observateurs de ces phénomènes socio-environnementaux, et par là même, ils attestent souvent d'une forme de sympathie et de proximité aux convictions des collectifs investis, voire aux valeurs qu'ils défendent. Ceux-ci, celles-ci, engagent des recherches descriptives de ces phénomènes qui leur sont proches et dans lesquels ils ne cherchent pas à intervenir.

Pour autant, ces recherches sont aussi souvent des tentatives de réponses aux crises écologiques, sociales, démocratiques, dont l'importance n'a fait que s'amplifier années après années. Ainsi, nombre de ces chercheurs et chercheuses défendent la conservation de ces espaces – les espaces en friche – dans une perspective de préservation du vivant et de lutte contre l'artificialisation des sols. On pense ici aux travaux de Marion Brun par exemple du collectif Inter-friches. Entre ces personnes qui vont s'allier aux mobilisations, qui luttent, il y a aussi des chercheurs qui s'allient aux mobilisations, qui luttent contre les nombreux projets d'aménagement dont les friches font l'objet. Là on pense notamment aux travaux de Cécile Mattoug qui a soutenu sa thèse il y a deux ans. Donc les croisements entre recherche scientifique et activisme local et éco-social sont saillants et il n'est pas

rare de voir ces chercheurs et chercheuses revendiquer ouvertement des perspectives politiques à leurs travaux scientifiques, fonder ou intégrer des collectifs de luttes.

En fait l'objet de la friche et les chercheurs "en friche" a constitué pour nous un terrain idéal pour répondre concrètement aux alertes rhétoriques et critiques de rapprochement entre recherche et activisme, et qui est au fondement notamment des interrogations de cette journée d'études. Nous avons cherché à nous saisir de ce contexte-là pour comprendre sous quelles modalités se déroule ce rapprochement: ce que notre activisme fait à la recherche, et ce que nos recherches font aussi à l'activisme.

- Protocole

Notre collectif était donc composé de quinze chercheurs et chercheuses issu·es de divers champs disciplinaires. Nous nous sommes rassemblé·es du 5 au 10 juin 2023, il y a quelques mois, lors de ce que nous avons intitulé « L'école de la friche à défendre ». Ensemble nous avons étudié pendant une semaine une friche industrielle qui fait l'objet d'une forte mobilisation dans le quartier d'Hochelaga à Montréal. A cette occasion, nous avons documenté concrètement le rapport à la recherche et à l'activisme en tant que jeunes chercheurs et chercheuses, certains moins jeunes que d'autres, investi·es dans les friches urbaines. Cela nous amène aujourd'hui à vous présenter ici quelques éléments ressortis de la confrontation de nos parcours de recherches et perspectives. Lors de cette présentation, nous allons vous présenter quelques manières dont ces chercheurs et chercheuses, dont nous faisons partie, gèrent les rapports entre engagement et production de savoirs dans leur recherche, sur les friches.

Très rapidement, je vais d'abord prendre une minute pour présenter les intentions de cette rencontre. Inter-friches est un réseau et un projet de recherche interdisciplinaire et international - que vous connaissez peut-être ici à Paris, qui n'est pas toujours connu partout - qui est soutenu par le Collège international des sciences territoriales, et dont le programme vise à comprendre les multiples regards disciplinaires qui sont portés sur les friches, et à construire une vision transversale au sein du collectif. Pour sa deuxième phase de programme, le collectif Inter-friches a placé justement au cœur de ses interrogations le rôle de la friche dans la lutte contre l'artificialisation des terres, qui a été la thématique de cette neuvième rencontre.

Donc la réflexion que je présente ici a émergé dans le cadre de l'organisation de cette École de la friche à défendre, en tant que neuvième rencontre du réseau Inter-friches, dont un des aboutissements est notamment ce "zine" qu'on a produit lors de cette semaine^[1]. L'un des trois axes que nous voulions explorer avec les participants et participantes est précisément le lien entre recherche et engagement que l'on trouvait dans la friche. Pour explorer cette dimension, une journée réflexive a été consacrée avec les quinze participants et participantes à répondre individuellement et collectivement à cette question assez simple : comment en vient-on à la friche ? Nous avons exploré

toutes sortes de récits biographiques avec ces chercheurs et chercheuses impliqué·es dans des friches en France, en Suisse, en Belgique et au Québec. Je vais donc vous présenter ici quelques trajectoires qui sont essentiellement idéal-typiques évidemment et qui permettent un peu de réfléchir à ces liens-là.

- Trajectoires-types identifiées [1]

a) La recherche détachée et la recherche engagée

Donc les trajectoires : on peut partir de cette base qui est celle de schématiquement de séparer deux pôles qui sont bien connus et largement documentés dans la littérature, entre une recherche qui est engagée, ou qui serait engagée, et une recherche qui serait détachée. D'une part, la recherche et l'engagement peuvent être vus comme des sphères d'activités différentes et dont la différenciation est nécessaire à l'activité de recherche. C'est la position qui est défendue par de nombreux critiques actuels qui décrivent un dévoiement de l'activité scientifique au service d'une « bouillie militante », si je reprends Nathalie Heinich, et qui incarne un véritable « danger sociologique », si je reprends Gérald Bronner. C'est aussi avec des considérations sous-jacentes aux approches s'opposant sur notamment la célèbre « rupture épistémologique » qui était chère à Bachelard ou à Bourdieu, et ce qui approche la littérature scientifique qui engage les recherches qu'on peut qualifier donc de détachées vis-à-vis de leur sujet d'étude. On trouve un peu ce type de rapport dans le témoignage de E. qui est une chercheuse québécoise en sociologie et qui fait partie de notre groupe :

Avant toute chose, j'habite à Hochelaga (le nom du quartier.) Je me sens chez moi ici, mais pas de façon coloniale. Hochelaga, et surtout le terrain vague, c'est mon lieu de vie, de jeu, d'expériences. Quand la compagnie de logistique a pris cette friche, ça a été une tempête dans laquelle j'ai été embarquée. On a commencé à militer en tant que communauté politique, voisins, voisines. J'en ai des frissons, je n'aurais jamais pensé que j'allais vivre ça. Je suis une militante au fond de mon cœur, je me sens privilégiée de le vivre. Je ne trouvais pas de lieu pour militer, mais là ça fait sens. Aujourd'hui je me considère comme militante pour la justice environnementale, et ça c'est entièrement à cause du terrain vague. Je ne le serais pas si ce n'était pas un terrain vague.

Pourtant, E. qui est doctorante à l'UQAM et traite des rapports à l'abandon de friches, fait une séparation stricte entre son travail de recherche et son travail d'activisme. Pour elle ce sont deux domaines qui, même s'ils touchent à un même objet géographique, ou à un même type d'objet, ne se confondent pas. Schématiquement on peut donc voir ce rapport détaché assez clair chez E. qui sépare les domaines de sa vie pour pouvoir les aborder tous deux de front, avec leurs propres logiques, leurs propres critères.

On a aussi vu plus récemment une littérature qui consacre la recherche-action qui permet de témoigner de la façon dont certains chercheurs et chercheuses considèrent l'engagement comme un

levier utile à la fois à l'activité scientifique et à l'intervention sur le réel - on en a vu pas mal d'exemples aujourd'hui. Ces recherches, qu'on peut qualifier d'engagées, entretiennent un rapport proche, voire intime avec leur sujet, leur objet de recherche. et prennent parti dans une visée de progrès politiques et/ou sociétaux de ces objets.

Ces positions détachées et engagées sont largement documentées. Ce qui va nous intéresser ici c'est d'explorer les trajectoires qui peuvent les relier et les façons dont circulent ces chercheurs et chercheuses entre elles.

b) Première trajectoire : Quand la recherche mène à l'engagement

Première trajectoire, la recherche qui mène à l'engagement. Parmi notre groupe de chercheurs chercheuses, certains ont témoigné d'un mouvement, une position au départ détachée qui, au contact d'une friche, a entraîné leur engagement à différents degrés. Dans certains cas, cet engagement est provoqué par des nécessités méthodologiques - plusieurs personnes en ont déjà parlé ce matin. Ainsi, étudier des collectifs engagés dans des friches nécessite parfois de s'y investir pour, en quelque sorte, montrer patte blanche, et avoir accès à des témoignages et des observations spécifiques. Dans sa lecture des mouvements autonomistes, à commencer par la ZAD, Frédéric Lordon a déjà pointé comment une part des activistes revendiquant de « vivre sans » - sans les institutions, sans l'État, sans les systèmes oppressifs- font de leur implication dans des luttes citoyennes plus un moyen de développement personnel qu'une voie d'action collective effective. L'engagement "méthodologique" des chercheurs et chercheuses peut faire écho à cette observation. S'engager, pour un chercheur en friche, peut constituer un outil de montée en compétences assez puissant. Les ambiguïtés et risques que cela constitue tant pour l'objet étudié que pour la recherche, s'expriment bien dans certains récits qui nous ont été rapportés. V, qui est jeune chercheuse québécoise en design, nous dit :

J'avais la volonté de rester neutre au début, d'exposer des faits. Mais finalement je ne pouvais pas rester neutre dans cette situation. Exposer des faits, c'est toujours donner un angle de vue sur la lutte qui est en cours.

A cela s'ajoute la capacité, en se rapprochant de personnes mobilisées, d'avoir accès à des documents personnels, nous dit V. En retour, l'utilisation de ces documents influence nécessairement ses résultats de recherche.

L. qui est un jeune chercheur belge en aménagement (notez bien qu'il ne s'agit pas de moi), nous dit :

A la base je ne m'intéresse pas aux friches, c'est un objet que j'ai découvert. J'ai plutôt un intérêt pour les mobilisations de plusieurs ordres. J'ai un certain engagement politique, sans militance spécifique, autour des mobilisations urbaines, pour le logement, la défense du patrimoine. J'ai aussi travaillé dans une asso engagée. [...] Quand je suis arrivé à Genève – qui est l'endroit où il fait sa thèse – j'ai

découvert que finalement il y avait peu d'espaces à défendre, peu de friches. En définitive, je n'ai pas un rapport très incarné au mouvement que j'étudie.

Et c'était clairement un problème pour lui. Aucune personne engagée dans notre réflexion collective n'a témoigné d'un cynisme absolu par rapport à ça et cette instrumentalisation. Ainsi, cet engagement stratégique au service de la recherche développe souvent une sensibilité plus grande au fur et à mesure du côtoiement des collectifs engagés, et de la prise de connaissance de la situation étudiée. Dans de nombreux cas, les membres de notre groupe ont attesté d'un rapport d'empathie plus ou moins fort aux luttes territoriales qu'ils et elles étudient. Cette empathie, cette sincérité qui se développe, n'empêchent pas pour eux et pour elles la critique vis-à-vis des phénomènes observés. Ainsi, la plupart des chercheurs allant vers l'engagement dans d'autres groupes intègrent dans leur travaux un positionnement réflexif appuyé qui concerne leur positionnalité. Ceux-ci établissent aussi des stratégies pour gérer l'ambiguïté entre engagement et recherche. Une stratégie fréquente revient à consacrer une recherche détachée et autonome, mais qui témoigne de cette empathie maîtrisée à l'engagement, ainsi qu'aux engagés. Ainsi, on a C. qui est une chercheuse française confirmée :

Je ne me considère pas comme militante, mais j'ai une empathie pour les mobilisations. Je donne un coup de main quand je peux. J'ai de la difficulté à avoir une pratique de recherche militante malgré mon intérêt.

C'est d'ailleurs ça qu'elle nous dit être venue chercher dans le workshop, elle veut rechercher des façons de faire de la recherche et de la militance. Mais elle nous dit :

Ce n'est pas en faisant des articles de recherche en 30 000 caractères qu'on fait évoluer la lutte.

c) Seconde trajectoire : quand l'engagement mène à la recherche

A l'inverse, d'autres personnes nous ont fait part d'un parcours de militance appuyé sur une friche, ou plus généralement dans des secteurs de militance qui les ont mené à faire de la recherche. Celles et ceux-là, pour la plupart, s'emploient à ce que l'activité de recherche contribue aux luttes qui les concernent. La recherche devient alors là un moyen de faire connaître ou de valoriser certaines formes de luttes, souvent en révélant des nouveaux récits ou d'autres histoires, souvent en « révélant de nouveaux récits » ou « d'autres histoires », c'est-à-dire qu'en pratiquant des formes d'histoires ou d'ethnographies alternatives à des discours qui seraient institutionnellement ancrés. De façon plus générale, on constate une certaine aspiration à ce que l'activité scientifique puisse contribuer à faire avancer des cas locaux et/ou des champs disciplinaires vers une prise en compte accrue d'enjeux écologiques, sociaux et culturels. On peut, en définitive, rapprocher cette attitude d'une "recherche transformationnelle" qui reposerait sur un engagement passionné, tel que le décrit Marlei Pozzebon (2018). D. qui est chercheuse confirmée, française également, nous dit :

Le militantisme a toujours eu une présence sous-jacente dans mon travail, et est devenu une véritable urgence suite à mon investissement dans la banlieue parisienne. C'est une colère qui est motrice, et toujours présente dans mes recherches. J'ai d'ailleurs parfois abandonné la recherche pour le militantisme. Je cherche toujours à faire les deux, sans perdre le plaisir de découvrir, de chercher.

D'autres exemples vont montrer qu'on ne retrouve une telle attitude que très marginalement dans notre groupe de chercheur·euse·s impliqué·e·s dans des friches. En réalité, un engagement préalable dans des luttes locales ou plus globales amène une bonne partie des concerné·es à aborder une recherche d'autant plus détachée puisqu'ils craignent la critique du manque d'objectivité de leur démarche. Cependant, cette implication et ces lectures militantes chez de nombreuses personnes amènent de nouveaux questionnements à la recherche, sa structuration, jusqu'à ses modes de financement. M. qui est chercheuse militante française, nous dit :

Je suis militante dans les milieux queers et féministes d'abord, puis dans le milieu des luttes territoriales. Je ne me considère pas comme militante dans la recherche. Il y a des enjeux de la recherche dans la militance. Je suis notamment financée par l'ADEME, et je m'interroge souvent sur la compatibilité de mes engagements personnels au sujet de ma recherche. Comment les faire correspondre alors que mon financeur est étatique ?

O. qui est une artiste et chercheuse française, nous dit :

Je viens de la militance avant la recherche. J'étais très engagée dans les luttes pour le droit au logement puis pour le droit des artistes. Cette origine m'a souvent donné des difficultés à prendre un recul critique et à me saisir du vocabulaire académique. Par contre, avoir accès à toutes ces littératures auto-éditées, à des personnes spécifiques rend les choses plus intéressantes. Cette pratique de militance est difficile à conjuguer avec thèse non rémunérée. On lie usure associative et précarité. Pourtant, j'ai envie de retrouver cette joie de partager et de résister collectivement, et c'est ça qui me permet de tenir sur la thèse.

Donc on voit là les échanges réciproques.

En tant qu'artiste et en tant que peintre autodidacte aussi, la friche m'influence dans un état d'esprit qui a dynamité mon sentiment d'illégitimité, puisque la friche elle-même est un territoire illégal, illégitime. Je tente d'intégrer aussi ma position d'artiste à ma position de chercheuse. En tant qu'enseignante, j'ai envie d'insuffler ces dynamitages des identités, être chercheuse, artiste, militante – et les friches aident en cela.

- Conclusions

Les parcours qui sont apportés au sein de notre groupe de chercheurs et chercheuses impliqué·es dans les terrains vagues animent tout particulièrement des tensions entre recherche et engagement,

et ne confirment pas l'hypothèse d'un dévoiement scientifique, sans parachute, au service des causes politiques ou d'engagements particuliers, contrairement à certaines alertes. Au contraire, chacune des expériences partagées témoigne de prises en compte différentes de relations complexes que les chercheurs et chercheuses tissent entre engagement et recherche, et d'une forte réflexivité.

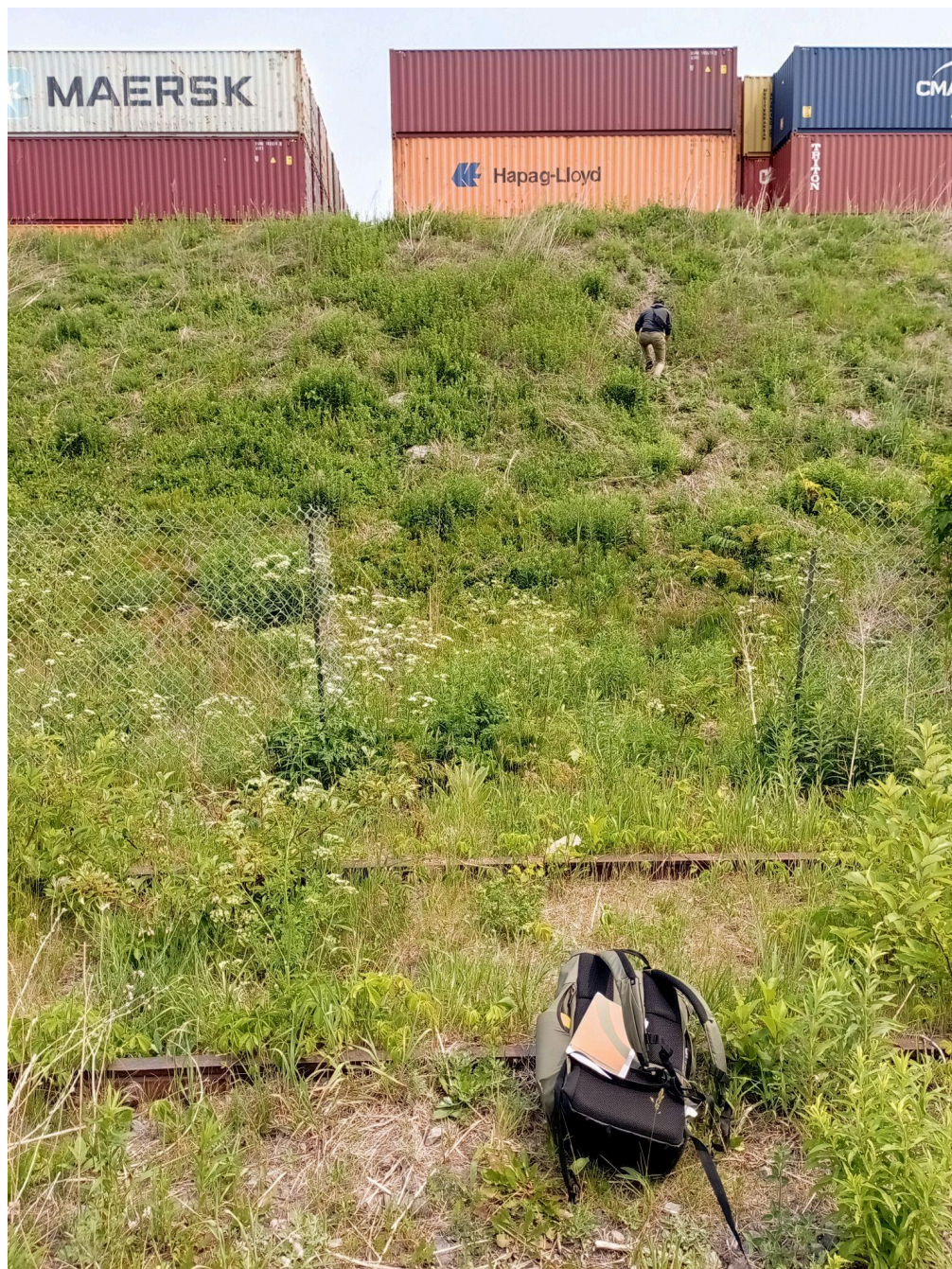
Plus encore, ces engagements nourrissent souvent la recherche, tant d'un point de vue conceptuel que méthodologique, via l'accès à des terrains, à des populations. Par ailleurs, dans plusieurs cas, ça amène la recherche à contribuer directement aux sphères du quotidien, à la sphère du discours public et en assoir la légitimité dans un monde en mouvement. Même si les sphères de l'utilitarisme et de l'opportunisme ne sont pas à négliger finalement, ces positions de recherches engagées témoignent d'une capacité à renouveler le champ de la production scientifique dans le sens d'une plus grande accessibilité et d'un engagement réel, et non surplombant, avec le monde.

Il convient alors de souligner que si pour la facilité de la présentation nous avons exploré ces récits à travers deux trajectoires-types, cette notion est évidemment à nuancer. Tous ces récits démontrent un enchevêtrement complexe de l'engagement et de la recherche qui ne sont pas dissociables, et trouvent en fait de nombreuses conjonctions dans les biographies. Cela met d'autant plus en valeur la nécessité de remettre en question cette dichotomie souvent factice qu'il existe entre recherche engagée et recherche détachée. Enfin, et c'est là-dessus que je termine, ces échanges permettent de mettre en valeur que les friches urbaines constituent un terrain bien spécifique dans ces rapports entre recherche et engagement. Plus qu'ailleurs, ces terrains invitent, voire imposent l'idée d'une réflexion accrue sur la position du chercheur vis-à-vis de ces sphères d'activités, et la façon dont celles-ci contribuent à sa recherche, et inversement à la façon dont le chercheur contribue à ces sphères. On pourrait ainsi voir la friche comme un espace tampon entre mobilisés et chercheurs, une zone de flou à creuser pour identifier ce que ces coalitions de sphères apportent aux unes et aux autres.

Je conclurai très rapidement sur cette image qui nous montre cette personne, un chercheur et militant à Hochelaga qui gravit cet amas de remblais sur cette friche qu'on a parcourue. Il est là en situation complète d'illégalité en fait, c'est un terrain privé qui appartient à cette compagnie logistique qui transforme cette friche et contre qui il milite. Il a franchi la limite qui marque la différence entre l'exploration d'un terrain vague tolérable, et de l'exploration qui est jugée problématique et à pourfendre à grand renfort notamment de gardes et de police.

Notre ami et collègue ici s'engage-t-il dans cette voie parce qu'il est chercheur, ou parce qu'il milite contre cette occupation logistique? S'il n'était que chercheur, quelque part on pourrait se dire qu'il demanderait des autorisations de fréquentation du terrain, il les obtiendrait peut-être, peut-être pas, après de longues semaines voire de longs mois. Peut-être qu'il se concentrerait sur une autre aire, un autre objectif, suite à ces attentes. Chercheur-activiste, il défie cette limite et en rapporte des savoirs et d'une expérience singulière. En somme, si la recherche est, encore aujourd'hui une activité qui vise

à dépasser les limites des connaissances établies, sans doute la militance est-elle un moteur et un *modus operandi* comme un autre pour franchir cette frontière, à l'instar de la figure de notre ami rejoignant ces containers.



© Pavel Kunysz / Collectif Inter-friches

[1] Consultable en ligne: <https://www.calameo.com/read/00741656337e251d9de11>

Un militantisme dans la recherche ? Enquête en sociologie parmi des chercheur·e·s en génétique et amélioration des plantes – Margot Buzaré (Centre Émile Durkheim, Université de Bordeaux)

Bonjour à toutes et à tous. Je vais vous présenter une partie de ma thèse, et je suis ravie de présenter cette partie de mon travail alors que vous êtes toutes et tous en pleine digestion. Cette partie de ma thèse porte sur le militantisme dans la recherche à partir du cas de la recherche en génétique et en amélioration des plantes. Au cours de mon enquête, j'ai croisé un enquêté qui me racontait vouloir mener une recherche militante, et c'est vrai que cette déclaration elle est un peu étonnante au regard de tout ce qu'ont pu décrire les sociologues des sciences de ce travail de démarcation que réalisent les scientifiques entre leurs activités scientifiques et des logiques politiques voire militantes. Dans les travaux que j'ai pu parcourir en sociologie des sciences, il y a des travaux par exemple sur l'engagement public des chercheurs et des chercheuses dans des milieux militants, dans des pétitions et cætera, mais finalement peu de travaux sur l'approche politisée de la recherche par les chercheurs et les chercheuses, peu de travaux sur l'engagement professionnel de ces chercheurs-là dans leur travail à propos du contenu de leur travail. Donc pour ça, j'ai trouvé que le cadre théorique qui était fourni notamment par Céline Granjou et ses collègues sur le concept d'engagement épistémique était assez utile, parce que ça permet d'avoir une approche plus éthique et politique des activités de recherche. Donc les chercheur·e·s ont un engagement réflexif, une vision de la pertinence de la recherche articulée à des pratiques et des réseaux de travail. Fort de ce cadre théorique, je me suis demandée comment les chercheurs et les chercheuses conçoivent l'articulation entre des pratiques professionnelles, des pratiques de recherche et des pratiques d'engagement. Et deuxième question : de quelle façon ils et elles justifient-ils et valorisent cet engagement épistémique dans leur communauté scientifique, et comment ils font pour gagner en crédibilité scientifique dès lors qu'ils revendiquent une vision de la recherche qui est à priori pas des plus hégémonique, notamment en génétique et amélioration des plantes. Je me suis intéressée à ce cas particulier parce que c'est un champ disciplinaire qui depuis les années 1970-1980 voit ses grands principes remis en question, notamment le paradigme productiviste sur lequel il repose depuis la Seconde Guerre Mondiale, ainsi que le paradigme assez réductionniste du vivant sur lequel il repose aussi. Et puis plus récemment un modèle de production de connaissance qui est finalement très descendant, et donc ça c'est de plus en plus remis en question. Donc on a des chercheurs et des chercheuses qui affirment un engagement épistémique plus contre-hégémonique, et j'avais envie de m'intéresser à ça. Pour ça, j'effectue depuis un an une ethnographie de laboratoire au sein d'une UMR dont les tutelles sont le CIRAD et l'INRAE. Je vais passer très vite sur ça, mais en fait ce sont deux grands centres de recherche agronomique, avec la spécificité pour le CIRAD de se considérer comme un organisme de recherche et de développement à destination des territoires des Suds – important pour la suite, cette spécificité. Voilà, du coup j'ai fait un ensemble d'entretiens avec des chercheurs et des chercheuses, et j'ai une enquête ethnographique plus approfondie au sein d'une équipe de ce labo qui compte

environ 300 permanents. Moi j'évolue surtout au sein d'un collectif d'une trentaine de chercheurs et chercheuses. J'assiste à leurs réunions et à leurs conversations en génétique.

Je vais faire une première partie sur ce qu'est la vision engagée de ces chercheurs-là, sachant qu'en fait j'en ai rencontré huit parmi tous les enquêté·es qui affirment une vision assez engagée de la recherche. Donc je vais un peu décrire leur vision et ce qu'ils ont en commun ces enquêté·es-là, pour ensuite décrire, si j'ai le temps, comment ils sont perçus par leurs collègues, sachant qu'encore une fois ils ont quand même un engagement épistémique relativement non-dominant dans leur champ disciplinaire.

Ce que ces enquêté·es partagent, c'est d'abord l'affirmation un peu classique, mais finalement pas du tout répandue dans leur champ disciplinaire, que la recherche n'est pas neutre. Donc ils remettent ça en question, et ils partagent aussi le fait de se questionner beaucoup sur les rapports de pouvoir qui sont exercés à la fois dans le champ académique, donc ça c'est quelque chose qui vous parle sûrement, mais aussi les rapports de pouvoir qui peuvent s'exercer par exemple entre les partenaires Nord et Sud, ou entre scientifiques et paysans, paysannes, puisqu'en l'occurrence notamment au CIRAD ils mènent pas mal de recherches avec les acteurs et les actrices du monde paysan, et les rapports de pouvoir sont assez évidents. Et certains s'interrogent là-dessus, estiment que le régime de production des savoirs tel qu'il est conçu aujourd'hui en génétique est construit autour de logiques de pouvoir qui viennent désapproprier les paysans et les paysannes de leurs semences, de leurs savoirs, de leurs terres, et cætera, et qu'il faut vraiment remettre en question ce régime de production des savoirs. Ils sont tous et toutes à peu près d'accord là-dessus. Je vous ai mis quelques citations. À partir de là ils articulent leur vision à certaines pratiques de recherche. Parce que c'est bien beau de dire « je remets en question tout ça », mais en fait eux ils essaient de pousser ça à travers de nouvelles pratiques, notamment le fait de mener des travaux qui se disent parlant sur des problématiques très situées. Ils essaient de répondre à des demandes très localisées, qui ne sont pas forcément valorisables dans des articles à haut facteur d'impact, mais ils ont l'impression que du coup ils font quelque chose d'utile, vraiment directement auprès des paysans et des paysannes. Et ça va de pair avec le choix de partenaires, qu'ils envisagent comme un choix politique, et ça pareil c'est très présent dans la littérature en socio des sciences. Il y en a beaucoup qui considèrent qu'une recherche engagée passe par le fait de travailler pour et avec des groupes sociaux marginalisés – en l'occurrence c'est les paysans et les paysannes, mais ça pourrait être d'autres groupes sociaux – et que le fait de travailler avec ces gens-là ça fait partie de leur engagement. Et non seulement c'est ça qui compte, mais c'est aussi la façon dont on travaille avec eux. Et donc troisième caractéristique de leurs pratiques, c'est vouloir travailler d'une façon qui est participative. Ils essaient le plus possible d'inclure ces acteurs-là dès le début du montage du projet, pour leur demander : « de quoi vous avez besoin, comment on peut faire pour trouver des problématiques qui nous conviennent à toutes et à tous ? » mais vraiment dès le début du montage du projet. C'est un temps de recherche qui est beaucoup plus long qu'un temps de recherche tel qu'on peut le mettre en place dans le système institutionnel actuel de la recherche. Globalement, il n'y a pas de distinction entre leurs activités professionnelles, leurs activités de recherche et les logiques politiques et militantes. Et encore une fois, c'est vraiment pas classique, en particulier dans leur domaine de recherche. En fait ils ne se sont pas demandés : est-ce que je veux m'engager dans d'autres assos à côté ? Ce n'est pas l'enjeu.

C'est vraiment de se dire : « comment en interne, on va avoir des pratiques qui vont changer, qui vont pouvoir aussi développer la réflexivité de nos pairs ? ». Parce que pour la plupart, j'y reviendrai ensuite, ils côtoient pas mal de militants et de militantes à côté, mais ils essaient vraiment de vouloir aussi répandre ça chez leurs collègues. Et qu'est-ce qui est commun à ces huit enquêté·es ? Ils ont des profils très variés en termes d'âge, de statut, de race, de genre, et cætera. En fait, ce qui les réunit c'est beaucoup leur formation scientifique. En général tous et toutes ont un cursus, ils sont passés par l'université, à part une exception mais qui ne compte pas d'ailleurs. Ils ne sont pas allés en école d'agronomie, et donc ils n'ont pas intégré une « logique ingénieure » qui voudrait qu'ils développent des recherches qui sont des outils d'acceptabilité sociale, ou de produire des variétés végétales on va dire qui vont être facilement commercialisables. Donc ils ont ce cursus-là, et leur particularité aussi c'est qu'ils se sont spécialisés, donc là ça devient un tout petit peu technique mais je vais faire au plus simple, ils sont spécialisés en biologie de l'évolution. Ils étudient les flux de gènes sur de très longues périodes de temps, et en gros quand vous regardez par exemple l'évolution génétique chez le cocotier -je dis n'importe quoi - sur une large période de temps, vous pouvez très vite vous rendre compte que l'évolution génétique est beaucoup liée à l'évolution des pratiques de celles et ceux qui les cultivent. Donc qu'est-ce que ça veut dire ? Ça veut dire que la dimension sociale de votre objet apparaît aussi. Et ça, je pense que ça joue beaucoup dans la façon aussi d'appréhender le rapport aux partenaires et au terrain. Et d'ailleurs, c'est moins surprenant qu'ils aient une trajectoire qui est colorée par les sciences sociales : il y en a quelques-uns qui ont un master en sciences po, et cætera, et il y en a d'autres qui ont eu des masters un peu pluridisciplinaires, qui ont pu faire par exemple des enquêtes un peu ethnographiques au cours de leur master. Et pour les plus avancés dans leur carrière, il y en a aussi qui ont beaucoup développé les collaborations avec des anthropologues, des sociologues, et cætera. Et dernier point, ils ont une grosse proximité avec la matérialité des acteurs et des actrices avec qui ils travaillent. J'entends par là qu'ils passent beaucoup de temps au champ, dans les jardins, avec les agriculteurs et les agricultrices, à la fois dans le cadre de projets formalisés, mais aussi à l'extérieur, dans des réseaux d'amis. Il y en a qui ont eux-mêmes leur production, il y en a qui sont dans des associations militantes, et cætera. Cette proximité qu'ils ont tous en commun est pour moi un facteur assez déterminant dans le fait d'avoir une approche engagée de la recherche.

Donc deuxième partie sur la réception de cet engagement épistémique un peu contre hégémonique, comment ils font ? Parce qu'en entretien ça se passe très bien pour me décrire tout ça, mais face aux collègues c'est peut-être un peu moins simple. Donc là je me base davantage sur toutes les observations que j'ai faites pendant les réunions qu'on a au sein de l'équipe. J'ai pu voir un peu des processus de dépolitisation et de déradicalisation de leur engagement épistémique. Je pense notamment à un chercheur qui est un des plus radicaux en entretien par rapport à sa vision de la recherche, et en fait quand il est dans son collectif, parce qu'il est dans une forme d'activisme un peu professionnel dans le sens où il a envie de convaincre ses collègues de la pertinence de ses pratiques, il fait écho aux injonctions qui sont très classiques dans la recherche agronomique qui se veut être au service du monde agricole, et encore plus dans un contexte d'urgence climatique, et cætera. Et donc pour leur dire « regardez les recherches que je mène elles sont intéressantes et mon

engagement il est pertinent » il ne met pas du tout en avant l'aspect politique, l'aspect remise en question de tout le régime de production des savoirs sur lequel tous les autres basent leur carrière. Il leur dit : regardez, grâce aux recherches participatives, les recherches que je mène elles sont plus facilement acceptées, elles sont plus rapidement acceptées par nos partenaires, et donc ça fait que notre recherche elle est plus pertinente. Et donc là il fait complètement écho à la socialisation des chercheurs et chercheuses qui sont dans ce champ disciplinaire, et il passe sous silence un peu l'aspect finalement très politique. Il ne parle pas de postcolonialité pendant les réunions... Voilà, et une deuxième stratégie consiste à correspondre complètement aux critères de scientificité d'excellence qu'il y a dans ce champ disciplinaire - c'est surtout le cas pour ceux qui sont en début de carrière ou vraiment en milieu de carrière, et qui disent : « moi je me réalise dans la recherche, mais en fait pour être un peu tranquille je n'essaie même pas de prouver à mes collègues que c'est bien, mais juste pour être tranquille, avoir la liberté d'appliquer ma vision, ben je suis obligé, ou en tout cas j'ai envie, d'être excellent, de publier dans des revues à haut facteur d'impact, et c'est ce qui me permet de trouver un équilibre en fait entre les deux ». Et donc quelles réactions des collègues ? La première réaction c'est de dire que ça n'appartient pas à la science de se poser ces questions-là, qu'en fait la science c'est se poser des questions sur la compréhension des phénomènes, et non pas sur le pourquoi, la manière dont on produit des savoirs. En fait ouvrir la boîte noire de comment on produit des savoirs, c'est surtout pas le rôle du généticien ou de la généticienne, peut-être un peu celui des sciences sociales, et encore... En tout cas j'ai pu entendre en entretien avec d'autres enquêté·es que c'était un peu quelque chose qui appartenait au domaine de l'idéologie, à de l'extrémisme, et bon ben là le travail de démarcation entre ce qui fait partie de la science et de la non-science, il est très très présent. Et voilà, cet engagement épistémique est relié à quelque chose qui ne ferait pas partie de ce à quoi les généticiens doivent s'intéresser. Et dernière critique qui cette fois-ci remet en question la pertinence de ces recherches, et j'ai en tête un enquêté qui me disait « oui c'est bien de vouloir mener des recherches qui sont justes, des recherches participatives, super que les paysans fassent confiance, mais en attendant ce temps-là que tu mets à créer de la confiance, dans un contexte d'urgence matérielle » - qu'il constate aussi sur son terrain -, ben pour lui en fait ça fait que cette recherche-là n'est pas pertinente non plus. Parce que ce temps est tellement long qu'il vaut mieux faire des recherches directes et les mettre en accès aux paysans et aux paysannes plutôt que de mettre tout ce temps à construire un projet, et cætera. Et en fait, finalement c'est assez intéressant parce que dans les deux cas, que ce soit dans les critiques ou dans les stratégies de mes huit enquêté·es, il y a vraiment toujours ces deux idéaux de qu'est-ce qu'une recherche pertinente, et le fait que ce soit une recherche neutre qui est toujours en jeu et qui est toujours l'objet de débats. Merci.

Discussion et questions

Introduction de la discussion par Jean Vettrains

Bonjour à toutes et à tous. J'ai la chance et l'honneur d'être discutant de la dernière session de la journée. Je remercie les doctorantes et doctorants qui m'ont fait confiance, et puis l'Institut de géographie plus largement pour mettre à disposition un bel amphi, un peu vieillot mais assez mythique dans le milieu des géographes. Là, l'idée c'est de discuter collectivement pendant une bonne heure par rapport aux trois présentations qui ont été réalisées. Et ce n'est pas que de discuter vous et moi, mais c'est d'ouvrir la discussion à la salle, étant donné que si on se réunit physiquement dans l'amphi, l'idée c'est que la parole circule, donc j'essaierai d'être relativement bref. En tout cas on vous mettra à contribution, d'autant plus que c'est la troisième session, et pour ceux qui sont là depuis ce matin, je pense que vous avez tous fait beaucoup de liens, il y a eu beaucoup d'échos entre les trois sessions - presque trop ! On va essayer de réduire le champ des questionnements. Peut-être deux remarques liminaires avant de commencer. Je m'appelle Jean Vettrains, je n'ai aucune légitimité scientifique dans cette discussion. Je travaille dans une ONG qui s'appelle CCFD-Terre solidaire. Donc c'est un acronyme extrêmement compliqué, c'est pour faire fuir les donateurs ! On s'appelle CCFD-Terre Solidaire comme ça on est sûr que personne ne se souvient de nous ! Mais ceci dit, on a un très beau site internet, donc je ne vais pas présenter cette grosse maison qu'est la CCFD, mais si ça vous intéresse, normalement Google fait bien le travail. Juste, en termes de trajectoire, c'est quand même l'intitulé de la session 3, je me suis posé la question du lien entre recherche et engagement assez tôt dans ma carrière professionnelle associative parce qu'au départ j'étais chargé de plaidoyer international sur les questions de souveraineté alimentaire et de changement climatique. C'était en 2014, donc avant la COP 21 à Paris en 2015, et du coup j'ai travaillé, non pas comme chercheur mais en tant que chargé de projet international avec le CIRAD ou avec le CIRED, etc., pour en fait nourrir les propos que j'avais vis-à-vis de nos décideurs publics, soit au niveau français, européen ou international. La deuxième remarque mineure, je la pose pour ne pas la mettre de côté, sinon on a besoin de deux jours de colloque, mais le terme même de militants, militantes, militance, en fait, il n'a aucune évidence, il n'a pas de définition stabilisée, il est extrêmement polysémique. Il est aussi piégé, au sens où de nombreux bénévoles sont extrêmement militants mais ne se reconnaîtraient jamais comme « militants ». Comme les gens qui font de la poésie et qui ne veulent pas dire qu'ils sont poètes. C'est des termes qui impressionnent beaucoup, et du coup qui sont difficiles à manier dans le cadre d'une discussion scientifique. Mais bon, on va mettre ça de côté, et je vais arriver sur un premier champ de questionnements – je suis assez scolaires, donc comme la session 3 s'appelle « trajectoires militantes et stratégies de recherche : des regards réflexifs », je vais commencer par poser quelques questions sur la réflexivité. Parce que si j'ai bien compris ce que vous avez dit, en fait la réflexivité dont vous parlez elle est un peu double : il y a une réflexivité qu'on peut qualifier de scientifique, et puis une réflexivité plus militante. Donc si on commence par la réflexivité

scientifique, j'ai une première question pour toi Oriane : en tant que jeune chercheuse, est-ce que tu t'es créée un espace ou un dispositif particulier pour nourrir ta propre réflexivité scientifique? Parce que par rapport à tout ce que tu nous exposes, qui est extrêmement intéressant, est-ce que tu peux nous éclairer un peu sur comment tu fais – parce que ce n'est pas inné la réflexivité, c'est un travail ? Sachant que je poserai après la même question à Margot.

Discussion avec la salle et les intervenant.e.s

Oriane Sebillotte – Merci pour ta question. C'est une très bonne question. Je n'ai pas vraiment de dispositif, et au niveau scientifique c'est quand je suis arrivée en master que je me suis rendu compte qu'il y avait un vrai enjeu de réflexivité, et c'était un exercice auquel je n'avais pas pensé ni réfléchi en amont, et je ne m'attendais pas tellement à ce que ça prenne une telle place. Et en même temps, vu mon positionnement c'était un peu évident que ça faisait sens de s'y prêter, et puis de toute façon aujourd'hui c'est aussi un attendu. Et en termes de littérature, moi je trouve qu'il y a beaucoup de littérature dessus, ce qui est très très cool, ça nous permet de ne pas avoir à tout défricher, et du coup je me suis beaucoup appuyée sur la littérature en master. Je pense que ça a beaucoup encouragé mes questions, et là en gros ce que j'ai présenté c'est les questionnements les plus récents, mais avant ça il y en a eu d'autres que j'ai un peu, pas résolu parce qu'on ne les résout jamais, mais avec lesquels je me suis sentie un peu assez à l'aise pour passer à d'autres questions, et je pense que pendant toute la thèse il y aura encore et encore des questions qui vont émerger. Et du coup le fait d'avoir cet ancrage associatif avant avec aussi beaucoup de questions de réflexivité, je faisais vraiment une réflexivité informelle où c'est : on va sortir de terrain, on va être en réunion avec d'autres personnes – en là je parle vraiment du cadre associatif – et il y aura des grosses discussions sur le positionnement, notamment aussi parce que là pour le coup dans le milieu militant, même si je suis d'accord le terme est compliqué à manier, mais en tout cas dans la partie associative, la partie où les personnes se définissent comme militantes, il y a des grosses tensions sur les questions précisément de positionnement, et non pas sur les questions politiques. Vraiment de relations sur le terrain, comment on se comporte, est-ce qu'on laisse la place ou pas aux personnes qui sont elles concernées par la lutte. Et du coup la réflexivité elle est vraiment présente dans énormément d'espaces – enfin peut-être pas la réflexivité, mais en tout cas la réflexion sur l'action sur le terrain, sur comment on se positionne, les relations, et cætera, elle est très présente et je trouve que c'est une assez bonne formation pour après continuer dans la recherche.

Margot Buzaré – Concernant la question, j'ai compris qu'il s'agissait de savoir si on avait des espaces ou des dispositifs pour développer notre réflexivité. Je ne sépare pas scientifique et militantisme de par mon terrain qui vraiment regroupe les deux, mais en fait je n'ai pas trop eu le

choix parce que mon entrée sur le terrain était conditionnée par le fait que je développe cette réflexivité. Je m'explique. En fait c'est un des enquêté·es qui m'a introduite au laboratoire. En gros pendant l'été je fais un entretien avec lui, et c'est un de ceux qui ont une vision assez engagée de la recherche, et qui était très intéressé pour que quelqu'un vienne dans son équipe avec une dimension sciences sociales. Donc c'était super pour moi, c'était une super entrée sur le terrain, sauf qu'il m'a dit : « voilà, vous les anthropologues et les sociologues on vous connaît – justement ce que tu racontais Léo sur cette posture très extractiviste - y compris dans la recherche, on n'en veut pas que tu viennes faire des entretiens et des observations et que tu t'en ailles ». Et je n'avais pas du tout réfléchi... pour être honnête j'avais beau avoir lu des travaux sur les rapports de pouvoir en sociologie, et je trouvais ça hyper intéressant d'un point de vue théorique, mais la vérité c'est que j'avais très mal anticipé ça dans la construction de mon projet. Je pense que c'était en partie parce que j'étudiais des groupes sociaux qui n'étaient pas vraiment marginalisés ni dominés, je me disais que je faisais partie, et que j'allais parmi les dominants, et qu'ils n'avaient pas d'intérêt à me poser des conditions ! Mais ils m'en ont imposé, et en fait c'était super, c'était vraiment me dire : voilà il faut que tu viennes, il faut que tu participes à l'équipe, au travail qu'on fait. Et donc oui, ça a forcé cette réflexivité-là, à me questionner sur ma posture, et cette question du don, contre-don. Après très concrètement, c'est ce que je disais, je fais partie d'un groupe social qui est très proche du mien. Mes enquêté·es sont des scientifiques, on a beau aborder des sujets différents, ils attendent de moi quelque chose que je sais déjà faire, en fait ils attendent que je participe à leurs projets. Il y en a certains qui m'ont sollicitée pour construire des projets de recherche qui devaient être interdisciplinaires et eux ne savent pas du tout écrire en sociologie par exemple, et du coup j'ai vraiment écrit des parties de projet à la manière des sciences sociales. Donc il y a cette réflexivité-là, mais j'ai l'impression que ça me pose beaucoup moins de gêne que d'autres, parce que mon terrain finalement est plus proche de ce que je connais déjà, et que c'est encore une fois des groupes sociaux qui ne sont absolument pas marginalisés ni dominés. Je pense que ces questions de réflexivités sont moins dérangeantes que quand on est sur des terrains avec des groupe sociaux plus marginalisés. Je pense que ça ne crée pas les mêmes choses émotionnellement.

Jean Vettrano – Merci. Du coup Pavel, tu nous as présenté un dispositif réflexif assez impressionnant qui s'appelle l'École de la friche à défendre, si j'ai bien compris vous vous êtes réunis cinq jours à Montréal en juin. Est-ce que c'est un dispositif qui s'est créé de toute pièce, ou est-ce qu'il a pris la suite d'un dispositif qui existait déjà ? Donc ça c'est un peu la première question, c'est-à-dire où est-ce que ça se situe dans le « tournant réflexif », si je reprends la citation de Philippe Lavigne Delville ? Et la deuxième question par rapport à l'École de la friche à défendre : est-ce que votre projet c'est plutôt de développer la réflexivité scientifique – c'est ce que j'ai compris pour ma part – et en même temps tu tendais à montrer que l'imbrication était telle entre le scientifique et le militant que c'était difficile de les partager. Donc est-ce que dans le projet, vous êtes déjà sur un projet de

réflexivité un peu mixte, hybride, ou imbriqué, si je reprends le terme de la journée d'aujourd'hui, ou que c'était plus résolument un projet scientifique entre chercheurs ?

Pavel Kunysz – Merci pour la question. Effectivement la friche à défendre est la neuvième rencontre de ce collectif Inter-friches, qui est clairement un collectif de chercheurs et chercheuses interdisciplinaire qui se concentre sur cette question des friches. C'est une neuvième rencontre donc ça fait déjà un petit moment que ça existe, mais précédemment en fait – moi je n'ai pas participé aux autres rencontres, je suis arrivé pour la préparation de cette neuvième – il y avait un constat qui était que ces terrains sont des terres en conflit la plupart du temps, où il y a des implications. Le collectif Inter-friches du coup dans cette deuxième phase financée par le CIST, avait pris la résolution de s'intéresser et de s'ancrer sur la lutte contre l'artificialisation des terres, donc il y avait déjà une perspective engagée de chercheurs et chercheuses. D'où cette décision quelque part de créer ce neuvième espace précisément autour de cet enjeu-là, d'aller chercher l'enjeu de la défense, donc de la friche à défendre, pour la questionner, pour voir comment ça peut se passer. Alors on a mouliné beaucoup pour voir comment on pouvait le faire. De mon côté j'ai amené un réseau de contacts que j'ai développé à Montréal pour essayer de voir comment on pouvait faire les choses de façon plus située. En fait on ne voulait pas débarquer de nulle part, on ne voulait pas créer un truc de toutes pièces, vouloir militer de façon hors-sol, on va dire, mais on appréciait de justement en discuter avec les personnes locales, les chercheurs et chercheuses qui sont également impliqués dans des luttes, et c'est comme ça qu'on a sélectionné ce terrain à Hochelaga où il y a des véritables enjeux très très actuels, une lutte qui est en cours avec tous ces intervenants.

De plus, on a choisi le moment de la semaine de mobilisation du collectif, donc c'est une semaine annuelle qui a lieu là-bas, de façon à pouvoir aborder cette question de la lutte en lien et en partage avec les personnes mobilisées, qu'ils soient chercheurs/chercheuses ou pas. Et donc on fait tout ce dispositif-là a été créé avec cette volonté d'une réflexivité relativement hybride dans la sens où la plupart des personnes qui étaient là avaient une forme d'engagement d'une façon ou d'une autre, avaient une forme d'activité scientifique d'une façon ou d'une autre, et ont participé à amener des choses dans la réflexion. Donc je pense que cette réflexivité on l'a développée à différents niveaux, et dans des collaborations.

Alors tout n'a pas fonctionné comme on l'aurait voulu, par exemple on aurait voulu beaucoup plus de personnes qui n'étaient pas du tout du champ scientifique justement, et ça n'a pas été le cas, on a eu que des personnes qui étaient actives scientifiquement d'une façon ou d'une autre. Par contre, via les personnes qui étaient très impliquées localement, on a eu des contacts avec les autres personnes qui étaient militantes, qui étaient plus occupées à se mobiliser puisque c'était la semaine de mobilisation. Et donc nous on était un peu naïfs sur ce coup-là, mais c'est finalement ce qui a fait qu'on a pu

diffuser aussi les résultats durant cette semaine de mobilisation, à la fin, devant les personnes et échanger avec ces personnes-là.

Et on a essayé d'aller assez loin dans cette réflexion-là, quitte à ne pas avoir des résultats scientifiques conventionnels, diffusables dans des revues de haut vol, mais d'avoir un truc un peu plus exploratoire et qui soit plus accessible. C'est pour ça qu'on a choisi ce format de zine, et qu'on a aussi développé ce zine en partenariat avec un collectif d'éditions féministe qui est mobilisé dans cette friche, de façon à ce qu'aussi on finance d'une certaine façon ce collectif pour le travail qu'ils accomplissent pour notre workshop. Et en même temps on a décidé de ne pas passer par un autre éditeur qui aurait peut-être été plus scientifique quoi, et qui aurait pu nous valoriser – nous on a fait ces choix-là. Voilà, ce sont plein de petits choix comme ça qui ont fait que, on a posé cette réflexivité au centre, jusqu'à ce qu'un des axes de travail soit cette réflexivité, donc une méta réflexivité. Après, ce sont des éléments que j'ai présentés un petit peu mais qui sont un peu épars, c'est des apports sur le moment mais on aimerait bien aller plus loin, je pense. Et donc cette neuvième rencontre c'était d'abord un moment de prise en compte de cette réflexivité et de ses enjeux.

Jean Vettrano – Merci. Avant de changer de champ de questionnements, peut-être une dernière question sur la réflexivité, mais là plutôt militante ou associative. C'est une question pour Oriane : tu es coprésidente de Paris d'Exil, tu ne l'as peut-être pas dit, donc je le redis. La réflexivité dont tu nous as parlé dans le milieu associatif et notamment par rapport à vos combats, est-ce que c'était formalisé? Tu nous as parlé par exemple d'un guide de la militance, donc est-ce que ça passe par des outils formalisés, est-ce qu'il y a des temps formalisés ? Par exemple j'ai travaillé pendant longtemps au Secours Catholique - Caritas France, et ils avaient des temps qu'on appelait « relecture ». Et la relecture chez les chrétiens, en tout cas au Secours Catholique, c'est synonyme de réflexivité pour Bourdieu par exemple. C'est vraiment des temps formalisés avec une méthodologie pour revenir sur nos actions, les analyser, interroger son positionnement, et cætera. Donc est-ce que vous avez peut-être aussi des temps formalisés, et est-ce que vous avez des pratiques ou des techniques particulières pour travailler cette réflexivité ?

Oriane Sebillotte – Non, on n'a rien de très formalisé. C'est un peu dommage, mais c'est beaucoup lié au fait que le milieu associatif c'est quand même très compliqué en termes de, enfin surtout pour des petites associations avec trois salarié·es, c'est très compliqué, il y a un épuisement militant, il y a peu de monde, on est sur des actions de terrain, mais du coup la réflexivité passe un peu à la trappe. On sait qu'il y a des outils par exemple mais on n'a pas le temps de les mettre en place. On l'occasion via les discussions avec d'autres assos, justement des plus grosses assos, comme le Secours Catholique etc., de savoir que ces outils existent et de savoir un peu quelle forme ils ont dans ces endroits-là. Mais c'est difficile, vraiment je pense que les petites assos gagneraient à être

accompagnées sur ce genre de choses. Encore une fois, avec l'épuisement associatif, le turnover dans les assos, et cætera, c'est toujours très compliqué d'avoir des outils et de les faire durer. Comme je le disais, ça va être vraiment sur des temps informels. Je pense que le fait que d'autres grosses associations mettent en place ces outils, ça a quand même un impact sur les assos qui n'arrivent pas à les mettre en place, qui n'ont pas le temps ou qui n'y réfléchissent pas, parce que les personnes à l'intérieur qui savent que ça existe vont en discuter et vont s'imprégner de ces pratiques-là. Et même si elles n'ont pas cette formalisation-là, elles vont en discuter et ça va être le sujet réellement de discussions en interne, sans toutefois en faire un outil. Le guide de la militance on a mis un an à l'écrire, et on s'est dit depuis vingt fois qu'il faut qu'on le refasse parce qu'il manque plein de choses, il y a des choses qui ne sont pas si bien dites, et on est en 2023...

Jean Vettraino - Du coup, je voudrais basculer dans un autre champ de questionnements qui est plutôt lié à vos rapports au terrain, puisque c'est assez présent dans vos trois interventions, et puis comme on est chez les géographes, je n'avais pas trop le choix ! Là c'est plutôt une question pour Pavel et pour Margot. Pavel, tu as employé une notion ayant un rapport au terrain, à la distance : tu parlais d' « espace tampon », donc je pense que c'est une métaphore spatiale. Oriane, tu parlais de banalisation du terrain connu - je voulais savoir si c'est quelque chose, Pavel, qui se discute, et que, en gros, soit dans le collectif, soit toi-même, tu le rencontres. Est-ce un risque identifié ou pas du tout ? Et, Margot, pareillement, par rapport à ton terrain très institutionnel, CIRAD et INRAE, est-ce qu'il y a un risque d'être tellement dedans et de ne plus t'étonner de choses qui pour un œil extérieur d'un citoyen ou citoyenne basique serait très étonnant et que toi tu ne verrais plus ? On commence peut-être par Pavel ?

Pavel Kunysz – Oui, alors la question de la banalisation du terrain, je vais peut-être répondre en deux parties, du point de vue du collectif Inter-friches puis de mon point de vue, qui ne sont pas tout à fait la même chose.

Je pense qu'au niveau de cette rencontre, on ne s'est pas trop posé la question dans le sens où on était tous et toutes des personnes qui venaient de différents milieux géographiques, différentes disciplines et cætera, qui allaient sur un terrain qui n'était banal que pour une toute petite partie d'entre nous. Et donc finalement dans ce rapport d'échange, de dialogue, et cætera, c'est un peu ce truc de – Oriane je crois que c'est toi qui parlait d'aller chercher des nouveaux arrivants pour se re-laisser surprendre quelque part, ou pour retrouver cette surprise-là. Moi, même si je connaissais Montréal, il y a des choses qui m'ont surpris. Et à l'inverse, des personnes pour qui c'est banal d'une certaine façon, ça permet d'aller plus loin sur certains aspects, de pouvoir saisir des prises sur l'histoire, sur la compréhension des acteurs beaucoup plus rapidement que... Voilà, on avait une semaine, donc c'était aussi très court, donc en avait besoin...

Moi, du côté de ma recherche, j'ai deux terrains, un en Belgique et un à Montréal, et le terrain en Belgique je travaille dessus depuis 2015. Donc c'est littéralement un terrain qui est à 200 m de mon école, donc je connais ce terrain depuis 15 ans ! Donc il y a une banalisation très très forte, il y a un rapport de banalisation très fort pour le coup. Mais la façon que moi j'ai développé pour contraster ça c'est justement d'aller chercher un autre terrain qui est celui de Montréal, de partir physiquement ailleurs, d'y revenir, de voir comment il évolue après tout ce temps passé quand je n'y étais pas, et de pouvoir faire un dialogue – dialogue qui est forcément asymétrique, c'est comme ça que je le présente en tout cas, c'est un dialogue qui est asymétrique parce qu'il y a un terrain que je connais depuis 15 ans et un sur lequel je travaille depuis quelques années de façon très éparse. Donc c'est comme ça que je répondrais.

Margot Buzaré – Alors moi je ne cesse d'être étonnée dans mon cas dans le sens où il y a zéro banalisation, parce qu'en fait je... j'allais dire que je ne comprends pas ce qu'ils font – si – mais je ne comprends pas bien. En fait je n'ai aucun background en biologie, et ce terrain je l'ai commencé il y a un an, et donc j'aimerais ne plus être étonnée en fait, mais non, je continue d'être dans une période d'immersion où je récolte plein d'infos, toute info me paraît analysable on va dire, donc je ne suis pas encore du tout dans cette étape. Peut-être que ça viendra l'impression d'être tellement proche du terrain que tu ne vois plus rien. Peut-être que c'est le cas, mais en tout cas j'ai l'impression que ce que je vois n'est pas encore du tout épuisé. La seule question que je me pose, et que j'ai du mal voir, encore c'est la spécificité de mon terrain. Par exemple que la tutelle de mon terrain principal soit le CIRAD qui est un organisme un peu particulier dans ces logiques de recherche, le fait que ce soit à destination des territoires des Suds dans une visée de développement, j'ai encore du mal à saisir en quoi ça a des conséquences sur leur vision de la recherche. Ça c'est un peu dur sans avoir un pas de recul et un point de comparaison, donc j'envisage juste d'avoir des entretiens avec des chercheurs et des chercheuses qui sont dans le même champ disciplinaire mais pas du tout dans la même tutelle pour avoir cette prise de distance. Mais en tout cas, toi Oriane ça fait des années que tu es sur ton terrain et ça peut être super, mais moi je ne comprends pas encore bien qui ils sont en fait ! Donc je n'ai pas ce rapport-là encore.

Jean Vettrano – Merci. Peut-être juste un contrepoint, pour parler un tout petit peu du monde associatif, comme j'en viens. Il y a un vrai risque identifié dans toutes les grosses structures comme le CCFD-Terre solidaire de banaliser ce terrain et donc de ne plus voir ce que fait le CCFD aux salarié·es et aux bénévoles en tant qu'institution, et cætera. Donc, on a mis en place ce qu'on appelle des « rapports d'étonnement », et donc toute nouvelle personne qui rentre au CCFD-Terre solidaire - enfin toute nouvelle personne salariée, puisque pour les bénévoles on ne peut pas exiger d'eux – doit produire un rapport d'étonnement pour nous renseigner sur notre structure et sur des choses qu'on

n'arrive plus à voir. Et je pense que c'est dangereux, que le risque de banalisation est vrai aussi quand on bosse dans une grosse structure et il faut vraiment s'en prémunir, sinon on devient bête, littéralement. Dernier champ de questionnements, avant d'ouvrir la parole à la salle, qui est impressionnante quand même. Je voudrais revenir sur quelque chose qui s'est dit peut-être un peu entre les lignes mais dès la première session il me semble : les questions éthiques par rapport à vos pratiques de chercheurs et/ou de militantes et militants. Parce qu'en fait il me semble qu'il n'y a aucun métier au monde où il n'y a pas une éthique professionnelle forte, et une déontologie. Quel que soit le métier ça me semble être une réalité, enfin à partir du moment où on fait son métier et qu'on y croit, il y a une éthique et une déontologie qui est propre au métier qu'on exerce. Du coup, je me demandais en entendant les différentes contributions et les vôtres quelle est la spécificité de votre questionnement éthique en tant que chercheur ou chercheuse ? Qu'est-ce qui fait que ce n'est pas le même questionnement que, je ne sais pas, un artisan ou un boulanger qui veut faire un pain qui soit bon, et cætera. C'est une grande question, vous avez une minute par personne, parce qu'après il faut laisser la parole à la salle ! Qui veut commencer ? Alors je précise, ce n'est pas une question piège !

Pavel Kunysz - Je vais essayer de répondre à cette question, ce n'est pas évident. Je pense que, pour parler en « moi je », il me semble que de ma perspective, pour être impliqué dans des milieux associatifs et militants, par rapport à ce que j'ai pu voir d'autre... Enfin le questionnement éthique de la recherche c'est quelque chose qui est assez établi, différemment, en sciences sociales en particulier il y a pas mal de réflexions qui sont plus accrues que dans d'autres disciplines, en milieu anglophone, anglo-saxon encore plus je pense. Ça mène à des formalisations qui sont parfois abusives de contraintes ou de choses comme ça qui cadrent les choses un peu trop et qui cassent justement la spontanéité qui peut être nécessaire dans certains entretiens.

Mais j'ai l'impression que cette réflexion est souvent centrée "recherche-recherche", c'est-à-dire qu'elle ne prend pas vraiment le soin des entretiens, des entretenus ou des personnes qu'on rencontre, mais plutôt elle protège la recherche de tout débordement, de tout problème, et cætera – en tout cas c'est ma vision des choses. Et moi, pour avoir un peu un pied dans les deux champs d'activités, j'essaie de réfléchir aux choses un peu à l'inverse aussi, c'est-à-dire : qu'est-ce que la recherche fait à l'associatif aussi, qu'est-ce que la recherche fait à ces communautés-là ? Dans le sens où on est... alors ça dépend où, vous avez moins de problèmes de sous dans certaines associations que d'autres, mais la plupart des assos sont clairement dans la précarité. Et donc le moindre temps, la moindre énergie dépensée c'est une ressource très rare, et même aller chercher des entretiens, aller chercher du temps chez ces personnes ça peut être en fait très contraignant. Et en même temps, on est souvent dans des milieux qui sont volontaires, qui ont envie de participer, de collaborer. Donc je m'inscrirais peut-être un tout petit peu en faux par rapport à ce risque d'utilitarisme, et cætera, de voir la recherche, parce que malgré tout, qu'il y ait un retour d'une façon

ou d'une autre, peu importe la forme, mais je pense que c'est relativement légitime dans le sens où si cette communauté ne bénéficie pas de la recherche, pourquoi elle y investirait du temps ? Pourquoi elle laisserait des personnes y accéder, voire les mettre en risque ? Donc moi dans mon questionnement éthique il y a un peu de ça quand même. Je ne sais pas si j'ai réglé la question, mais je pense s'il y a une spécificité dans mon questionnement éthique personnel, comme tu as posé la question, c'est peut-être celle-là, c'est peut-être d'essayer de prendre en compte les réalités vraiment matérielles du terrain. Et c'est un peu ça que je voulais amener avec l'impression du magazine, c'est que cette démarche qui était aussi inscrite là-dedans, de dire on va faire appel à des personnes qui... voilà si on a 500 ou 1000 balles à dépenser pour faire une production écrite, autant les dépenser chez ce collectif-là plutôt que chez un éditeur qui aurait pu faire la même chose.

Oriane Sebillotte – En gros effectivement ça rejoint un peu ces questions de positionnement et de réflexivité, et j'ai l'impression qu'il y a plusieurs niveaux d'éthique. Il y a une éthique formelle de protection des données, d'anonymat, une garantie de l'anonymat des personnes, et cætera, qui pour le coup est très utile parce que la recherche elle est de mieux en mieux formalisée, et en plus avec des outils comme les anthropos, etc., il y a un cadre, il y a des protocoles. Et ça, venant du coup d'une petite asso, ça permet aussi d'importer dans le milieu associatif ce genre de fonctionnement, de mettre des codes à la place des noms, de... Parce que les Excell en ligne sur Google, voilà... Mais ça c'est une éthique un peu formelle et large. Je pense qu'il y a une éthique de rapport à l'autre, et là c'est vraiment ces questions de positionnement, de faire attention à comment on interagit et comment, par quoi, parce qu'il y a une connaissance du terrain ou les enjeux des personnes, il peut y avoir une forme de... Un exemple : une personne me racontait que quand elle arrivait, une personne qui a le statut de réfugié et qui retourne faire des maraudes pour faire de l'information et distribution de thé et café, et qui m'expliquait qu'elle voyait les personnes, des soutiens d'assos, des bénévoles, donner du café, du thé, des informations, puis poser des questions assez intrusives aux personnes sur le campement. Et il me disait que ça, typiquement, ça les met dans une position très délicate parce que comme ces personnes viennent offrir quelque chose, elles se sentent redevables et elles se sentent obligées de répondre aux questions. Et du coup, là c'est quelque chose qui est moins formalisé, qui est plus à la fois de la conscience, à la fois de la connaissance du terrain, réflexion sur le positionnement, sur c'est quoi ma place, ok je suis dans une position asymétrique, potentiellement avec du pouvoir, potentiellement dans un espèce de don contre-don auquel il faut réfléchir. Et du coup cette éthique-là j'espère qu'un jour elle sera très... en fait je ne sais même pas s'il faut la formaliser, mais en tout cas c'est des points d'attention à avoir tout le temps. Pour l'instant j'en suis un peu là de mes réflexions éthiques.

Margot Buzaré - Je vous rejoins tous les deux. Effectivement comme tu le dis, je pense qu'il y a toutes ces réflexions sur la rigueur scientifique, le cadre déontologique, et cætera. Moi j'ai vraiment l'impression que cette question éthique elle se situe au niveau du rapport aux enquêté·es, et que je pense qu'on est beaucoup à avoir appris... enfin, je ne sais plus qui parlait de cette question-là, du fait qu'en sciences sociales on peut avoir vite peur qu'on remette en question notre neutralité axiologique, le fait qu'on est objectif et que ça suppose une forme de distance au terrain, une distance aux enquêté·es. Et oui, on voit en cours, à l'université, que le travail ethnographique suppose de créer des liens de confiance avec les enquêté·es, mais on ne dit pas forcément des obligations un peu éthiques que ça peut... Enfin, je suis un peu en questionnement par rapport à ça, sur par exemple le fait que ce que je produis... En fait, il y a des gens qui nous donnent du temps, bon en l'occurrence c'est ce que je disais, c'est que ce sont des chercheurs et chercheuses, ils n'ont pas beaucoup de temps mais ils sont relativement privilégiés. Mais le fait est que, dans tous les cas, quand on fait des entretiens, une enquête, c'est des gens qui nous donnent accès à leurs relations, à leurs réseaux, du temps, on prend une forme de leur matérialité aussi. Et produire du savoir je pense que ça peut leur être utile, mais je pense qu'il y a une réelle réflexion éthique, qui est de se dire : à partir de ce savoir-là, comment je peux produire quelque chose qui leur est utile, et leur redonner ce temps-là en fait d'une autre façon ? Et aussi il y a la question de l'accès aux données, on produit un savoir et à partir de quel moment on leur partage, et comment nous protégeons leurs droits ? Par exemple, je produis un texte sur mes enquêté·es et je me dis que je vais leur partager par éthique, et ils me disent : je ne suis pas d'accord avec ce que tu as écrit. Bon ben ça, j'ai l'impression que quand on suit un cursus académique en socio ou dans les autres disciplines que je ne connais pas, on ne pose pas trop ces questions-là. Je n'ai pas l'impression qu'on se dit qu'on a des obligations vis-à-vis de nos enquêté·es, enfin ils n'ont pas un droit de regard finalement sur ce qu'on produit. On peut leur donner le produit de nos entretiens, ça peut paraître logique, et à partir de quel moment on se questionne sur par exemple est-ce qu'on les inclus ? Est-ce qu'on les prévient à l'avance quand on communique sur eux ? Est-ce qu'on leur transmet les citations et leur demande leur accord ? Est-ce que quand on publie un article on leur envoie à l'avance pour avoir leur accord ? Est-ce qu'on les inclut dans les noms, les auteurs et les autrices ? Pour le coup j'ai l'impression que cette question éthique se situe à la fois dans ce qu'on peut leur donner qui n'est pas du tout académique, et ce qu'on fait aussi de... parce que nous en fait on capitalise sur tout ça. Mais ce sont des questions qui ne sont pas du tout résolues, et encore une fois je pense que c'est plus facile pour moi de me les poser parce que c'est un terrain avec un groupe plus privilégié. Mais voilà, j'ai l'impression que ces questions éthiques se posent là, et qu'on ne les pose pas bien. Enfin moi j'ai l'impression qu'elles ne sont pas du tout apparues dans mes études et qu'elles apparaissent parce que mes enquêté·es se les posent eux-mêmes, et je ne sais même pas si c'est ce serait apparu si j'étais sur d'autres terrains.

Jean Vettrai – Merci beaucoup. Je pense que les vraies questions d'éthique ne sont jamais résolues, qu'elles sont toujours ouvertes et qu'elles évoluent. Donc il nous reste 25 minutes. S'il n'y a pas de micro il faut parler très fort, parce que je vieillis et j'ai des problèmes d'audition.

Question de la salle – Merci pour vos interventions. Moi je suis étudiante en M2 du parcours recherche en master d'urbanisme à Paris 1. J'avais une question concernant le rapport proximité et distance avec le terrain, et je me demandais, ben du coup vous vous avez plutôt eu des expériences où vous étiez à découvert, c'est-à-dire que votre identité de chercheur/chercheuse était plus ou moins exposée vis-à-vis de vos enquêté·es. Et moi je pense que pour des raisons aussi éthiques c'est peut-être plus juste d'être à découvert pour avoir une sorte de forme de transparence et de confiance avec les enquêté·es, et même par rapport à ce que tu viens de dire sur le problème de « ils ont pas le droit de regard, pas le droit de parole », alors si en plus ils sont même pas au courant qu'ils sont étudiés, ça peut poser un peu des problèmes éthiques. Et je me demandais si vous pensiez qu'il y a des contextes dans lesquels le fait d'être à couvert donne accès à plus d'informations qu'en étant à découvert ? Parce qu'on a beaucoup ce truc de la méthode embarquée qui permet d'avoir accès à des infos plus intimes, qui permet une observation prolongée et une immersion sur le terrain qui donne accès à plus d'informations, ça on l'entend beaucoup dans le champ de la recherche en socio. Et je voulais savoir s'il y a des choses qui vous viennent en tête, soit des contextes qui s'y prêtent plus, toujours sur les terrains militants, mais des contextes qui se prêtent plus au fait d'être à couvert ? Ou alors si vous pensez qu'il y a des types d'informations auxquelles on peut avoir accès à étant à couvert ? C'est un peu long, mais en gros...

Question de la salle – Moi j'ai deux questions. J'en ai une qui est de savoir, particulièrement Pavel et Oriane, si dans votre confrontation aux mouvements militants vous avez été face à des personnes qui étaient contre le fait que vous soyez chercheurs ? Des réactions anti académiques, pour leur donner un nom. Ma deuxième question c'est savoir si vous vous êtes parfois retrouvé·es dans les situations un peu de trahir votre recherche, et notamment est-ce que vous avez essayé de revenir avec les personnes militantes sur ce que vous nommez à un moment comme un regard critique sur le militantisme ? C'est-à-dire qu'il y a ça aussi quand on étudie, quand on est entre cet interstice des milieux militants, cette prise de distance par rapport à son militantisme et cette vision critique de ce qu'on fait, et du coup est-ce que c'est quelque chose que vous ne discutez pas avec les personnes avec lesquelles vous parlez ? Ou seulement informellement avec les personnes en qui vous avez confiance ? Est-ce que c'est quelque chose que vous formalisez ? Voilà, c'est un peu cette question-là.

Question de la salle – Alors ce n'est pas vraiment une question mais plus une ouverture de discussion sur, on parle de militantisme et d'engagement, et du coup quelle place aux émotions là-dedans ? Puisque c'est quand même des moteurs d'engagement extrêmement forts, particulièrement la colère, mais aussi la frustration qui peut émerger de ces organismes militants où il y a quand même énormément de discussions, et parfois même de conflits entre militants, mais aussi entre militants et institutions. Et du coup qu'est-ce qu'on en fait de cette émotion-là dans la recherche ?

Question de la salle

Dans la suite, du coup qu'est-ce qu'on fait de la violence sur le terrain, selon qui on est en tant que chercheur ou chercheuse, où on est exposé de manière différente à la violence ? Et est-ce que ça fait partie de votre réflexivité ? Et d'autre part, le rapport à la réflexion, comme ce sont des terrains militants parfois ça se fait un peu dans la pression, les étapes, et comment la réflexion intervient dans votre positionnement de chercheur ou de chercheuse, et notamment la sécurité des données, et ne pas les vulnérabiliser aux yeux de l'Etat ?

Oriane Sebillotte – Je vais commencer par la dernière question. Moi je ne peux vraiment pas, entre le milieu militant et le milieu de la recherche, et les histoires de gens qui se font arrêter, avec leurs données qui sont extraites de leurs ordi, du coup je code tous les noms des gens, et je sais que je m'en rappellerai parce que j'ai une façon de coder. Et du coup dès que je rentre des données dans mon ordi c'est codé et ce n'est pas lié à des fichiers. Ce sont juste des précautions, je ne pense pas qu'il y ait des gros risques, et en plus je pense qu'il n'y a pas des choses vraiment très intimes ou autre dans mes données, mais je me dis par précaution, pour être tranquille. Et du coup la place de la violence et de la répression, eh bien la violence elle est surtout dirigée vers les personnes enquêtées, ou alors entre les militants parfois effectivement il peut y avoir des tensions qui peuvent être très violentes. Et après nous en tant que militant c'est la violence de... ben ça rejoint la frustration, de la colère, d'être confronté·es à des situations qui sont assez insolubles, mais je trouve que, enfin je ne sais pas, j'ai l'impression que ce n'est pas ça qui est moteur dans ma recherche. Disons que c'est plutôt ça qui était moteur dans mon engagement militant, ça peut donner de l'énergie pour aller faire des choix entre les solutions, trouver des pistes, etc. Mais par contre, justement en parlant de prise de distance, j'ai démenagé pour ne pas vivre sur mon terrain en me disant que ça me permettait de ne pas être tout le temps prise dans les milieux militants où il y a beaucoup d'émotions, on est très en colère, pas toujours mais parfois, et du coup le fait de prendre du recul permet d'analyser les données avec un peu de distance, et de ne pas juste être dans un réflexe de dénonciation. Comme je viens de ce milieu-là, je vois ces réflexes-là et ce n'est pas exactement cela que je cherche dans la recherche.

Et je me suis aussi lancée dans la recherche parce que j'avais envie de, pas prendre de la hauteur, ce n'est pas non plus rendre froid ce qu'il se passe, mais juste avoir un autre point de vue et essayer de comprendre réellement ce qui se passe, qui sont les acteurs. Je n'en ai pas trop parlé parce que j'ai un peu sauté des lignes tout à l'heure dans ma présentation, mais le fait de nuancer, depuis le début de ma recherche quand j'ai commencé à avoir une approche plus nuancée de certains acteurs et dispositifs, ça a été vraiment un peu questionnant sur comment du coup je continue à militer alors que j'ai cette approche s'est beaucoup modifiée, et est-ce que j'ai encore assez de colère et tout ça pour être efficace dans le milieu militant ? Et je pense que finalement oui, mais ça a demandé ces ajustements vraiment au début, pour comprendre un peu comment tout ça bougeait. Et j'ai moins l'impression de travailler dans la recherche que parfois de travailler avec le milieu militant, parce que du coup le fait d'avoir un regard critique dessus, ben je vais parfois parler de... alors toujours coller à l'anonymat et cætera, les gens connaissent leurs propres engagements, ils savent se positionner dans ce que je restitue, et ils peuvent, ça ne m'est pas encore arrivé mais j'imagine qu'ils pourraient se dire... Enfin, après ma recherche ne porte pas du tout sur le milieu militant, elle porte vraiment sur les campements et les squats, mais qui sont pris dans ces milieux militants et institutionnels, et donc forcément je vais en parler à un moment, et des fois je me dis que si quelqu'un me lit, comment ça va être perçu. Je pense que vraiment c'est important pour la recherche parce que ce n'est pas une critique gratuite, mais je vois les effets parfois ne serait-ce que démobilisation et cætera, qui peuvent... si je parle de certaines luttes avec des effets démobilisateurs de personnes, de milieux militants, ben pour les milieux militants concernés ce n'est pas très agréable de s'entendre dire qu'ils ont eu un effet démobilisateur, mais dans l'observation c'est vraiment l'analyse que j'en ai. Et oui, à découvert, pas à découvert, ben en fait moi j'ai beau dire je suis chercheuse, je suis chercheuse, je suis chercheuse, les gens que je connais depuis des années ils continuent à parler de moi comme si j'étais juste militante. Et du coup parfois je leur dis : attention, tout ce que tu me dis, ça fait partie... je ne peux pas me mettre en off et ne plus avoir de cerveau quand tu me dis ce truc-là. Donc ça ne veut pas dire qu'il faut me cacher des choses, et justement ça fait aussi partie de l'éthique, on ne dévoile pas certaines stratégies, si elles ne sont pas essentielles à l'analyse ça ne sert à rien de mettre les gens en danger. Mais du coup parfois il y a ça, et parfois c'est hyper pratique parce que pendant des évacuations où du coup je suis perçue comme associative par les institutionnels ou la police, ben j'entends des trucs hyper intéressants. Et là je ne suis pas à découvert, mais en même temps je ne vais pas aller les voir en pleine évacuation pour leur dire : au fait, je suis chercheuse ! Donc je me dis que ce n'est pas grave qu'ils me prennent pour une asso. Peut-être que pour eux ce n'est pas très important.

Pavel Kunysz – Merci pour ces questions, je les reprends dans l'ordre. Je vais essayer d'être court et efficace, ce n'est pas mon fort mais je vais essayer.

Pour cette question dû à découvert, moi je vais insister sur le fait que déjà je pense qu'être à couvert certainement dans certains contextes ça peut donner accès à d'autres choses. Il y a toutes sortes de recherches, notamment au sein de la police ou au sein de certaines institutions, dans les prisons, qui peuvent donner clairement accès à d'autres choses que si on est à découvert, et voire parfois c'est aussi se mettre en sécurité face à des situations de violences qui seraient le cas. Je veux dire si on fait des recherches sur la mafia, ou je ne sais pas, mais bon ce sont relativement des exceptions on va dire.

Par contre, quand on est à découvert, je pense qu'il y a une habitude aussi des gens au fur et à mesure. On a beau être chercheur, on est aussi une personne tout simplement, on tisse des liens avec des gens. Je pense que c'est Léo qui parlait un petit peu tout à l'heure de cette idée que les gens finissent par s'habituer. Quand j'étais en master en socio j'avais fait une toute petite enquête dans un bistrot de quartier, et le moment où ça a *shifté*, où je suis arrivé à sortir de - j'étais chercheur et on me regardait bizarrement parce que j'avais mon carnet et donc « mais qu'est-ce qu'il fout là ? » - c'est le moment où j'ai commencé à accepter qu'on me paye des bières à 10H du matin, et que je fasse la même chose. Et c'est à ce moment-là que ça a commencé... là j'ai commencé à avoir du matériau ! Et il y a une habitude, finalement on oublie un petit peu qu'on est chercheur, mais on ne l'oublie pas tout à fait, les gens le savent.

Et par rapport à la confrontation du militantisme, aux militants et à cet anti académisme, ben c'est exactement ce qui s'est passé avec le début de la friche à défendre, on essayé d'inviter des gens, et on n'a pas arrêté d'essayer de susciter l'adhésion des personnes qui militaient. On avait déjà des militants qui étaient là mais qui étaient aussi chercheurs, qui avaient cette double casquette, et via ces personnes-là on espérait, on se disait qu'on avait une entrée, c'est bien. Et en fait les personnes refusaient complètement. Elles se disaient : mais qu'est-ce qu'ils foutent là ? En plus c'est un gros machin qui débarque de nulle part... Et c'est pour ça qu'on n'a eu personne en amont, mais une fois qu'on a été sur place, une fois qu'on a tissé des liens, qu'on a partagé des repas, là ça allait beaucoup mieux. Et c'est comme ça qu'on a fini par présenter cette recherche devant eux, qu'on a pu échanger dessus, et qu'eux-mêmes s'en saisissent maintenant des fois pour parler de ce qu'ils font.

Alors par rapport à trahir la recherche et le risque de trahir la recherche, moi j'ai envie de dire, effectivement je te rejoins dans ce truc de j'ai plus peur de trahir les militants que de trahir la recherche, dans le sens que trahir la recherche c'est parfois trahir des institutions qui sont fortes et établies de toute façon, elles ne risquent pas grand-chose en soi. Je pense qu'effectivement si on met en péril une université de grand renom, je crois qu'elle s'en remettra, et qu'une petite association c'est moins sympa. C'est mon pur avis.

Sur la question de la place des émotions, ma thèse porte sur les imaginaires sociaux des lieux, donc la question de l'émotion elle est très importante pour moi, d'autant qu'il y a beaucoup de travaux sur les imaginaires sociaux qui sont purement structurels, des analyses très froides en fait et qui du coup

évacuent énormément du savoir qui est sur le terrain. Et je pense qu'une des façons dont moi je traite les choses, c'est sur la question des modes de transmission, et d'aller rechercher comment on transmet ce savoir, on travaille sur l'expressivité. Alors je viens du milieu de l'architecture aussi, donc proche des arts et cætera, et dans tous ces milieux-là il y a déjà un grand travail qui a été fait depuis longtemps sur les modes de représentations, les modes de narration, et donc l'emploi du récit, du narratif, de la poésie et des images aussi, on en a un peu parlé, je pense qu'il est très important dans ça. Et à mon avis on est au tout début de ces questions-là, notamment en francophonie. Il y a cette citation que j'aime bien de Colette Pétonnet qui avait fait un article assez connu sur le cimetière du Père Lachaise, qu'elle clôturait en disant : *mais il y a-t-il des lieux pour raconter la communauté scientifique ?* Et je pense qu'à l'époque c'était peut-être beaucoup plus compliqué, et qu'aujourd'hui c'est déjà plus simple de le faire, de faire des performances pour transmettre du savoir scientifique qui permettent justement de traduire des émotions aussi, et de relater les choses.

Et je ne vais peut-être pas me prononcer sur la place de la violence parce que j'aurais des choses à dire mais rien de très pertinent, donc je vais m'abstenir. Et j'arrête de parler !

Margot Buzaré — A part la question des émotions, finalement j'ai envie de parler de mes enquêté·es par rapport à ça, sur la place des émotions dans la recherche. En fait la question principale de ma thèse c'est de voir comment en contexte d'Anthropocène, les changements écologiques globaux participent à se faire questionner les chercheurs sur leurs pratiques de recherche et est-ce que ça participe à des transformations ou pas. Et justement cette question de comment les émotions peuvent être motrices, de base je ne parlais pas forcément sur la socio des émotions et je ne l'ai pas encore vraiment bien creusé, mais en fait ça apparaît dans mes entretiens parce que des fois quand je demande à des chercheurs ou des chercheuses si ce contexte-là ça peut... Bon je pose la question dans ma thèse, plutôt à la fin mais en gros je leur demande si ce contexte Anthropocène a des effets sur les questions qu'ils se posent par rapport à leur recherche, les partenaires avec qui ils travaillent, les questions qu'ils se posent. Il y en a qui, après la question, ou même avant, je ne suis pas obligée de la poser, qui ont des réactions on va dire physique, où en gros l'émotion elle apparaît. Je ne la pose même pas, je ne leur demande pas s'ils sont en colère ou autre, mais elle apparaît dans l'entretien, et je vois qu'il y en a que ça met en colère, une fois il y en a une qui s'est mise à avoir les larmes aux yeux. Mais en fait à sur le moment je vois à quel point ça peut être heuristique cette émotion dans le fait de changer par exemple de sujet ou de trajectoire, ou de partir du monde académique. En fait j'ai l'impression qu'on ne parle pas assez de à quel point elle peut être un moteur dans les choix de sujet qu'on a, dans les méthodes aussi. Les changements globaux que les chercheurs constatent sur leurs terrains, les paysans et paysannes avec qui ils bossent, et ils se rendent sur leurs terrains, et ils se rendent compte en Afrique de l'Ouest que... Enfin ça provoque des émotions hyper fortes et qui vraiment, qui ont un effet sur leurs pratiques de recherche. Cette

question mérite d'être creusée en tout cas. Et sur la question de la recherche à couvert ou découvert, je vous rejoins sur le fait que je pense que c'est important de le notifier. Je ne sais pas, j'ai ce truc très scolaire de me dire que c'est important de le notifier directement une fois que tu as identifié tes enquêté·es, ben c'est bien de leur dire ta position. Et puis quand tu passes du temps sur le terrain et que tu es empathique, tu noues des liens, peut-être que les gens te confient aussi plus de choses. Et comme vous le disiez, en fait ils ou elles oublient un peu notre position.

Jean Vettrano – S'il n'y a pas d'autre question, j'en ai une toute dernière qui brûle les lèvres, car on est à la session 3 qui est sur les trajectoires et vous avez montré assez bien pour les trois une complémentarité entre militance et recherche. Est-ce que vous avez des contre-exemples, c'est-à-dire des trajectoires brisées ? C'est une vraie question, je me suis demandé ça en vous écoutant et en repensant... Tu l'as dit un peu, par exemple il y a des gens qui font le choix de sortir de la recherche, est-ce que vous avez constaté des mouvements un peu dans un sens ou dans l'autre qui au lieu de jouer sur ces allers-retours et cette complémentarité que vous avez très bien montrés tous les deux et imagés aussi, est-ce que parfois il y a des choses qui se brisent, ou pas ? C'était ma dernière question.

Pavel Kunysz – Donc je vais répondre rapidement parce que ça fait écho à ce dont on parlait tout à l'heure. Je pense que combiner ces casquettes-là ça peut être, rien qu'en termes de temps et d'investissement, d'énergie, et émotionnellement justement, ça peut être très très pénible. Pour moi, les associations avec lesquelles je travaille, j'ai travaillé du temps pour elles de façon purement bénévole, et donc ma recherche aussi, je prends du temps et donc j'ai un directeur de thèse qui me dit : mais tu devrais abandonner tout ça. Et en même temps, ils ont commencé à travailler avec moi parce que j'étais inscrit d'avance dans ces milieux-là. Toutes ces choses-là amènent à questionner, moi ça m'amène à questionner sur justement en tant que chercheur est-ce que j'ai encore le temps, la possibilité de le faire ? Ça c'est la question qui pose la légitimité que j'ai à faire aussi, parce que la force d'avoir cette étiquette, la recherche et- alors je ne suis encore que doctorant, ça passe encore- mais le jour où je suis docteur, je n'imagine même pas les têtes au carré qu'on me fera dans certains milieux. Mais donc du coup, là c'est finalement dans les milieux militants qu'il faudra être à couvert, peut-être. Non pas pour la recherche, mais simplement pour que les milieux militants puissent fonctionner.

Mais du coup je répondrais plutôt dans cette question de trajectoire brisée, je pense qu'il y a beaucoup de personnes dans leurs présentations qui ont parlé aussi de ce truc des situations de précarité, des situations matérielles dans lesquelles on est tous, et d'être dans une journée, qu'on n'a pas assez d'énergie, que le burnout associatif existe aussi, et que tout ça mis ensemble avec le stress de la recherche peut être très très néfaste.

Oriane Sebillotte – Je suis d'accord. Pour moi c'est un peu comme le fait de bosser à côté, c'est l'engagement associatif, militant, quel qu'il soit, ça prend du temps et effectivement il y a vraiment... Enfin je ne sais pas, je suis d'accord avec ce que tu dis, j'ai vu des exemples, je n'ai pas assez de recul dans le milieu de la recherche, mais j'ai vu des exemples de gens en master qui ont dû arrêter parce qu'ils avaient un investissement dans un milieu associatif qui leur prenait beaucoup de temps et du coup ils ont préféré partir vers ce milieu associatif-là parce qu'ils y trouvaient plein de choses qui répondaient à ce dont ils avaient besoin eux. Et ils voyaient bien qu'ils n'avaient pas le temps de faire les deux.

Margot Buzaré – Des étudiants et des étudiantes en master parce que sur mon terrain j'observe quelques rares trajectoires d'*exit*, de sortie de la recherche, mais c'est que des étudiants et des étudiantes qui sont en stage de master ou en thèse. Et j'ai l'impression qu'une fois qu'ils ont progressé dans leur carrière il y en a qui s'interrogent là-dessus, mais en fait il y a tellement d'investissement qui a été fait que... C'est ce que je disais tout à l'heure, c'est que j'ai des enquêté·es qui sont dans un rapport de responsabilité vis-à-vis des partenaires et des liens de confiance qu'ils ont créés avec ces gens-là, et qu'ils n'ont pas du tout envie de laisser ces partenaires aux mains de leurs collègues qui n'ont pas forcément la même approche de la recherche. Et qu'ils ont du mal du coup à sortir de cette trajectoire qui, je pense, produit une forme de dépendance etc. Donc les quelques trajectoires d'*exit* que j'observe c'est vraiment des jeunes qui n'ont pas cette forme d'investissement dans le temps, et voilà.

Conclusion de l'invitée d'honneur : Camille Schmoll (EHESS, UMR Géographie-Cités)

Introduction par le comité d'organisation

Pour conclure cette journée très riche, on a prévu une conférence de clôture, histoire d'élargir encore tous ces questionnements abordés aujourd'hui. On a avec nous Camille Schmoll qui est directrice d'études à l'EHESS, spécialiste des questions migratoires et en particulier des migrations féminines. C'est quelqu'un qui nous a particulièrement intéressé pour discuter aujourd'hui parce que, de par son parcours de chercheuse, elle a rencontré de nombreux questionnements posés aujourd'hui, et même à une échelle un petit peu différente, puisque c'est une chercheuse plus que confirmée. D'abord par son engagement, en particulier son appel à la création du GIEM [Groupe international d'experts sur les migrations] qui, sur le modèle du GIEC, est une structure d'expertise en termes de migration et d'asile, et qui pose la question de comment la recherche peut porter un discours visible et fort à l'échelle mondiale et des décisions politiques. Mais aussi par sa participation au projet de refonte du musée de l'Immigration à Paris, qui pose la question de comment est-ce que l'on transmet les résultats de la recherche pour les rendre accessibles à un public de plus en plus large. Et enfin, le fait d'être sur ce terrain particulièrement difficile, où l'on trouve une multitude d'acteurs avec des niveaux d'institutionnalisation plus ou moins forts, pose aussi la question de comment est-ce que l'on s'engage face à une réalité sociale qui est parfois humainement insupportable.

Camille Schmoll (EHESS, Géographie-Cités)

Merci à toutes et tous pour l'organisation. Je ne sais pas combien de temps ça va durer, mais relaxez-vous ! Ce que j'ai fait, c'est que j'ai essayé de prendre des notes au fil de la journée et de réagir un petit peu à ce qui s'est dit. Je suis partie de la question de l'engagement, ensuite je vais vous parler de la question des méthodes, et des questions de réflexivité. Et puis je reviendrai sur la question politique de l'autonomie de la recherche. Vaste programme, mais c'est à cause de vous !

Pour commencer, je voulais juste poser le fait, et cela a déjà été dit, que ces questions de neutralité de la recherche, de tension avec l'engagement dans des associations, de la neutralité de l'engagement, elles existent depuis le début des sciences sociales, et qu'il faut régulièrement ramer en fait. Le fait que, y compris dans les sciences dites dures ou exactes, la question de la neutralité axiologique est complexe, il faut le rappeler régulièrement, mais, en réalité, c'est une discussion qui existe depuis très longtemps. Je voulais commencer par ça, et dire que ce thème de l'action et de l'engagement questionne évidemment un thème très foucauldien, entre autres, qui est la question du rapport entre savoir et pouvoir. En tant que chercheurs et chercheuses, en tant que scientifiques, en

réalité on n'est jamais complètement hors sol, donc il y a des résonances entre les questions que l'on se pose et les questions politiques, et inversement.

On va prendre l'exemple de la "crise migratoire". Cela a été une expression très importante dans le récit de ce qui a été fait, de ce qui se passe depuis une dizaine d'années en Europe. C'est une construction médiatique, politique, et les scientifiques, avec les militants, ont été interpellés par cette question et en sont venus à construire une réflexion sur la crise de l'accueil. On n'aurait pas pu parler de crise de l'accueil s'il n'y avait pas eu d'abord un discours médiatique et politique sur la crise migratoire. Donc on passe notre temps à réagir, à contrer parfois, à déconstruire des discours qui sont des constructions politiques et médiatiques. Cette question de la relation entre savoir et pouvoir interroge la capacité de la recherche à participer au débat et à la transformation sociale. Elle interroge nos relations qui sont multiples, on a parlé de tout ça aujourd'hui, avec les élites de la société en général, le monde des médias, le monde du militantisme. En sachant que l'on peut effectivement se positionner, y compris en tant que chercheurs et chercheuses, dans ces mondes-là... Et en général on s'y positionne, on est aussi citoyens, donc cela contribue à complexifier les choses.

Je voudrais aussi évoquer avec vous rapidement les nouveaux enjeux de réflexivité qui traversent aujourd'hui, me semble-t-il, la recherche, en particulier en géographie. Mon point de vue, très rapidement, c'est un point de vue de géographe critique. L'idée de la géographie critique est à la fois de mettre à jour des formes de domination, de pouvoir, de violence, des injustices, mais aussi, pourquoi pas, les pratiques de résistance. Et puis, pour faire œuvre d'émancipation peut-être, de participer à la transformation sociale. Refuser un certain nombre de discours. Ces discours qui construisent ce que la géographe Rachel Pain appelle des « géographies de la peur ». Et puis, il y a une façon de travailler, on en a parlé aujourd'hui, une façon de travailler « avec » plutôt que « sur ». Cela rejoint les enjeux de politisation des sujets de géographie, et notamment avec les sujets aujourd'hui de la crise sanitaire, de la crise migratoire – je parle de crises parce qu'un certain nombre d'entre vous travaillent sur les crises. Il y a tout une série d'autres sujets aussi, comme les violences, les différents types de violences, qui nous obligent à politiser notre discours géographique.

Donc, moi, je travaille sur les migrations, c'est mon champ de bataille discursif. Cette métaphore du champ de bataille, de la guerre, est très contestée et je comprends aussi qu'elle soit contestée, mais évidemment en tant que scientifiques, on n'est pas les seuls à travailler sur cette question et à développer un discours. On voit en fait de nombreux registres s'articuler sur cette question des migrations. Il y a nous, il y a les médias, il y a d'autres chercheurs et d'autres figures qui se positionnent sur ce champ. Je pense à une figure comme celle de Claire Rodier qui n'est pas une chercheuse académique, mais qui est chercheuse, qui est juriste, qui a travaillé au GISTI et qui est une figure importante du débat sur les migrations aujourd'hui. Elle a publié plusieurs livres ces dernières années sur ces questions-là. Et puis les institutions bien sûr, donc on a des personnes comme Didier Leschi, par exemple, dont le petit livre tract chez Gallimard s'est très bien vendu [*Ce grand dérangement. L'immigration en face*, 2023], et qui pose de grandes difficultés aux chercheurs,

car il donne l'impression de défendre une vision « raisonnable » des politiques migratoires, et c'est tout sauf cela. Il y a aussi le journaliste Stephen Smith que l'on a passé beaucoup de temps à essayer de déconstruire, moi, en tant que géographe, et d'autres. On est donc des acteurs comme ça, dans un champ discursif, et on essaie de faire valoir, comme tous les autres, notre parole, essayer de faire comprendre que notre parole est importante. Voilà, je pensais évoquer trois points, je vais essayer de le faire rapidement.

Donc premier point, les variations de l'engagement. Ce que l'on a vu aujourd'hui, à écouter les uns et les autres, c'est qu'il y a différentes postures d'engagement et qu'elles sont toutes aussi intéressantes et légitimes les unes que les autres. Ces questions d'engagement, elles traversent la recherche du début à la fin. De la formulation de nos questions, de la façon dont on arrive à travailler sur certaines questions, à toutes les questions qui concernent la valorisation, la communication, la restitution. C'est quelque chose qui parcourt nos trajectoires de chercheurs et chercheuses, et qui évolue. On essaie après de simplifier, de réduire un peu la réalité, on est obligé de construire une typologie par exemple, mais en réalité cette relation entre recherche et engagement, ce sont des va-et-vient et il y a un côté itératif qui est important. On l'a vu à travers les différentes présentations – je ne vais pas vous dire à chaque fois à qui ça m'a fait penser...

Après la question des formes et de l'itération, comment faire, et avec qui ? C'est une question que l'on a trouvée toute la journée aussi : est-ce qu'on travaille avec les politiques et les décideurs, est-ce qu'on travaille avec les exploités, les dominés, les subalternes ? Ce sont de vraies questions. On vise quoi, on vise qui, et de quelle manière, avec qui on travaille et comment ? Ça renvoie aussi à la figure de l'intellectuel, je vais y revenir, qui a beaucoup été travaillée dans la réflexion sur l'engagement dans les sciences sociales. Quelles formes et modalités d'action ? On en a vu plusieurs aujourd'hui, cette façon de chercher « avec », qui peut être déclinée de plusieurs façons : recherche-action, recherche participative, activisme. Cela rejoint les questionnements sur ce que l'on veut dire, comment on veut le dire, qui on touche. Et à quel point, on l'a vu aussi, il y a des enjeux de loyauté et de fidélité face à la parole des uns et des autres, qui sont assez complexes, à vrai dire. Auprès de quels acteurs s'engager ? Là, moi, je continue à utiliser la typologie de Michael Burawoy sur la sociologie publique. Ses travaux ont été traduits dans les *Actes de la recherche en sciences sociales*. Ils ont été repris aussi par les géographes qui ont écrit en anglais, surtout sur la géographie publique. Idem pour l'anthropologie, Michel Agier notamment. On trouve ça dans plusieurs disciplines. Cette idée d'une sociologie publique s'oppose à une sociologie d'experts en fait, c'est-à-dire faire des *policy briefs* et conseiller les politiques. Ça me semble encore pertinent comme position, comme articulation, parce qu'on peut aussi à certains moments être plutôt dans la *policy sociology*. Il m'est arrivé de faire des *policy briefs* dans des projets européens, plutôt dans une approche tournée vers le public, vers la société. Les deux s'articulent, et puis, dans la sociologie publique, si vous connaissez Burawoy, il y a plusieurs formes de sociologies publiques. Il y a des formes très organiques, qui sont

intéressantes quand on réfléchit à comment travailler avec. Quand on travaille avec les collectifs, les militants, les artistes ou les migrants en l'occurrence, je pense qu'on est beaucoup plus dans de l'organique, dans une sociologie publique organique, et moins académique.

Il y a la figure de l'intellectuel et celle de l'expertise, de l'expert. Alors c'est un peu compliqué parce que quand on traduit *expert*, ça ne veut pas dire la même chose en anglais et en français. En tout cas, c'est Gérard Noiriel, dans *Dire la vérité au pouvoir*, – qui est une expression intéressante à laquelle on pourrait réfléchir –, qui distingue cette figure de l'intellectuel et de l'expert. Mais peut-être que cette figure de l'intellectuel est un peu démodée, un peu désuète, je ne sais pas si on peut encore parler de l'intellectuel. Puis, il y a cette idée foucauldienne de « l'intellectuel spécifique », que vous connaissez, pour caractériser les gens qui réagissent sur les questions dont ils sont spécialistes sur les questions de transformations environnementales, de dégradations environnementales, par exemple, les géographes qui aujourd'hui réagissent sur les questions de migrations et sur plein d'autres domaines, il me semble qu'ils réagissent en tant qu'intellectuels spécifiques. C'est l'idée de ne pas prendre position sur des questions sur lesquelles je peux être militante, mais pas spécialiste en fait. Je pense que je ne pourrais pas m'exprimer dans l'espace public sur ce genre de sujets, après c'est une posture comme une autre.

Alors, les experts, qui correspondent un peu aux *policy sociologies* de Burawoy. Dans le champ des migrations, il se trouve que l'on a un acteur très important, l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), qui est depuis quelques années une agence de l'ONU, et qui a tendance à transformer un peu l'expertise. C'est un peu compliqué, c'est une vraie question. Je pense que cela existe aussi dans d'autres domaines, je pense par exemple à l'Organisation mondiale du tourisme qui doit jouer un jeu un peu similaire parce que ce sont des expertises très normatives en fait. Alors c'est l'inverse, l'Organisation mondiale du tourisme, c'est plutôt pour favoriser le tourisme, un tourisme durable certes, mais quand même. Nous, l'OIM c'est plutôt une vision pour arrêter les migrations, ou en tout cas limiter les migrations. On va donc se positionner par rapport à cet acteur-là qui fait figure d'expert. C'est compliqué parce que d'un côté il produit des données qui sont extrêmement utiles et importantes – je pense au comptage de morts aux frontières, les données sont intéressantes, utiles, et on les utilise –, et en même temps on a un problème avec la position très normative de cet acteur, et puis aussi avec la capacité de cet acteur à mobiliser des experts qui ne sont pas des universitaires. Je ne le dis pas simplement par corporatisme, mais parce qu'on est dans une compétition. Et donc, on va retrouver des chercheurs qui s'inscrivent dans un contexte et font figure de contre-experts sur ces questions-là. Si l'on pense au comptage des morts qui passe par l'OIM, il y a eu un moratoire en réaction des chercheurs. J'aurais pu parler d'Olivier Clochard par exemple, mais je pense que vous connaissez tous le travail qui est fait autour de Migreurop. Peut-être que vous connaissez un petit peu moins ça, sauf ceux qui travaillent sur les migrations... C'est le collectif Forensic Architecture qui a fait un très beau travail de contre-expertise par rapport à la réflexion sur les morts en mer, par rapport à la

question des responsabilités sur les morts en mer. C'est un documentaire que vous trouvez en ligne qui s'appelle [Liquid Traces](#), et je vous encourage à le voir.

Une autre façon de se positionner que l'on mène effectivement depuis quelques années, avec un groupe de collègues... On a lancé cette idée, ça a commencé en 2018, au moment de l'errance de l'Aquarius... Je ne sais pas si vous vous rappelez de ce moment-là en juin 2018, en Méditerranée, où le bateau ne trouvait pas de port d'accueil. On s'est mis en colère – c'est aussi la question des émotions –, et on a décidé de se mobiliser pour un réseau international d'experts en anglais, de spécialistes, « d'intellectuels spécifiques » sur les migrations. On a lancé une pétition qui a beaucoup tourné, qui a été traduite dans plein de quotidiens. Elle a été signée par 700 spécialistes universitaires. Et pour cette pétition, on n'a pas voulu demander aux collectifs de militants avec lesquels on travaille de signer, parce que l'idée, c'était vraiment qu'on prenne position en tant que chercheurs dans l'arène publique. Depuis, on travaille, mais c'est très compliqué... En fait, c'est hyper intéressant ce truc, parce que l'on découvre à quel point l'accès à l'expertise – vous allez dire que je suis naïve –, mais c'est compliqué. Voilà, aujourd'hui on a des fonds d'une fondation privée pour faire une étude de faisabilité pour essayer de comprendre dans quelle mesure on pourrait réussir à pousser cette initiative sur le plan politique au niveau international, et on y travaille. Le modèle, c'est le GIEC, sauf que nous on ne veut pas être intergouvernemental, on veut être indépendant. On a un petit côté utopique. Voilà, donc, intellectuel spécifique, intellectuel collectif. C'est un peu le mot d'ordre de ce que je voudrais vous dire aujourd'hui, je pense qu'il faut continuer à échanger en collectif, c'est cette dimension collective qui va nous sauver. Mon modèle, en tout cas, parmi les modèles que je voulais évoquer en lien avec les questions de migrations, c'est ce GIEC des migrations parce qu'il me semble important de porter une voix collective de la recherche. En parallèle, il y a des alliances publiques qui se sont créées, des collectifs qui sont mixtes. Pour moi, le modèle de l'intellectuel collectif sur ces questions-là, pour utiliser l'expression de Pierre Bourdieu, c'est Migreurop, qui est un collectif de chercheurs et de militants, qui produisent des atlas et qui, petit à petit, sont passés d'une géographie critique des politiques migratoires, sur les premières versions de l'atlas, à une géographie de la liberté de circulation.

Deuxième point. Moi, j'ai été formée en géographe dans les années 1990, donc ma discipline est une discipline de terrain. En tout cas, je suis une géographe de terrain. Mais c'est aussi une approche très virile, viriliste même. Je renvoie aux travaux d'Anne Jégou qui a beaucoup travaillé sur cela en géographie physique. En réalité, on n'avait absolument pas de réflexivité, on était très loin de tout ce que vous avez vécu aujourd'hui. Mais c'est vraiment au fur et à mesure et progressivement que je me suis familiarisée avec les critiques féministes, les critiques décoloniales, et j'ai pu comprendre à quel point on nous avait induit en erreur. Et comprendre que cela fait beaucoup de dégâts aussi, cette vision un peu héroïque, solitaire, viriliste du terrain, c'est extrêmement dangereux

parce qu'on n'est pas forcément sur des terrains très *safe*. Je veux dire que je trouve qu'on a beaucoup évolué là-dessus, vers une recherche plus réflexive.

Les géographes féministes, Claire Hancock notamment, ont donné beaucoup d'énergie pour critiquer ce regard « innocent », pour reprendre une expression de Donna Haraway, ce regard innocent de la recherche sur le terrain, sur la relation entre les chercheurs et le terrain... Elle travaille sur les savoirs situés dont vous avez beaucoup parlé aujourd'hui. On a évolué vers une géographie plus sensible, plus émotionnelle, avec un danger à mon avis, un écueil quand même, c'est la submersion émotionnelle. Mais en tout cas, on n'est plus du tout dans une vision solitaire, viriliste et égotique du terrain. Prendre conscience de nos émotions, de ce que le terrain donne au chercheur, de ce que les chercheurs amènent au terrain, c'est aussi mettre en place des stratégies – j'aime bien cette expression – de *safe care*. Ça rejoint les réflexions sur les ateliers pratiques, une réflexion menée par une doctorante aujourd'hui au sein de notre laboratoire, qui fait son chemin d'ailleurs. Mais c'est important, comment on fait pour prendre soin de nous aussi en tant que chercheurs et chercheuses... Il ne faut pas avoir honte d'avoir besoin de prendre soin de nous, même si on traverse des choses qui sont plus cools que ce que traversent les gens qu'on rencontre parfois.

Vous avez soulevé plein de questions aujourd'hui en lien avec la question du positionnement sur le terrain. Il y a la question du fait qu'être une femme, un homme, ces positionnalités sur le terrain font que le terrain est un espace plus ou moins sûr. Voilà, tous ces risques, toutes ces difficultés dont vous nous avez fait part avec beaucoup de modestie et de pudeur, mais que l'on a quand même vu se profiler. On assiste régulièrement à des chercheurs et des chercheuses qui vivent non seulement une forme d'instrumentalisation... Alors je peux raconter des histoires personnelles, comme ça je ne dévoile aucune situation spécifique actuelle. Mais, par exemple, à propos de l'enjeu de la réputation, j'ai travaillé pendant longtemps sur des terrains très masculins. Pour ma thèse, j'ai fait une ethnographie de quartier, j'ai travaillé sur des milieux très masculins, sur le commerce informel à Naples. Et le fait d'être une jeune femme seule à faire de l'ethnographie dans un quartier, tout le monde s'est très rapidement demandé ce que je venais y faire et j'ai été confrontée à une réputation de... fille facile, on va dire, pour utiliser un euphémisme. Et ça a été très violent. Sur le moment, je n'en ai jamais parlé parce que je n'ai pas eu l'occasion d'en parler et que c'était des choses qu'on cachait sous le tapis. Mais voilà, si cela arrivait aujourd'hui, et cela ne m'arrive plus parce que je ne suis plus une jeune fille, je pense que j'aurais affronté les choses différemment et j'aurais été mieux armée par rapport à ça. Le terrain n'est pas toujours un espace sûr, et on est assigné sans cesse.

Alors, qu'est-ce qu'une bonne recherche ? Le message que j'avais envie de passer aujourd'hui, c'est que je trouve que vous avez un souci éthique extraordinaire, même si on aimerait que ce souci éthique soit ordinaire. Mais il y a aussi des difficultés et des problèmes liés à ce souci. La prise en charge de l'éthique a beaucoup changé, mais vous avez un souci énorme de coproduction et de co-construction, qui est extrêmement intéressant et qui fait émerger des questions. La question des sanitaires au collège par exemple [abordée par Coline Poupeau], c'est une vraie

question. Effectivement, je n'avais jamais pensé au fait que c'était un endroit de sociabilité, de socialisation, et c'est super intéressant.

Cette question de la co-construction amène aussi la question de la réciprocité, du don/contre-don. Pour la restitution, sur mes terrains, mon expérience, c'est que la restitution est une épreuve pour les gens avec qui je travaille, ça les angoisse énormément et mes résultats de recherche ne les intéressent pas du tout. Je n'ai pas le temps d'épiloguer, mais je me suis rendu compte que ce n'était pas leur faire un cadeau et qu'il y avait d'autres façons de travailler sur la réciprocité. Je suis donc vraiment impressionnée de la façon dont vous êtes près des acteurs, dont vous êtes investis sur cette question de la réciprocité, mais je me permets aussi de dire qu'il y a une fatigue dans la recherche, qu'on ne peut pas toujours performer sur tous les niveaux, et qu'entre les nécessités scientifiques et les besoins méthodologiques, il peut y avoir parfois une énorme différence. Cela peut être écrasant parce qu'on est face à des injonctions contradictoires et cela peut être difficile. L'injonction participative peut être aussi écrasante, et pour les enquêtés, et pour vous. Il y a des contextes dans lesquels on ne fait pas de participation et c'est comme ça. Donc attention, souvent il y a le slogan « je travaille avec, je ne travaille pas sur ». Mais parfois, on travaille sur et ce n'est pas grave. En fait, beaucoup d'entre vous travaillent déjà « avec » ! Donc attention aux angoisses, à la peur, à la peur de l'illégitimité, à la peur de ne pas être une bonne personne, de ne pas avoir le bon positionnement. Moi, je ne suis pas d'accord avec l'idée qu'il faut forcément appartenir à un groupe, je sais bien que c'est très complexe. Mais il ne faut pas forcément appartenir à tel groupe pour travailler sur tel groupe. On peut être réflexif et ne pas être exclusif. Enfin, je ne sais pas, c'est une question qu'il faut un peu complexifier, même si je comprends l'exigence. Je pense que ce serait dommage que seules les personnes concernées travaillent sur ces questions. C'est un reproche qui m'a beaucoup été fait, quand on travaille sur les femmes africaines et racisées en tant que blanche occidentale, et je pense que je ne suis pas la seule à qui c'est arrivé. Je comprends cette critique, mais je pense que c'est important de croiser les regards. Et tout cela s'inscrit aussi dans les rapports de pouvoir académiques qui existent, et il ne faut pas non plus les nier.

Savoirs situés et tentations égotiques. La réflexivité, ce n'est pas raconter sa vie. Et je trouve que là-dessus, aujourd'hui, c'est un sans faute, personne n'est tombé dans ce biais-là, alors que cela arrive parfois. Voilà, tout ce qui accompagne cette question, ces besoins éthiques, la question de la sortie du terrain, de la temporalité du terrain... Notamment quand on est engagé auprès de et avec, on vit la sortie différemment. Et ces enjeux-là sont liés au fait d'avoir différentes casquettes que l'on porte et avec lesquelles il faut qu'on compose. Donc d'abord, ne pas faire de mal, et si on arrive à faire du bien, c'est encore mieux. Mais surtout ne pas faire de mal pour revenir à ce que l'on disait sur les questions éthiques. Et puis, il y a la question de la relation aussi. Aujourd'hui, dans les études migratoires, on fantasme beaucoup sur l'agentivité et l'autonomie des personnes, on refuse beaucoup la posture humanitaire, la posture assistancielle...

Les terrains violents. On est exposés à des traumatismes et il faut qu'on trouve des façons de travailler sur ça, ne serait-ce que pour un souci éthique vis-à-vis de nos enquêtés. On ne met pas le trauma des chercheurs au même niveau que le trauma des autres, mais il faut qu'on travaille là-dessus.

Mon dernier point, c'est d'interroger jusqu'à quel point il faut continuer à défendre une autonomie de la science et jusqu'à quel point on ne peut pas. La réponse, c'est ni oui ni non. D'un côté, je continue à défendre cette idée qu'il faut défendre une certaine autonomie de la recherche, dans la façon dont on formule les questions, dont on se positionne, dont on objective nos travaux, dont on valide nos travaux. Et qu'on essaie de ne pas confondre nos différents engagements, nos différents rôles, en sachant que c'est devenu difficile. Dans bien des cas, on est amené, chercheurs et chercheuses, à être trop autonomes.

Je vais vous donner l'exemple des financements. Depuis 2015, depuis la crise migratoire, il n'y a jamais eu autant de financements pour la recherche sur les migrations. Les financements ont explosé en France. On a un Institut Convergence Migrations, qui a financé des dizaines et des dizaines de projets, c'est du jamais vu. La Commission européenne a financé énormément de projets. Mais les politiques n'en ont rien à faire de nos résultats ! Donc, c'est consternant, c'est que l'utilité publique, du point de vue des décideurs, elle est nulle. Tous les chercheurs sont d'accord pour dire que les politiques migratoires sont inefficaces, sont violentes, ont des effets extrêmement délétères sur plein de domaines, mais on continue à pratiquer les mêmes politiques. Et cela est vrai dans d'autres domaines, ce n'est pas seulement dans les migrations.

Autonomie. Autonomie ne veut pas dire pureté, on peut se dispenser de cet objectif de pureté de la recherche. Il y a des court-circuits parfois. Je vais vous donner un petit exemple personnel. Quand je suis amenée à intervenir avec des ONG qui font du secours en mer, en Méditerranée, on n'a pas le même discours. Le discours des ONG est basé sur une construction de la figure du migrant ou de la migrante comme vulnérable, parce qu'ils ont besoin aussi de jouer sur des leviers émotionnels. Et moi au contraire, mon discours scientifique, c'est d'insister sur le fait que ce sont des gens qui vivent, des gens qui ont des moyens, qui ont des ressources et des projets, etc. Je ne suis pas d'accord sur certains aspects de leur plaidoyer, mais on a des intérêts communs, et dans ces moments-là, ils sont bien supérieurs à ce que je pense de la façon dont ils parlent. Je pense à certaines critiques un peu lourdes de l'humanitarisme... Oui, il y a un discours humanitaire, très bien, mais qui sont nos ennemis et qui sont nos alliés en ce moment ? Et une fois qu'on a dit ça, on a tout dit. C'est vrai aussi pour les militantes féministes, c'est pareil. Après, il y a des incompatibilités radicales, et il y a aussi des temporalités incompatibles. On va décider de se compromettre jusqu'à un certain point, de s'ajuster, de travailler en négociation. Un dernier exemple et je m'arrêterai là.

Alors, ma collaboration avec le musée. Le musée, c'est le Musée National de l'Histoire de l'immigration, qui a ouvert son exposition permanente en juin dernier. C'est un musée qui a quatre tutelles : les ministères chargés de la Culture, de l'Intégration, de l'Éducation nationale et de la Recherche. C'est compliqué, il y a des enjeux de patrimonialisation et des enjeux politiques qui sont très compliqués. Il y a des choses que l'on fait passer, il y a des messages que l'on arrive à faire passer et d'autres que l'on n'arrive pas à faire passer. Je voudrais juste vous montrer deux petites fiertés personnelles. C'est une exposition chronologique, une exposition sur l'histoire des migrations. Donc, pouvoir amener au musée la carte des morts, qui est le résultat d'un travail collectif de plusieurs collègues géographes, Nicolas Lambert, Olivier Clochard, Philippe Rekacewicz, Françoise Bahoken... Ils ont tous travaillé sur cette question des morts, de la cartographie des morts, et pouvoir amener cette carte-là au musée, c'est déjà bien. La deuxième, c'est la salle qui est dédiée aux années 1980 et dans laquelle il y a plusieurs photographies, plusieurs affiches et des films qui parlent des violences policières. Et j'étais contente en fait quand je me suis dit que tout le débat qui s'est développé sur les violences policières... Si ça pouvait permettre à certaines personnes de se rendre compte que ce n'est pas une question nouvelle, que c'est une question qui est articulée à la question coloniale et postcoloniale, on aura fait quelque chose de bien. Des fois on tombe dans l'auto-célébration, désolée ! Je m'arrête là. Voilà, c'est tout ce que je voulais vous dire aujourd'hui. Peut-être juste insister sur la dimension collective de la recherche, qui permet d'éviter un certain nombre de difficultés rencontrées dans nos engagements.

Annexes

Argumentaire de l'appel à communication pour la journée d'étude

Le·a chercheur·e est une figure hybride, qui dans sa pratique quotidienne se retrouve souvent à intégrer, côtoyer, analyser d'autres milieux, toujours en conservant son altérité. Cette posture ambiguë des chercheur·es fait débat, en oscillant perpétuellement entre une observation participante et une participation observante (Soulé, 2007), entre l'observation et l'action, entre neutralité axiologique et engagement, parfois ethnographique (Cefaï, 2010).

La recherche est appelée de plus en plus à sortir des murs de l'académie en constituant un outil d'aide à la décision, en alimentant le développement de l'innovation en entreprise, en créant un accès *mainstream* à l'information pour un large public, ou encore en produisant des savoirs mobilisés à des fins militantes ou marchandes. Ainsi les acteurs des sphères opérationnelles, qu'elles soient privées ou publiques, politiques ou économiques, institutionnelles ou associatives, peuvent jouer un rôle dans les processus de "privatisation de la recherche, avec des jeux de concurrence entre structures scientifiques et d'autres institutions (*think tanks*, cabinets d'expertise, sociétés de conseils privées, etc.)" (Aldrin et al., 2022).

Partant de ce constat, nous souhaitons interroger les liens entre la recherche et les autres contextes de l'action - professionnels, militants, politiques, artistiques - qu'elle cherche à analyser et avec lesquels, en conséquence, elle interagit, voire se contamine. Comment la recherche dialogue-t-elle avec ces dimensions de l'action ? Qu'est-ce qu'elle leur apporte ? L'apport est-il réciproque ou unilatéral ? Comment ces autres milieux se saisissent-ils de la recherche pour la mobiliser en dehors de la communauté scientifique ? Qu'est-ce que la recherche emprunte à d'autres contextes professionnels ?

Les *gender studies* semblent apporter un regard novateur sur ces questions avec la notion d'un savoir "situé" de Donna Haraway (1988). Ce concept sous-tend que "le savoir est produit par des sujets qui sont construits par leurs conditions de vie, par leur rapport aux normes sociales, par l'époque historique dans laquelle elles vivent, etc. Cela remet en cause l'idée qu'un savoir neutre, objectif et universel est possible" (Gérardin-Laverge et Collier, 2020).

Nombreu.x.ses sont les chercheur·es en sciences sociales qui ont déjà traité ces thématiques (Bourdieu, 2001 ; Caveng, 2011 ; Fernandez, 2005) en se demandant notamment si les groupes (socio-politico-opérationnels) auxquels iels s'intéressent influencent leur méthodes de recherche et de diffusion et si, réciproquement, la recherche participe à une redéfinition des pratiques et de l'identité des acteurs et des contextes étudiés (Goldenberg et Couture, 2007). Nous souhaitons souligner cette réciprocity qui fait de la recherche une force transformatrice consciente ou non, et des chercheur·es, des médiateur·rices et intermédiaires dans ce processus (parfois malgré elles et eux).

La coopération entre la recherche et d'autres milieux peut prendre différentes appellations et ainsi différentes configurations, selon leurs postures et objectifs : recherche-action, recherche partenariale,

recherche intervention, co-recherche, etc. (Allard Poesi et Perret, 2003 ; Gillet et Tremblay, 2017). Ces démarches témoignent d'une expérimentation continue et renouvelée visant la construction de relations d'échanges entre le monde de la recherche et d'autres contextes.

Cet appel s'inscrit dans la continuité des réflexions sur les enjeux politiques, épistémologiques et éthiques que soulèvent la circulation, voire les pratiques de co-construction des savoirs entre acteurs de la recherche et praticiens. Quel est l'impact des savoirs scientifiques et géographiques sur des pratiques politiques ou opérationnelles ? De quelle manière, par quelles méthodes, outils, supports la recherche en géographie est-elle transmise, reçue, transférée ou transposée dans ces milieux autres, et par quels acteurs ? Comment s'y articule-t-elle ? Comment est-t-elle façonnée par ces milieux et acteurs ? Autrement dit : qu'est ce que fait l'action à la recherche et réciproquement ?

Nous invitons à interroger ces questions sous deux angles complémentaires : d'un côté nous proposons d'explorer nos pratiques de recherche à travers une approche réflexive et de l'autre, dans une approche épistémique, d'interroger la production et la circulation de connaissances et les enjeux qui en découlent.

Les axes thématiques que nous proposons d'explorer sont pluriels : l'analyse de nos propres pratiques de terrain, et la façon dont le·a chercheur·se négocie sa place, parfois en intégrant les milieux socio-professionnels qu'il souhaite enquêter ; les études en milieu militant, ses enjeux, atouts et limites ; la recherche encadrée par une structure appartenant à un autre milieu ; la circulation des savoirs ; et l'appropriation par la recherche de supports et méthodes provenant d'autres contextes.

AXES

1. Réflexivité : négocier sa place sur le terrain en jouant un autre rôle que celui de chercheur·e

Dans ce premier axe, nous souhaitons interroger les stratégies, méthodes et limites particulières que peuvent mobiliser ou rencontrer les chercheur·es en sciences sociales qui, pour se faire accepter sur leur terrain d'étude, intègrent ou côtoient des mondes opérationnels (publics ou privés, économique, politique, associatif, militant ou artistique). Tout en respectant les critères de scientificité et d'éthique, le·a chercheur·es adaptera son discours et sa posture selon les acteurs rencontrés, afin de s'assurer un ancrage dans son milieu d'étude. Cette tension entre stratégies d'ancrage et objectifs scientifiques questionne la posture singulière des chercheur·es par rapport à leur milieu d'étude, ses bénéfices quant à l'accès au terrain tout comme les risques d'exclusion possibles. Ce constat amène à des réflexions classiques concernant l'éthique de la chercheuse et du chercheur lors de la phase de récolte et de restitution des données. Jusqu'à quel point est-il légitime d'adapter son discours face aux acteurs rencontrés ? Quelles informations dévoiler ou occulter et quels enjeux éthiques cette décision implique-t-elle ? Que faut-il donner en échange aux interlocuteurs qui livrent leurs informations ? Si ces questions sont aujourd'hui largement traitées, celle de l'intégration au sein d'un milieu professionnel ou engagé interpelle quant à l'appréhension du réel et à son interprétation. Ces

adaptations aux terrains, contextes et milieux enquêtés peuvent infléchir ou partiellement biaiser le regard du chercheur et de la chercheuse, parfois en lui faisant découvrir des pistes de réflexion insoupçonnées, et auxquelles iel n'aurait pas eu accès sans se rallier, s'engager ou côtoyer (au moins pour le temps du terrain) un certain groupe socio-économique, socio-culturel ou professionnel.

Il sera donc enrichissant d'explorer les spécificités inhérentes à certains milieux opérationnels et les influences qu'elles peuvent avoir sur les pratiques de recherche, ainsi que sur les stratégies engendrées et inventées pour négocier sa place sur le terrain.

2. Le militantisme : une dimension de l'action difficile à assumer/gérer/concilier ?

“Si le chercheur, épistémologiquement, doit d'abord se désengager du monde social pour en extraire un savoir dit « objectif », cela empêche-t-il un savoir engagé ? Autrement dit, un rôle politique du savoir scientifique est-il concevable ?” (Lelubre, 2016). Bourdieu est sûrement le représentant le plus connu qui fait de la recherche, à travers l'académisme radical, un espace aussi de dénonciation des inégalités et des rapports de domination (Heinich, 2021). Moins connus peut-être, mais nombreux.ses sont également les géographes (notamment ceux affilié.e.s à la géographie critique des années 1970) qui ont produit des savoirs dans le but de dénoncer la perpétuation des approches coloniales de domination, et ainsi tenter de pousser à un changement concernant les politiques extractivistes (Wisner et al, 2004). Une recherche engagée est-elle pour autant nécessaire afin d'impulser un changement ou faire évoluer le fonctionnement d'autres milieux ? Existe-t-il une recherche qui n'est pas engagée (Haraway, 1988) ? La production de savoirs est-elle à considérer comme un engagement éthique et politique à part entière ? Les savoirs produits par des chercheur·es, peuvent acquérir dans certains cas, une valeur militante, tel que récemment les concepts des “communs”, de “résilience”, de “ville inclusive”, etc. Ces concepts sont quelques fois repris par des structures tierces, à l'image d'organisations internationales, pour forger de nouveaux paradigmes d'action. Dès lors, comment interpréter ces circulations de concepts ? Quels enjeux soulèvent l'invisibilisation ou la valorisation de la posture de chercheur·es-engagé·es ou de chercheur·es-militant·es dans des processus de circulation conceptuelle au sein de milieux opérationnels étrangers au militantisme ?

En outre, “l'engagement épistémique” peut contribuer à “la formulation et à la circulation de promesses scientifiques que les chercheurs contribuent à constituer par leurs pratiques et réseaux de recherches” (Granjou et Arpin, 2015). En ce sens, nous souhaitons interroger l'existence d'un engagement épistémique qui serait propre au/à la géographie ou à certains champs de la géographie.

3. L'art et la recherche, quels échanges et quelles réciprocitys ?

Cet axe propose un questionnement méthodologique. Considérant l'art comme une dimension de l'action différente des milieux décrits jusqu'à présent, nous souhaitons interroger ses liens avec la recherche à travers trois pistes de réflexion : (1) l'art comme support de recherche de terrain, (2) l'art comme support de restitution des recherches effectuées, (3) l'art en tant que prisme à travers lequel

regarder et comprendre des réalités sur le terrain (Roussel et Guitard, 2021). L'art permet "d'appréhender et représenter la réalité dans un autre langage que celui des scientifiques, pour donner à voir des idées abstraites, pour véhiculer des émotions" (Bernardet et al., 2022). Cet apport artistique à la représentation du réel participe à la fois au renouvellement des approches scientifiques, comme en témoigne le "projet scientifique et culturel" développé par le musée de l'immigration à Paris¹, mais devient aussi un des supports privilégiés de restitution d'une démarche et de connaissances scientifiques. Nous pouvons rappeler à titre d'exemple le recours grandissant à la mise en scène des processus de recherche, par la production cinématographique et théâtrale (voir le travail de Anne-Cécile Hoyez et Pascal Jarno pour rendre compte d'une recherche menée sur les parcours de soins de populations migrantes). Quels enjeux soulève le recours à l'art et aux artistes sur le terrain ? L'art peut-il s'avérer être un moteur de la production scientifique en géographie et du renouvellement de certaines approches théoriques comme empiriques ?

4. Réciprocités entre les milieux opérationnels et ceux de la recherche

Dans ce dernier axe, nous souhaitons questionner la manière dont les chercheur·es contribuent à la sphère publique, à la fois par des recherches réalisées au sein, en dehors ou sur des milieux socio-opérationnels. L'influence directe ou indirecte d'une recherche-action peut concerner l'origine de la recherche (commande publique ou privée, l'auto saisine d'un·e chercheur·e sur un sujet précis) ; la définition et le traitement de l'objet de recherche ; le positionnement des chercheur·es ; l'objet de la recherche ainsi que l'incidence des résultats sur les processus de décision ou sur des pratiques opérationnelles (Rouchi, 2018 ; Delahais et Devaux-Spatarakis, 2022). Pour autant, certaines postures conduisent à interroger tant le degré de prise de recul que la liberté lorsqu'il s'agit d'une recherche salariée en entreprise ou bien d'une recherche contractuelle, via des dispositifs incitatifs à travers lesquels les entreprises, collectivités territoriales, administrations, établissements publics, associations ou bien fondations sollicitent des missions d'expertise ou financent des chaires de recherche. Comment la recherche se nourrit-elle des coopérations, collaborations voire coalitions avec le milieu opérationnel pour co-construire des savoirs ? Dans quelles conditions et selon quelles stratégies de diffusion, des connaissances scientifiques peuvent-elles être opérationnalisées ? En outre, la rencontre entre différentes cultures professionnelles peut-elle conduire à la mise à l'agenda préférentielle de courants de la recherche géographique ? La dépendance entre chercheur·es et praticien·ne·s n'induit-elle pas le risque d'une marchandisation de la recherche ou de son utilisation comme outil de légitimation ? Pouvons-nous parler d'une instrumentalisation de la recherche au profit de l'action ou alors plutôt d'un engagement négocié entre recherche et milieu opérationnel ?

¹ <https://www.palais-portedoree.fr/le-projet-scientifique-et-culturel>

Bibliographie indicative

Aldrin, P., Fournier, P., Geisser, V., & Mirman, Y. (2022). *L'enquête en danger: Vers un nouveau régime de surveillance dans les sciences sociales*. Armand Colin.

Allard Poesi F. et Perret V., « La Recherche-Action », in Y. Giordano (Dir.), *Conduire un projet de recherche, une perspective qualitative*, Caen : EMS, 2003, pp. 85-132.

Anne Goldenberg et Stéphane Couture, *La circulation des savoirs entre chercheurs et acteurs communautaires* http://stephanecouture.info/fichiers/2007_Goldeberg_Couture_circulationsavoir.pdf

Bernardet, D., Fuzier, A. et Gay, C. (2022) "Collaborations arts-sciences : que nous apprend l'art et comment nous l'apprend-il ?", Synthèse du séminaire méthodologique de LEROY MERLIN Source.

Bourdieu, P. (2001). Pour un savoir engagé. *Contre feux*, 2, 33 - 40

Caveng, R. (2011). "Delphine Naudier, Maud Simonet (Éds), *Des sociologues sans qualités? Pratiques de recherche et engagements*". *Lectures, les comptes rendus*.

Cefaï, D. (2010). *L'engagement ethnographique* (pp. 7-21). Ed. de l'Ecole des hautes études en sciences sociales.

Delahais, T. & Devaux-Spatarakis, A. (2022). Qu'attendre de la recherche pour éclairer l'action publique : Revue de littérature et applications pratiques. Dans : , S. Leyronas, *Qu'attendre de la recherche pour éclairer l'action publique* (pp. 1-55). Paris Cedex 12: Agence française de développement.

Fernandez, F. (2005). L'engagement émotionnel durant l'enquête sociologique : retour sur une observation anonyme auprès d'ex-usagers de drogues. *Carnets de bord de la recherche en sciences humaines*, 9, 78-87.

Gillet A. et Tremblay D.-G. (dir.), *Les recherches partenariales et collaboratives*, Rennes, PUR, p. 336, 2017.

Granjou, C., Louvel, S., Arpin, I., & Audétat, M. (2015). Des promesses scientifiques aux engagements épistémiques. Le cas de la nanomédecine et de la biodiversité.

Haraway, D. (1988) "Situated Knowledges: The Science Question in Feminism and the Privilege of Partial Perspective". *Feminist Studies*, Vol. 14, No. 3 pp. 575-599

Heinich, N. (2021). Ce que le militantisme fait à la recherche. Dans : , N. Heinich, *Ce que le militantisme fait à la recherche* (pp. 1-48). Paris: Gallimard.

Lelubre, M.(2016) La posture du chercheur, un engagement individuel et sociétal. Recherches qualitatives–hors série –numéro 14–pp. 15-28.l'engagement du chercheur qualitatif:du porte-parole au militantissn 1715-8702 -<http://www.recherche-qualitative.qc.ca/revue.html>© 2013association pour la recherchequalitative

Mona Gérardin-Laverge et Anne-Claire Collier, « Circulation et production des savoirs. », Terrains/Théories [En ligne], 11 | 2020, mis en ligne le 19 juin 2020, consulté le 21 février 2023.

Perrin-Joly C., 2010, « De la recherche salariée en France : lien de subordination et liberté de la recherche », in SociologieS, La recherche en actes, Expériences de recherche, décembre 2010.

Rouchi, C. (2018). Une thèse CIFRE en collectivité territoriale: concilier la recherche et l'action?. Carnets de géographes, (11).

Roussel, F. et Guitard, E. (2021), "L'usage du dessin dans l'enquête de terrain en sciences sociales. État des lieux et perspectives depuis la géographie et l'anthropologie", Carnets de terrain.

Soulé B., « Observation participante ou participation observante ? Usages et justifications de la notion de participation observante en sciences sociales », Recherches qualitatives, Vol. 27 (1), pp. 127-140, 2007.

Wisner, B., Blaikie, P., Cannon, T., & Davis, I. (2004) At Risk: Natural Hazards, People's Vulnerability and Disasters. Routledge.

Collaborations arts-sciences : que nous apprend l'art et comment nous l'apprend-il ? Actes disponibles en ligne : https://forumviesmobiles.org/evenements/15559/collaborations-arts-sciences-que-nous-apprend-l-art-et-comment-nous-l-apprend-il?utm_source=metropolitiques&utm_medium=email&utm_campaign=2023_02_10